



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 19 du 13 juin 2008

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 16 juin 2008

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	327
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	327
CABINET DU PREFET	327
Service interministériel de défense et de protection civile	327
Liste des immeubles de grande hauteur et des établissements recevant du public	327
Extrait de l'arrêté n° 11/2008/SIDPC du 28 mai 2008 fixant la composition du comité départemental canicule	350
Extrait de l'arrêté n° 15/2008/SIDPC54/Secourisme du 3 juin 2008 portant agrément à assurer les formations aux premiers secours - Renouvellement	351
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	351
Bureau des réglementations	351
Extrait de l'arrêté du 21 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Laxou	351
Extrait de l'arrêté du 7 mai 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Manoncourt en Woëvre	351
Extrait de l'arrêté du 7 mai 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Longwy	352
Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	352
Extrait de l'arrêté du 7 mai 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Bouxières aux Dames	352
Extrait de l'arrêté du 9 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Mont Saint Martin	352
Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Laxou	352
Extrait de l'arrêté du 7 mai 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Chambley-Bussières	353
Extrait de l'arrêté du 10 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	353
Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Messein	353
Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	353
Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Dommarin lès Toul	354
Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Essey lès Nancy	354
Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Ecrouves	354
Extrait de l'arrêté du 9 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Mont Saint Martin	354
Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune d'Essey lès Nancy	355
Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	355
Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune d'Essey lès Nancy	355
Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Lexy	355
Extrait de l'arrêté du 11 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pont-à-Mousson	356
Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Mont Saint Martin	356
Extrait de l'arrêté du 9 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Mont Saint Martin	356
Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pont-à-Mousson	356
Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune d'Auboué	356
Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Briey	357
Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nomeny	357
Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Richardménil	357
Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Trioux	357
Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vézelize	358
Extrait de l'arrêté du 19 mai 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	358
Extrait de l'arrêté du 10 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	358
Extrait de l'arrêté du 7 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Velaine en Haye	358
Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Mont Saint Martin	359
Extrait de l'arrêté du 2 juin 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Lunéville	359
Extrait de l'arrêté du 21 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy	359
Extrait de l'arrêté du 7 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Dombasle sur Meurthe	359
Extrait de l'arrêté du 21 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune d'Essey lès Nancy	359
Extrait de l'arrêté du 21 avril 2007 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Jarville La Malgrange	360
Extrait de l'arrêté du 21 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Laxou	360
Extrait de l'arrêté du 21 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Longwy	360
Extrait de l'arrêté du 21 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Laxou	360
Extrait de l'arrêté du 28 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy	360
Extrait de l'arrêté du 9 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Mont Saint Martin	360
Extrait de l'arrêté du 7 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune d'Homécourt	361
Extrait de l'arrêté du 7 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Vandoeuvre-lès-Nancy	361
Extrait de l'arrêté du 7 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy	361
Extrait de l'arrêté du 7 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy	361
Extrait de l'arrêté du 7 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Toul	361
Extrait de l'arrêté du 21 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Lunéville	361
Extrait de l'arrêté du 21 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Saint Max	361
Extrait de l'arrêté du 21 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Saint Nicolas de Port	362
Extrait de l'arrêté du 21 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Vandoeuvre lès Nancy	362
Extrait de l'arrêté du 21 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Villerupt	362
Extrait de l'arrêté du 15 mai 2008 fixant la composition de la commission départementale d'action touristique	362
Extrait de l'arrêté du 27 mai 2008 portant classement du restaurant à l'enseigne « L'Auberge de Flirey », situé 19, rue du Jury - 54470 Flirey, dans la catégorie « restaurant de tourisme »	363
Extrait de l'arrêté du 27 mai 2008 portant modification de l'arrêté du 14 février 1997 accordant une habilitation à la société Novotel Nancy Ouest située RN 54 - 54520 Laxou	363
Extrait de l'arrêté du 27 mai 2008 portant modification de l'arrêté du 29 mai 1998 accordant une habilitation à la société Novotel Nancy Sud située RN 57 - 54810 Houdemont	364
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	364
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	364
Extrait de l'arrêté modificatif du 5 juin 2008 à la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites	364
Extrait de l'arrêté du 6 juin 2008 autorisant la capture temporaire de spécimens d'espèces animales protégées	364
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique	364
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 28 mai 2008 concernant l'extension de 230 m ² de vente d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne ED à Richardménil	364
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières	364
Arrêté n° 08.BMSSE.44 du 2 juin 2008 accordant délégations d'ingénierie publique	364
Arrêté du 4 juin 2008 portant désignation de la personne responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques	365

Arrêté n° 08.BMSSE.46 du 5 juin 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Joseph SCHWARTZ, directeur régional des douanes et droits indirects.....	365
Extrait de l'arrêté du 10 juin 2008 portant création de la commission départementale de présence postale territoriale	365
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	366
Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire.....	366
Extrait de l'arrêté du 22 mai 2008 autorisant la nomination de régisseurs d'Etat auprès de la police municipale de la commune de Laxou.....	366
Extrait de l'arrêté du 26 mai 2008 autorisant la création d'une régie d'Etat auprès de la police municipale de la commune de Briey.....	366
Extrait de l'arrêté du 26 mai 2008 autorisant la nomination de régisseurs d'Etat auprès de la police municipale de la commune de Briey	366
SOUS-PREFECTURE DE TOUL	366
Extrait de l'arrêté du 4 juin 2008 portant modification des statuts du S.I.S. du 1 ^{er} cycle de Toul.....	366
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	367
DIRECTION INTERREGIONALE DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES	367
Unité départementale de Meurthe-et-Moselle	367
Arrêté du 15 juin 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel SINGER, directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes	367
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....	367
Extrait de la décision du 21 mai 2008 portant agrément au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.)	367
Service actions et établissements de santé	367
Extrait de l'arrêté n° 18 du 6 juin 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de Faulx	367
Extrait de l'arrêté n° 27 du 28 mai 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou	367
DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT	368
Arrêté n° 08-DRIRE-54-01 du 4 juin 2008 portant subdélégation de signature	368
DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	368
Liste des associations de Meurthe-et-Moselle ayant reçu l'agrément jeunesse et éducation populaire après avis de la commission départementale du 27 mai 2008	368
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	369
Division d'exploitation de Metz.....	369
Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-032 en date du 3 juin 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A31 à l'échangeur de Frouard n° 22	369
Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-033 en date du 3 juin 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A31 au PR238/239	369
Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-034 en date du 5 juin 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A31/A33, bretelle Paris/Strasbourg.....	370
Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-036 en date du 10 juin 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A31 à l'échangeur dit de Moncel lès Lunéville sur la RN 59.....	370
Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-037 en date du 12 juin 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur la bretelle Rosières/Nancy au diffuseur de Dombasle sur A33	371
Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-038 en date du 12 juin 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'entretien et de remise en conformité des équipements sur la RN 52 (viaduc de la Chiers).....	372
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	372
Service actions et établissements de santé	372
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/MH/MC - n° 441/08 du 27 mai 2008 modifiant l'arrêté DDASS/AES/MH/MC - n° 0057/08 du 25 janvier 2008 autorisant le transfert d'une officine de pharmacie.....	372
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/494-08 du 2 juin 2008 portant agrément n° 171 de l'entreprise de transports sanitaires POMPEY AMBULANCES, 6 rue du Chanoine Pérignon - 54340 Pompey.....	372
Service solidarité autonomie.....	373
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité Autonomie / N° 446 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome du centre de soins Sainte Marie à Nancy.....	373
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 447 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Briey.....	373
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 448 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre de moyen séjour de Faulx.....	373
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 449 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson.....	373
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 451 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « maison de retraite » du Centre Hospitalier de Toul	373
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 452 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'association hospitalière de Jœuf.....	374
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 453 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre de Moyen Séjour de Faulx.....	374
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 454 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port.....	374
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 455 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre Hospitalier de Toul	374
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité Autonomie / N° 457 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Audun-le-Roman	374
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité Autonomie / N° 458 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Briey-Homécourt	375
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité Autonomie / N° 459 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Colombey-les-Belles	375
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité Autonomie / N° 460 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Haroué	375
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité Autonomie / N° 468 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins du Centre "Germaine Marchal" de Nancy géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle	376
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité Autonomie / N° 469 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « HOTELIA » à Laxou.....	376
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité Autonomie / N° 470 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome de Giraumont.....	376
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 471 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'Association Hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons.....	377
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité Autonomie / N° 472 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'Office d'hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle, 38 rue de Dieuze à Nancy.....	377

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité Autonomie / N° 473 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'ALSAD à Villers-lès-Nancy	377
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité Autonomie / N° 491 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Royaumeix	377
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	378
Arrêté n° 190 du 5 juin 2008 portant subdélégation de signature d'ingénierie publique	378
Service forêt, chasse et milieux naturels	378
Extrait de l'arrêté n° 2008/162 du 5 mai 2008 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Foug	378
Extrait de l'arrêté n° 2008/165 du 13 mai 2008 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Avril	378
Extrait de l'arrêté n° 2008/166 du 13 mai 2008 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Mercy-le-Haut	378
Extrait de l'arrêté n° 2008/183 du 29 mai 2008 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Laneuveville aux Bois	379
Extrait de l'arrêté n° 2008/184 du 29 mai 2008 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Saint-Remimont	379
Extrait de l'arrêté n° 2008/185 du 29 mai 2008 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Haroué	379
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	379
Arrêté n° 08 - DDSV54 - 055 du 15 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle	379
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	379
Arrêté n° 2008.SIAT-IP.01 du 6 juin 2008 portant subdélégation de signature par Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement	379
Service aménagement, risques et urbanisme	380
Extrait de l'arrêté n° 08 DE 002 PU du 12 mars 2008 portant suppression de la ZAC du Pré à Varois à Custines	380
Commune de Vathiménil - Extrait de l'arrêté n° 08 DE 007 PU du 22 mai 2008 portant approbation de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme	380
Commune de Nancy - Extrait de l'arrêté n° 07 DE 009 PU du 14 mars 2008 portant approbation de la modification du plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé (PSMV) secteur de l'îlot des Fabriques	380
Service ingénierie appui territorial	380
Extrait de l'arrêté du 23 mai 2008 constatant la liste des communes et des groupements de communes qui peuvent bénéficier de l'assistance technique de l'Etat pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire (ATESAT)	380
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	383
Décision administrative conjointe des inspectrices et inspecteurs du travail du 21 mai 2008 donnant délégation aux contrôleurs du travail aux fins, notamment, d'établir des mises en demeure et de prendre des décisions relatives aux arrêts temporaires de travaux ou d'activité	383
Arrêté du 1 ^{er} juin 2008 portant subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim	383
SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE	383
Arrêté du 20 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Lorenzo DIEZ, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle	383
VOIES NAVIGABLES DE FRANCE	384
Conseil d'administration - Séance du 23 avril 2008 - Extrait de la délibération relative à la détermination de mesures commerciales exceptionnelles en faveur des transporteurs fluviaux de marchandises	384
AVIS ET COMMUNICATIONS	384
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	384
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	384
Service aménagement, risques et urbanisme	384
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 7817 du 2 juin 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Allondrelle La Malmaison	384
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 9044 du 5 juin 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Avril	384
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 9309 du 11 juin 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Serrouville	384
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 15411 du 2 juin 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Labry	384
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 18227 du 11 juin 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Toul	384
AUTRES SERVICES	384
CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE	384
Extrait de la décision 08-10 du 21 mai 2008 concernant un traitement de données à caractère personnel relatif à la comparaison des données cadastrales MSA/DDAF	384
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU	385
Avis de concours interne sur titres du 30 mai 2008 en vue du recrutement de 4 cadres de santé	385

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Cabinet du préfet***Service interministériel de défense et de protection civile***Liste des immeubles de grande hauteur et des établissements recevant du public**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle communique à Mesdames et Messieurs les Maires la liste des immeubles de Grande Hauteur (I.G.H.) et des Etablissements Recevant du Public (E.R.P.) du 1er groupe - 1ère à 4ème catégorie - 5ème catégorie comportant des locaux à sommeil - et des chapiteaux homologués dans le département, telle qu'elle a été soumise et approuvée en séance du 21 mai 2008 de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (C.C.D.S.A.). Il appartient à chacun, dans sa commune, d'en vérifier l'exactitude et de me faire part (Cabinet-SIDPC) de toute correction à y apporter.

IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR

Commune	Dossier	Raison Sociale	Adresse
MAXEVILLE	1401	TOUR PANORAMIQUE	Les Aulnes
NANCY	1483	IMMEUBLE ETOILE	96, avenue du Général Leclerc
NANCY	1565	TOUR THIERS HOTEL PARK INN NANCY	1, rue Piroux
NANCY	1852	HOTEL DES FINANCES	50, rue des Ponts
NANCY	1853	IMMEUBLE JOFFRE	25-29, boulevard Joffre
NANCY	2157	IMMEUBLE JOFFRE ST THIEBAUT	15, boulevard Joffre
VANDOEUVE LES NANCY	1444	C.H.U. DE BRABOIS	2, rue du Morvan
VANDOEUVE LES NANCY	1456	LES NATIONS TOUR	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7414	LES NATIONS Centre commercial et parties communes	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7052	LES NATIONS COTOREP	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7053	LES NATIONS MAGASIN ELVEDA	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7054	LES NATIONS DDTEFP 1ER ETAGE	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7055	LES NATIONS DDTEFP	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7056	LES NATIONS ANPE	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7057	LES NATIONS BOWLING RESTAURANT	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7058	LES NATIONS RESTAURANT LE SQUARE	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7059	LES NATIONS CABINET DENTAIRE	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7063	LES NATIONS MAGASIN MATCH	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7064	LES NATIONS CABINET OPHTALMOLOGIE	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7065	LES NATIONS CREDIT MUTUEL	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7073	LES NATIONS MAGASIN NORMA	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7079	LES NATIONS PHARMACIE HANTELLE	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7081	LES NATIONS MEDIA - TEL	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7083	LES NATIONS SALON TCHAK	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7084	LES NATIONS ESPACE SFR	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7085	LES NATIONS RESTO RAPIDE	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7086	LES NATIONS CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7089	LES NATIONS BRASSERIE UNIVERSELLE	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7090	LES NATIONS FRANCE TELECOM	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7091	LES NATIONS MAAF	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7093	LES NATIONS SALON COIFFURE ATMOSPHERE	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7094	LES NATIONS CAISSE D'EPARGNE	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7095	LES NATIONS VIDEOLOGIE	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7097	LES NATIONS ESPACE 54	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7098	LES NATIONS LE PASSIFLORE	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7103	LES NATIONS	23, boulevard de l'Europe

NANCY		CABINET MEDICAL ARNAUD - LOUGHIN	l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7129	LES NATIONS OPTIC 2000	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7220	LES NATIONS PROTECTYS	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7263	LES NATIONS IMA JEANS	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7264	LES NATIONS RESTAURANT CHEZ SOI	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7283	LES NATIONS TOP MODE	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7352	LES NATIONS RESTAURANT ROYAL NATION	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7451	LES NATIONS - JACQ'SPORT	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7452	LES NATIONS - TECHNOVIDEO	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7453	LES NATIONS - CANDY FLOWER	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7454	LES NATIONS - AXA ASSURANCES	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7455	LES NATIONS - XXS SHOP	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7483	LES NATIONS - HOLLYWOOD BAR	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7106	LES NATIONS CABINET MEDICAL & D'ORTHOPTIE	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7108	LES NATIONS TABAC LOTO	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7110	LES NATIONS UNION MEDECINS LIBERAUX	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	7112	LES NATIONS MAGASIN CAPPUCINE	23, boulevard de l'Europe

ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

Commune	Type	Cat	Doss	Raison Sociale	Adresse
ABBEVILLE LES CONFLANS	L	4	1644	SALLE POLYVALENTE	4bis, Grande Rue
ABONCOURT	P	4	5911	DISCOTHEQUE L'OUBLIETTE	rue Basse
AFFLEVILLE	R	4	243	SALLE POLYVALENTE ECOLE	11, rue des Ecoles
AFFLEVILLE	V	3	244	EGLISE	Grand ' Rue
AGINCOURT	L	4	1109	SALLE DES FETES	4, rue Maucolin
ANGERAY	L	4	5916	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	2, rue de la Mairie
ALLAIN	L	4	1871	SALLE POLYVALENTE ET ANNEXE	route Nationale
ALLAIN	L	4	3231	SALLE POLYVALENTE	route de Colombey les Belles
ALLAIN	O	5	4211	HOTEL DE LA HAIE DES VIGNES	La Haie les vignes
ALLAMPS	L	4	1872	MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE	12, rue du Lieutenant Clerc
ALLAMPS	R	4	1873	MATERNELLE JULES FERRY	6, rue Jules Ferry
ALLONDRELLE LA MALMAISON	L	4	134	SALLE POLYVALENTE	6, place de la Mairie
AMANCE	R	4	1110	ECOLE MATERNELLE	rue Derrière l'Eglise
ANCERVILLER	V	3	460	EGLISE	
ANDILLY	L	4	3833	SALLE COMMUNALE	49, rue St Paul
ANDILLY	R	4	1874	ECOLE	47, rue St Paul
ANGOMONT	J	5	3666	FOYER D'HEBERGEMENT DU CAPS	1, rue Tante Odile
ANGOMONT	R	4	461	LE Pré DES NOISETTES BAT 1	Chemin départemental n° 11
ANGOMONT	R	4	3056	LE Pré DES NOISETTES BAT 2	1bis, Grande Rue
ANTHELUP	L	4	80	SALLE POLYVALENTE GARDERIE PERISCOLAIRE	3, rue de la Chapelle
ARNAVILLE	L	4	1875	CENTRE SOCIO CULTUREL	109, Grande rue
ARRACOURT	R	4	3676	GROUPE SCOLAIRE	54, Grand rue
ARRACOURT	V	3	462	EGLISE ST MAURICE	Grande rue
ARRAYE ET HAN	L	4	5323	SALLE POLYVALENTE	chemin des Ecoliers
ARRAYE ET HAN	R	4	1570	MAISON D'ENFANTS A CARACTERE SOCIAL	rue du Haut Bourg Hameau de Han
ARRAYE ET HAN	V	3	5325	EGLISE	rue de l'Eglise
ART SUR MEURTHE	L	4	2822	LE CHATEAU	1, rue des Frères Marianistes
ART SUR MEURTHE	L	4	5272	MAISON DES ASSOCIATIONS	2bis, rue du Parc
ART SUR MEURTHE	R	2	1111	LYCEE PROFESSIONNEL ET COLLEGE ST MICHEL	Chartreuse de Bosserville
ART SUR MEURTHE	R	4	1112	CENTRE AERE ET D'HEBERGEMENT	36, avenue de la Chartreuse
ART SUR MEURTHE	R	5	5963	C.L.A.M.	36, rue de la Chartreuse
ART SUR MEURTHE	W	4	1113	MAISON COMMUNE	20, rue Georges

					Chepfer
ART SUR MEURTHE	X	3	6959	SALLE DES SPORTS ST MICHEL	Chartreuse de Bosserville
AUBOUÉ	J	4	5967	FPA RESIDENCE MONMOUSSEAU	5, rue de l'Eglise
AUBOUÉ	L	3	246	SALLE DES FETES	rue du 11 Novembre
AUBOUÉ	L	3	2128	CENTRE CULTUREL ABOWELS	place du général de Gaulle
AUBOUÉ	R	3	249	COLLEGE SALVADOR ALLENDE	place du général Leclerc
AUBOUÉ	R	4	247	LYCEE FULGENCE BIENVENUE	10, rue Prosper Merimee
AUBOUÉ	R	4	248	PRIMAIRE ROMAIN ROLLAND	5, parc Alexis Léonov
AUBOUÉ	V	3	251	EGLISE	rue de l'Eglise
AUBOUÉ	X	4	252	HALLE DES SPORTS MAURICE PICHON	place Albert Lebrun
AUDUN LE ROMAN	J	4	1546	FPA RESIDENCE AMBROISE CROIZAT	2, rue Ambroise Croizat
AUDUN LE ROMAN	L	3	5467	ESPACE LOUIS ARAGON	67, route de Briey
AUDUN LE ROMAN	M	3	5132	MAGASIN LECLERC EXPRESS	lieudit les Longues Raies
AUDUN LE ROMAN	R	3	254	COLLEGE GASTON RAMON	1, rue du Stade
AUDUN LE ROMAN	R	4	255	GROUPE SCOLAIRE PAUL ELUARD	place du général de Gaulle
AUDUN LE ROMAN	R	4	7282	HALTE GARDERIE	rue Fernand Toussaint
AUDUN LE ROMAN	V	3	256	EGLISE	place du général de Gaulle
AUDUN LE ROMAN	X	3	257	SALLE SPORTS RENE ROUSSEAU	place Clémenceau
AUTREVILLE SUR MOSELLE	L	4	1571	SALLE POLYVALENTE	place du Lavoir
AVRICOURT	L	4	2091	SALLE SOCIO CULTURELLE	rue du Stade
AVRIL	L	3	1862	SALLES POLYVALENTES	lieudit domaine de Filières
AZERAILLES	L	4	464	SALLE JEANNE-D'ARC	10, rue de la Gare
AZERAILLES	L	4	465	FOYER RURAL	rue général Leclerc
AZERAILLES	O	5	4123	HOTEL RESTAURANT DE LA GARE	15, rue de la Gare
AZERAILLES	V	3	466	EGLISE	
BACCARAT	J	4	477	MAISON REPOS LE CHATEAU	25 bis, rue du Parc
BACCARAT	J	4	4497	FPA RESIDENCE PASTEUR	18, rue Pasteur
BACCARAT	L	3	467	CINEMA CONCORDE	rue de l'Abbé Munier
BACCARAT	L	3	468	SALLE DES FETES	avenue de la Chapelle
BACCARAT	L	4	504	ESPACE CULTUREL	12, rue Emile Gridel
BACCARAT	M	2	469	SUPERMARCHÉ CHAMPION	59, rue des Cristalleries
BACCARAT	M	3	3646	MAGASIN LIDL	rue Humbepaire
BACCARAT	N	3	3705	BRASSERIE RESTAURANT DU PONT	1/3, rue des Cristalleries
BACCARAT	O	4	3728	RESTAURANT DES CRISTALLERIES	avenue de la Division Leclerc
BACCARAT	O	5	683	HOTEL RESTAURANT LA RENAISSANCE	31, rue des Cristalleries
BACCARAT	O	5	4126	HOTEL RESTAURANT DE L'AGRICULTURE	54, rue des 3 Frères Clément
BACCARAT	R	3	473	COLLEGE DE BACCARAT	1bis, avenue de la Chapelle
BACCARAT	R	4	475	INSTITUTION DE GONDRECOURT	1, rue de la Parioisse
BACCARAT	R	4	3703	MATERNELLE DU CENTRE	5, rue des III Frères Clément
BACCARAT	R	4	4461	LA CLE DES CHAMPS	9, rue de Humbepaire
BACCARAT	R	4	5014	PRIMAIRE DE LA SERRE	16, rue Gernsbach
BACCARAT	U	3	476	MAISON HOSPITALIERE	24, rue de l'Abbé Munier
BACCARAT	V	3	478	EGLISE ST REMY	lieudit Pré de la Semelle
BACCARAT	W	4	3715	HOTEL DE VILLE	2, rue Adrien Michaut
BACCARAT	X	3	479	SALLE DES SPORTS GEORGES BENE	rue Emile Gridel
BACCARAT	X	4	481	PISCINE MUNICIPALE	rue Emile Gridel
BADONVILLER	J	4	484	MAISON RETRAITE CLAUDE JACQUEMIN	6, rue de Chanzy
BADONVILLER	J	4	3768	FOYER DE PERSONNES AGEES	rue Chanzy
BADONVILLER	J	4	4425	FOYER D'ACCUEIL SPECIALISE	avenue de la Division Leclerc
BADONVILLER	L	3	3748	SALLES D'ACTIVITES	rue Abbé Mansuy
BADONVILLER	M	4	482	SUPERMARCHÉ SHOPI	avenue de la Division Leclerc
BADONVILLER	R	4	483	COLLEGE EMILE FOURNIER	2, rue Raymond Poincaré
BADONVILLER	V	3	486	EGLISE	
BADONVILLER	X	4	487	GYMNASE	avenue de la Division Leclerc

BAINVILLE SUR MADON	L	4	1843	SALLE COMMUNALE	2, rue de l'Eglise
BAINVILLE SUR MADON	PA	3	1705	FORT PELISSIER	Fort Pellissier
BAINVILLE SUR MADON	U	2	1689	CENTRE JACQUES PARISOT	78, rue Jacques Callot
BARBONVILLE	L	4	734	SALLE POLYVALENTE	Grande Rue
BARISEY AU PLAIN	L	4	4928	SALLE DES FETES	10, rue St Hubert
BASLIEUX	L	4	1	SALLE POLYVALENTE MATERNELLE	1bis, rue Chapelle Doncourt cites
BATILLY	L	3	4613	SALLE POLYVALENTE COUARAIL	10bis, avenue des Tilleuls
BAUZEMONT	L	4	2097	MAISON POUR TOUS	36, Grande rue
BAYON	J	3	492	MAISON DE RETRAITE ST CHARLES	23, Grande Rue
BAYON	J	5	4164	FOYER ACCUEIL PERSONNES AUTISTES	route de Baccarat
BAYON	L	3	489	SALLE DES FETES	6, rue Ecoles
BAYON	M	3	490	SUPERMARCHÉ SHOPI	1, avenue de Virecourt
BAYON	R	3	491	COLLEGE DE L'EUREON	24, rue Ecoles
BAYON	V	3	493	EGLISE	4, place de l'Eglise
BAYON	X	3	494	HALL DES SPORTS	28, rue des Ecoles
BAYONVILLE SUR MAD	W	4	5945	MAIRIE BIBLIOTHEQUE	rue du Biard
BAZAILLES	L	4	3000	SALLE POLYVALENTE	2, rue de la Mairie
BAZAILLES	V	3	2	EGLISE	
BEAUMONT	O	4	1878	CARREFOUR DES JEUNES	23, Grande rue
BELLEAU	L	4	6314	SALLE DES FETES	rue de la Gaillotte
BELLEVILLE	L	3	1572	SALLE SOCIO CULTURELLE MAIRIE	rue de la Mairie
BELLEVILLE	M	4	1573	MAGASIN HUIT A HUIT	1, rue Bourgogne
BENAMENIL	R	3	495	COLLEGE ET GYMNASSE RENE GAILLARD	rue des Ecoles
BENNEY	V	3	2904	EGLISE ST MARTIN	10, rue St Martin
BERNECOURT	L	4	5948	SALLE POLYVALENTE	5, rue de Brau
BERTRAMBOIS	L	4	497	FOYER RURAL	23, rue général Meyer
BERTRAMBOIS	V	3	498	EGLISE	
BERTRICHAMPS	L	4	1858	SALLE POLYVALENTE	58, rue général Leclerc
BERTRICHAMPS	V	3	500	EGLISE	62bis, rue général Leclerc
BEUVEILLE	L	3	3	SALLE DES FETES	rue Albert Lebrun
BEUVEILLE	L	4	603	FOYER RURAL CENTRE AERE	rue Jean Baptiste Gauche
BEUVILLERS	M	3	5491	MAGASIN LIDL	rue Principale
BEUVILLERS	V	3	260	EGLISE	
BEZAUMONT	L	4	1574	SALLE POLYVALENTE	Grand rue
BICQUELEY	L	4	1879	SALLE DES FETES	5, rue Haut du Chêne
BICQUELEY	L	4	1880	SALLE POLYVALENTE	rue Nicolas Chenin
BICQUELEY	R	4	5408	ECOLE MATERNELLE MAIRIE	rue Nicolas Chenin
BIONVILLE	J	4	501	CHALET D'ACCUEIL N-D DE TRUPT	5, au Trupt
BLAINVILLE SUR L'EAU	J	4	507	MAISON DE RETRAITE	rue du Bac
BLAINVILLE SUR L'EAU	L	3	503	CENTRE CULTUREL	rue de l'Etang
BLAINVILLE SUR L'EAU	L	3	2956	MAISON DES ASSOCIATIONS	cour Jean Jaurès
BLAINVILLE SUR L'EAU	M	2	5321	MAGASIN CHAMPION	25, avenue Pierre Semard
BLAINVILLE SUR L'EAU	M	3	567	MAGASIN ALDI	route de Mont sur Meurthe
BLAINVILLE SUR L'EAU	R	3	505	COLLEGE LANGEVIN WALLON	40, rue Rendez-vous
BLAINVILLE SUR L'EAU	R	4	506	CENTRE D'ACCUEIL ENFANTS	1bis, rue du Présbystère
BLAINVILLE SUR L'EAU	R	4	3800	ECOLE JULES FERRY	rue de Gerbeviller
BLAINVILLE SUR L'EAU	R	4	3803	MATERNELLE JEAN JAURES	17bis, rue Gerbeviller
BLAINVILLE SUR L'EAU	V	3	508	EGLISE	
BLAINVILLE SUR L'EAU	X	3	509	SALLE SPORTS SNCF	Gare
BLAINVILLE SUR L'EAU	X	3	510	SALLE SPORTS HAUT DES PLACES	rue Drouhot
BLAMONT	J	4	4236	FOYER D'ACCUEIL SPECIALISE	80, rue du 18 novembre
BLAMONT	L	3	511	HOTEL DE VILLE	12, place du général de Gaulle
BLAMONT	L	3	530	CINEMA BON ACCUEIL	5, rue des Capucins
BLAMONT	L	4	4950	FOYER DES JEUNES	20, rue de la Traversière
BLAMONT	M	2	512	INTERMARCHÉ	rue de Beuhath
BLAMONT	M	3	3798	MAGASIN ALDI	rue de Voise
BLAMONT	O	5	6502	HOTELLERIE DU CHATEAU	2, rue Florent

				CHATEAU	Schmitt
BLAMONT	R	3	513	GROUPE SCOLAIRE JEAN CROUZIER	3, rue du Collège
BLAMONT	R	3	514	COLLEGE DU CHATEAU	25, rue de la Traversière
BLAMONT	R	4	3796	LUDOTHEQUE	17, rue du Chateau
BLAMONT	U	4	516	MAISON DE RETRAITE LE COUARAIL	17, rue de Voise
BLAMONT	U	4	517	LES RIVES DU CHATEAU	33, rue du Chateau
BLAMONT	V	3	518	EGLISE	rue Victor Pierre
BLENOD LES PONT A MOUSSON	J	5	5899	FPA RESIDENCE AMBROISE CROIZAT	4, rue St Guerin
BLENOD LES PONT A MOUSSON	L	4	1576	SALLE POLYVALENTE JEAN VILAR	3, rue St Evpre
BLENOD LES PONT A MOUSSON	L	4	1577	CENTRE CULTUREL PABLO PICASSO	square Jean Jaurès
BLENOD LES PONT A MOUSSON	M	3	4607	CENTRE COMMERCIAL ALDI	zac Encumechamps Gibotins
BLENOD LES PONT A MOUSSON	O	5	1679	HOTEL DE LA GIRONDE	Impasse d'Alsace
BLENOD LES PONT A MOUSSON	PA	1	5016	STADE DES FONDERIES	
BLENOD LES PONT A MOUSSON	R	2	1581	COLLEGE VINCENT VAN GOGH	5/7, rue St Martin
BLENOD LES PONT A MOUSSON	R	4	876	MAISON DES ENFANTS	rue Françoise Dolto
BLENOD LES PONT A MOUSSON	R	4	1582	PRIMAIRE ARTHUR RIMBAUD	1, rue Saint Guerin
BLENOD LES PONT A MOUSSON	R	4	1583	PRIMAIRE LOUIS ARAGON	rue Saint-Martin
BLENOD LES PONT A MOUSSON	X	3	1585	SALLE DES SPORTS	place du 8 Mai
BLENOD LES TOUL	L	4	6115	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	Le Puisat
BLENOD LES TOUL	R	4	1881	GROUPE SCOLAIRE DU PUISAT	rue du Puisat
BLENOD LES TOUL	V	3	1882	EGLISE	place du Chateau
BOISMONT	L	4	7405	SALLE SOCIO CULTURELLE	rue de la Mairie
BONCOURT	L	4	261	MAISON POUR TOUS	Grande rue
BORVILLE	L	4	4556	SALLE SOCIO-CULTURELLE	16, rue de l'Eglise
BOUCQ	L	4	1883	MAISON POUR TOUS	4, rue Monnaie
BOUCQ	V	3	1885	EGLISE	place de l'Eglise
BOUVRON	L	4	1056	MAISON POUR TOUS	ruelle du Chateau
BOUXIERES AUX CHENES	L	4	1114	CENTRE SOCIO EDUCATIF PERE GERARD	rue des Ormes
BOUXIERES AUX DAMES	J	4	1123	MAISON D'ENFANTS CLAIRJOIE	rue du Comte de Frawenberg
BOUXIERES AUX DAMES	L	4	1115	CENTRE SOCIO EDUCATIF	rue du Téméraire
BOUXIERES AUX DAMES	L	4	1117	SALLE GUINGOT	15 rue des Frères Lièvre
BOUXIERES AUX DAMES	L	4	1118	SALLE LAMBING	Chemin du Paquis
BOUXIERES AUX DAMES	M	3	1119	CENTRE COMMERCIAL LES ARCADES	40, route départementale
BOUXIERES AUX DAMES	O	4	1120	HOTEL FORMULE 1	1, rue Charles Boursault
BOUXIERES AUX DAMES	R	3	1121	PRIMAIRE RENE THIBAUT	rue Saint Antoine
BOUXIERES AUX DAMES	R	4	1956	MATERNELLE RENE THIBAUT	rue Saint Antoine
BOUXIERES AUX DAMES	U	4	2840	RESIDENCE POINCARÉ	8, rue Raymond Poincaré
BOUXIERES AUX DAMES	V	3	1124	EGLISE	rue Saint Martin
BOUXIERES SOUS FROIDMONT	L	4	6337	SALLE POLYVALENTE MAIRIE	1, grande rue
BRAINVILLE - PORCHER	L	4	5005	SALLE POLYVALENTE MAIRIE	24, Grand'rue
BRALLEVILLE	L	4	1690	SALLE POLYVALENTE	Lieudit Paquis du Breuil
BREMENIL	L	4	7176	SALLE POLYVALENTE ET MAIRIE	3, rue de Lorraine
BREMONCOURT	L	4	5760	SALLE POLYVALENTE	6, rue du Haut Menuchamp
BRIEY	J	4	279	FOYER JEAN COLLON	5 a, rue Clémenceau
BRIEY	J	4	4816	MAISON DE RETRAITE LES MERISIERS	17, rue du Rond Poirier
BRIEY	J	4	5825	RESIDENCE RENE PERNET	rue J.F. Kennedy
BRIEY	L	4	262	CENTRE LINO VENTURA	rue Olivier Drouot
BRIEY	L	4	263	SALLE DES FETES BATANI	Côte des corbeaux
BRIEY	L	4	268	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	place de la Mairie
BRIEY	L	4	285	CENTRE POLYVALENT D'INFORMATION	avenue Albert de Briey
BRIEY	M	2	264	MAGASIN ED	3, rue Raymond Mondon
BRIEY	M	2	4452	SUPER U	avenue Marguerite Puhl Demange
BRIEY	M	3	265	SUPERMARCHE SHOPI	25bis, rue de Metz

BRIEY	M	3	1060	LIDL	place Alexis Gruss
BRIEY	M	3	5462	MAGASIN DEFIMODE	RD 906
BRIEY	M	3	5463	MAGASIN CHAUSSEA	Lotissement les Erables
BRIEY	M	3	7606	MAGASIN POINT VERT	RD 906
BRIEY	M	4	6051	ALDI MARCHE	avenue Albert 1er
BRIEY	O	4	266	HOTEL RESTAURANT ASTER	1, rue de l'Europe
BRIEY	O	5	7034	HOTEL RESTAURANT ANCONA	63, rue de Metz
BRIEY	P	4	5513	RESTAURANT LA BRIOTINE DANCING LE SAXO	10, avenue Clémenceau
BRIEY	PA	1	3658	STADE AUGUSTIN Clément	rue Albert de Briey
BRIEY	R	3	269	LYCEE LOUIS BERTRAND - COLLEGE MAUMUS	27, avenue Albert de Briey
BRIEY	R	3	270	LYCEE COLLEGE DE L'ASSOMPTION	1, rue Maréchal Foch
BRIEY	R	3	271	COLLEGE JULES FERRY	5, avenue de la République
BRIEY	R	4	272	ECOLE ELEMENTAIRE LOUIS PERGAUD	rue du roi de Rome
BRIEY	R	4	273	E.R.E.A. HUBERT MARTIN	4, rue Robert Schuman
BRIEY	R	4	274	MATERNELLE ST EXUPERY	23, rue de Metz
BRIEY	R	4	275	GROUPE SCOLAIRE JACQUES PREVERT	7, rue de la Liberté
BRIEY	R	4	276	INSTITUT FORMATION SOINS INFIRMIERS	Cité radieuse
BRIEY	R	4	5394	MATERNELLE YVONNE IMBERT	9bis, rue de la Liberté
BRIEY	R	5	5498	LA COUR DES GRANDS	6 /8, avenue des Droits de l'Homme
BRIEY	R	5	5893	LA MARELLE	1, avenue de la République
BRIEY	U	2	277	CENTRE HOSPITALIER MAILLOT	31, avenue Albert de Briey
BRIEY	U	3	278	CENTRE MEDICAL STERN	4, avenue Clémenceau
BRIEY	V	3	281	EGLISE ST GENGOULT	place de l'Eglise
BRIEY	W	4	283	PALAIS DE JUSTICE	4, rue Maréchal Foch
BRIEY	W	4	284	SOUS-PréFECTURE	place du Chateau
BRIEY	X	3	286	GYMNASSE JEAN PETIT	rue Albert de Briey
BRIEY	X	3	287	COMPLEXE PISCINE GYMNASSE ALFRED MERKEL	avenue Albert de Briey
BRIEY	X	4	288	SALLE DE JUDO ET TENNIS DE TABLE	rue Olivier Drouot
BRIN SUR SEILLE	L	4	1125	MAISON POUR TOUS	route de Nancy
BRULEY	L	3	676	SALLE POLYVALENTE	rue des Triboulottes
BUISSONCOURT	L	4	1126	SALLE DES FETES	rue Haute
BUISSONCOURT	L	4	1127	CENTRE SOCIO CULTUREL MAIRIE	1, rue des Ecoles
BULLIGNY	L	4	5968	MAISON POUR TOUS	1, rue Hardevaux
BULLIGNY	V	3	1886	EGLISE	place de l'Eglise
BURES	L	4	520	MILLE CLUB	Lieudit Le Cheminot
BURES	L	4	632	SALLE DES FETES	4, route Rechicourt
CEINTREY	L	4	4913	SALLE POLYVALENTE VICTORIN	rue de la Gare
CERVILLE	L	4	1128	MAISON POUR TOUS	1, rue de Remereville
CHALIGNY	L	4	1691	SALLE POLYVALENTE	128, rue Edmond Pintier
CHALIGNY	N	4	1692	BAR LE LAFAYETTE	873, rue Edmond Pintier
CHALIGNY	V	3	1693	EGLISE SAINT REMY	
CHAMBLEY BUSSIÈRES	V	3	5553	EGLISE	3, rue de l'Eglise
CHAMPENOUX	L	4	1129	SALLE SAINT NICOLAS	rue Saint Barthelemy
CHAMPENOUX	M	3	1130	MARIETTI FRANCE TEXTILES	rue du Grand Couronne
CHAMPENOUX	M	3	1131	DECOR JARDIN	10, rue Demoyen
CHAMPENOUX	O	5	2109	HOTEL RESTAURANT LA LORETTE	52, rue Saint Barthelemy
CHAMPENOUX	R	4	5421	ECOLE MATERNELLE	1, rue du Chanoine Rollin
CHAMPEY SUR MOSELLE	L	4	1586	SALLE POLYVALENTE	chemin du Gue des Fondières
CHAMPIGNEULLES	J	4	5946	RESIDENCE LES FOURASSES	1bis, rue Papeterie
CHAMPIGNEULLES	L	3	1133	SALLE DES FETES	26, rue Philippe Martin
CHAMPIGNEULLES	L	3	1148	CHATEAU DU BAS	rue Philippe Martin
CHAMPIGNEULLES	L	4	1134	SALLE POLYVALENTE DU CHATEAU	parc du Chateau
CHAMPIGNEULLES	L	4	1135	CENTRE LOUIS ARAGON	rue Hector Berlioz
CHAMPIGNEULLES	M	2	1138	SUPERMARCHE MATCH	rue de Frouard

CHAMPIGNEULLES	M	2	1140	LES BARAQUES Z ' AFFAIRES	Zone 1 route Nationale 4
CHAMPIGNEULLES	M	3	219	LES BARAQUES CELLULES COMMERCIALES	route Nationale 4
CHAMPIGNEULLES	M	3	1139	MAGASIN LEROY MERLIN	35, rue de Frouard
CHAMPIGNEULLES	M	3	2027	CENTRE MATERIAUX LEROY MERLIN	35, rue de Frouard
CHAMPIGNEULLES	N	4	2878	1/2 PENSION COLLEGE JULIEN FRANCK	36, route de Nancy
CHAMPIGNEULLES	PA	1	4529	COMPLEXE SPORTIF DU MALNOY	Chemin des Malnoys
CHAMPIGNEULLES	R	2	1142	COLLEGE JULIEN FRANCK	36, route de Nancy
CHAMPIGNEULLES	R	3	1143	GROUPE SCOLAIRE JEAN MOULIN	3, rue des Charmilles
CHAMPIGNEULLES	R	4	1144	GROUPE SCOLAIRE BUFFON	rue de Bellefontaine
CHAMPIGNEULLES	R	4	1147	GROUPE SCOLAIRE JEAN ZAY	rue des Ecoles
CHAMPIGNEULLES	R	4	2871	MATERNELLE LES MOUETTES	1, rue de Nantes
CHAMPIGNEULLES	V	3	1149	EGLISE	Place de l'hôtel de ville
CHAMPIGNEULLES	X	2	6206	COMPLEXE SPORTIF	rue de Roncevaux
CHAMPIGNEULLES	X	3	1150	PISCINE CHARLES KAUFMANN	rue Talintes
CHAMPIGNEULLES	X	4	1151	GYMNASE	36, rue de Nancy
CHANTEHEUX	J	4	527	FOYER D'HEBERGEMENT DU CAT	2, rue des Frères Lumières
CHANTEHEUX	L	3	521	SALLE POLYVALENTE	5, rue Concorde
CHANTEHEUX	M	1	523	BRICOMARCHE	9, rue Blaise Pascal
CHANTEHEUX	M	1	525	INTERMARCHE	1, rue Denis Papin
CHANTEHEUX	M	3	524	VETIMARCHE	rue Blaise Pascal
CHANTEHEUX	R	3	150	ACCUEIL PERISCOLAIRE	rue de la Concorde
CHANTEHEUX	V	3	528	EGLISE	
CHARENCY VEZIN	R	4	5557	ECOLE MATERNELLE	rue de la Frontière
CHAUDENEY SUR MOSELLE	L	4	1887	CENTRE SOCIO EDUCATIF	rue de l'Eglise
CHAUDENEY SUR MOSELLE	N	3	1888	RESTAURANT AUTO GRILL	aire de Toul-Chaudeney A 31
CHAUDENEY SUR MOSELLE	N	3	7179	RESTAURANT AUTOGRILL	A31 - aire de Toul Dommartin
CHAUDENEY SUR MOSELLE	O	4	1889	TOUL MERIGNAC HOTEL	A 31, Aire de Dommartin-les-Toul
CHAUDENEY SUR MOSELLE	R	4	5042	GROUPE SCOLAIRE	rue du Mont Hoche
CHAVIGNY	V	3	4698	EGLISE ST BLAISE	rue de Nancy
CHENEVIERES	L	3	531	MAISON POUR TOUS	chemin de la Grande Fouille
CHENIERES	L	4	1043	SALLE POLYVALENTE	26, rue de la Mairie
CHENIERES	R	4	4	INSTITUT MEDICO EDUCATIF	1, rue des Tilleuls
CHOLOY MENILLOT	L	4	5999	SALLE POLYVALENTE	route de Toul
CHOLOY MENILLOT	R	4	5987	PRIMAIRE ET MATERNELLE	rue de Toul
CIREY SUR VEZOUZE	J	4	540	FAS PAVILLON MAZERAND	62, rue Raymond Poincaré
CIREY SUR VEZOUZE	J	4	4581	MAISON DE RETRAITE	62, rue Raymond Poincaré
CIREY SUR VEZOUZE	L	4	534	SALLE DES FETES	place Chevandier
CIREY SUR VEZOUZE	M	3	535	MAGASIN SHOPI	rue du Parterre
CIREY SUR VEZOUZE	R	4	537	COLLEGE DE LA HAUTE VEZOUZE	51, rue Joffre
CIREY SUR VEZOUZE	R	4	538	GROUPE SCOLAIRE	34-36, rue Foch
CIREY SUR VEZOUZE	U	4	539	LES TILLEULS	62, rue Raymond Poincaré
CIREY SUR VEZOUZE	V	3	541	EGLISE	
COLOMBEY LES BELLES	L	3	623	SALLE POLYVALENTE	rue du Puits de Chanier
COLOMBEY LES BELLES	L	3	1890	ASSOCIATION ST MAURICE	2, rue de l'Eglise
COLOMBEY LES BELLES	R	3	1891	COLLEGE JACQUES GRUBER	Chemin rural du Clesson
COLOMBEY LES BELLES	R	4	1892	GROUPE SCOLAIRE	route de Moncel
COLOMBEY LES BELLES	U	4	5989	MARPA LES GRANDS JARDINS	4, rue de la Gare
COLOMBEY LES BELLES	V	3	1893	EGLISE	place de l'Eglise
COLOMBEY LES BELLES	X	4	1894	GYMNASE	rue Clesson
CONFLANS EN JARNISY	L	4	289	CINEMA JEAN VILLAR	1, rue du Dr Grandjean
CONFLANS EN JARNISY	L	4	290	MAISON DE LA CULTURE	2, rue Dr Grandjean
CONFLANS EN JARNISY	M	1	291	CENTRE LECLERC	ZI du Val de l'Orne
CONFLANS EN JARNISY	M	2	2277	MAGASIN FOLL' ENVIE	rue Paul Filiot
CONFLANS EN JARNISY	M	2	4651	MAGASIN GEMO	route Nationale 3

JARNISY					
CONFLANS EN JARNISY	M	2	5290	MAGASIN GAMM VERT	ZI Val de l'Orne
CONFLANS EN JARNISY	M	2	5371	MAGASIN DECATHLON	rue de Verdun
CONFLANS EN JARNISY	M	2	5568	MAGASIN JOUE CLUB - BEBE 9	rue Paul Filiot
CONFLANS EN JARNISY	M	3	292	ALDI MARCHE	lieudit Longues Rayes
CONFLANS EN JARNISY	M	3	3328	CONFLANS DEPOT ANTENNES LEMAIRE	zone du Val de l'Orne
CONFLANS EN JARNISY	M	3	3642	MAGASIN GP DECORS	rue Paul Filiot
CONFLANS EN JARNISY	M	3	5556	MAGASIN NOZ - HALLE ' CHAUSSURES	Z.A. Val de l'Orne
CONFLANS EN JARNISY	M	3	7447	MAGASIN CHAUSSEA	rue Paul Filiot
CONFLANS EN JARNISY	M	4	5555	MAGASIN PULSAT - CUISINELLA	rue Paul Filiot
CONFLANS EN JARNISY	M	4	6306	MAGASIN MAGA MEUBLES	ZA du Val de l'Orne
CONFLANS EN JARNISY	R	3	4965	MAIRIE ECOLE GYMNASE	place Aristide Briand
CONFLANS EN JARNISY	R	4	294	MATERNELLE JACQUES PREVERT	rue Honore de Balzac
CONFLANS EN JARNISY	V	3	296	EGLISE	rue de Verdun
CONS LA GRANDVILLE	L	3	5247	LA GRANGE DU PRIEURE	rue du Chateau
CONS LA GRANDVILLE	L	4	5	FOYER MUNICIPAL	rue de la Poste
CONS LA GRANDVILLE	M	3	4317	MAGASIN POINT VERT	3, rue du Moulin
COSNES ET ROMAIN	L	3	6	SALLE POLYVALENTE	60, rue du Dauphine
COSNES ET ROMAIN	L	4	7	SALLE VESTAIRES DE LA PLAINE DE JEUX	187 rue de Lorraine
COSNES ET ROMAIN	L	4	8	FOYER DES JEUNES DE VAUX	22, rue d'Alsace
COSNES ET ROMAIN	M	3	5385	MAGASIN MAXI-TOYS AUBERT	route Nationale 18
COSNES ET ROMAIN	M	4	2923	MAGASIN WEIGERDING	RN 18 lieudit les Maragolles
COSNES ET ROMAIN	M	4	3735	MAGASIN LIDL	route de Longuyon
COSNES ET ROMAIN	N	4	9	PIZZERIA LA TAVERNE	route Nationale 18
COSNES ET ROMAIN	O	4	737	ESPACE THEATRAL	rue du Bearn
COSNES ET ROMAIN	R	3	10	I.U.T. HENRI POINCARÉ	186, rue Lorraine
COSNES ET ROMAIN	R	4	4608	MATERNELLE GARDERIE CANTINE	33, rue de Lorraine
CREPEY	V	3	1895	EGLISE	rue de Toul
CREVIC	L	4	544	CENTRE SOCIO CULTUREL	10, rue Eglise
CREVIC	R	4	3842	ECOLE MATERNELLE	10, rue de l'Eglise
CREVIC	V	3	545	EGLISE	place Poincaré
CREZILLES	L	4	1896	CENTRE SOCIO CULTUREL	place de la Mairie
CROISMARE	V	3	547	EGLISE	rue du Chateau
CRUSNES	L	4	298	SALLE DES FETES LEON ECKEL	4ème avenue
CRUSNES	PA	2	4712	STADE RAYMOND VISCOGLIOSI	rue du Stade
CUSTINES	L	2	2892	SALLE DES FETES - MAIRIE - MAISON DES ASSOC	4, rue de l'Hôtel de Ville
CUSTINES	L	4	1153	BATIMENT SOCIO EDUCATIF	rue Deri Ste
CUSTINES	M	3	1154	SUPERMARCHE CHAMPION	42, avenue du général Leclerc
CUSTINES	O	5	4923	HOTEL DES VALLEES	48 bis, rue de Metz
CUSTINES	O	5	5086	HOSTELLERIE DE L'ISLE	48, rue de Metz
CUSTINES	PA	1	2895	STADE DE FOOTBAL	Terrain d'honneur de Clevent
CUSTINES	R	3	1155	COLLEGE LOUIS MARIN	12, rue du Val de Faux
CUSTINES	R	4	1156	ECOLE PRIMAIRE LOUIS GUINGOT	rue du général Leclerc
CUSTINES	R	4	2888	MATERNELLE DU CENTRE	8, rue général Leclerc
CUSTINES	X	4	2881	SALLE POLYVALENTE	2, rue des Ecoles
CUTRY	L	4	4309	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	2, place Louis Dorion
CUTRY	V	3	11	EGLISE	rue de l'Eglise
DAMELEVIERES	J	4	3853	FPA RESIDENCE LA GRANDE MURAILLE	2, rue de la Résistance
DAMELEVIERES	L	3	548	SALLE DES FETES	22, rue Mal de Lattre deTassigny
DAMELEVIERES	M	3	7003	MAGASIN ED	Chemin départemental n° 1
DAMELEVIERES	R	3	552	GROUPE SCOLAIRE JACQUES PREVERT	19, rue Mal de Lattre Tassigny
DAMELEVIERES	SG	4	3847	TENNIS COUVERTS	9, rue du Saulcy
DAMELEVIERES	V	3	553	EGLISE	place de l'Eglise
DENEUVRE	M	3	556	INTERMARCHE	route La Chapelle

DENEUVRE	M	3	1152	BRICOMARCHE	route de la Chapelle
DENEUVRE	Y	4	555	MUSEE DES SOURCES D'HERCULE	rue de la Porte St-Nicolas
DEUXVILLE	L	4	557	SALLE POLYVALENTE	rue Notre-Dame de Lourdes
DIARVILLE	L	4	1694	SALLE POLYVALENTE	2, rue Cugnot
DIEULOUARD	L	3	1587	CENTRE SOCIO CULTUREL	rue Jules Ferry
DIEULOUARD	L	3	1588	SALLE DES FETES	place du 08 mai 1945
DIEULOUARD	M	3	1590	CHAMPION	avenue du général de Gaulle
DIEULOUARD	M	3	4490	MAGASIN LIDL	zac de la Ferrière
DIEULOUARD	R	3	1593	COLLEGE JOLIOT CURIE	rue Frédéric Joliot Curie
DIEULOUARD	R	4	1594	MATERNELLE JEAN DE LA FONTAINE	2, rue Jules Ferry
DIEULOUARD	R	4	1595	ECOLE JEAN JAURES	rue Bellevue
DIEULOUARD	X	3	1596	SALLE OMNISPORTS CHARLES ROTH	rue Jacques Anquetil
DOMBASLE SUR MEURTHE	J	4	1721	MAISON DE RETRAITE ST CHARLES	30, rue Collot
DOMBASLE SUR MEURTHE	J	4	5904	FPA LE COUARAIL	rue Petite Embanie
DOMBASLE SUR MEURTHE	J	4	5906	FPA LE ROND CAILLOU	rue Fanny
DOMBASLE SUR MEURTHE	J	5	4881	FOYER D'HEBERGEMENT	rue Carnot
DOMBASLE SUR MEURTHE	L	2	1695	SALLE POLYVALENTE LEOMONT	avenue de Léomont
DOMBASLE SUR MEURTHE	L	3	1697	SALLE DES AMIS DU CANAL	67, avenue Mal de Lattre Tassigny
DOMBASLE SUR MEURTHE	L	3	6562	CASINO SOLVAY	rue Gabriel Peri
DOMBASLE SUR MEURTHE	L	4	350	AMICALE SOLVAY	rue Gabriel Peri
DOMBASLE SUR MEURTHE	L	4	1706	MAISON DES JEUNES	place du Monument aux Morts
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	1	5988	SUPERMARCHE MATCH	Zac de Saulcy
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	2	1699	MAGASIN LE DENICHEUR 54	26, route de Blainville
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	2	1700	MAGASIN CHAMPION	avenue du général Leclerc
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	2	6882	MAGASIN LA HALLE I	zac du Saulcy
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	3	1701	CATENA	78, rue Gabriel Peri
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	3	1702	SUPERMARCHE LEADER PRICE	1, rue Sondage Botta
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	3	3649	SCI DE LA MAIX	avenue de Lunéville
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	3	6573	MAGASIN LA HALLE O CHAUSSURES	zac du Saulcy
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	4	785	MAGASIN LIDL	14, rue de Blainville
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	4	1704	MAGASIN TYPIC	28, rue Gabriel Peri
DOMBASLE SUR MEURTHE	PA	1	6907	STADE PAVAGEAU	avenue du général Leclerc
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	3	1707	COLLEGE JULIENNE FARENC	5, rue Louis Burtin
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	3	1710	COLLEGE DE L'EMBANIE	rue de Léomont
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	3	1711	LPR LEVASSOR	2, rue Emile Levassor
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	3	2103	LYCEE JEAN MONNET	8, rue Saint-Don
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	4	1714	ECOLE PAUL BERT	2, rue Paul Bert
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	4	1715	ECOLE ALICE SOLVAY	rue Armand Solvay
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	4	1717	ECOLE ELEMENTAIRE JACQUES PREVERT	rue Guynemer
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	4	1718	MATERNELLE JEAN LHOTE	5, rue Florainville
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	4	2907	ECOLE MAURICE CAREME	rue Armand Solvay
DOMBASLE SUR MEURTHE	V	3	1722	EGLISE	
DOMBASLE SUR MEURTHE	X	2	1723	SALLE DES SPORTS ROGER BOILEAU	rue du général Leclerc
DOMBASLE SUR MEURTHE	X	2	6566	CENTRE NAUTIQUE DISTRICTAL	avenue de Rosières
DOMBASLE SUR MEURTHE	X	4	1726	GYMNASE COSEC	route de Blainville
DOMEVRE EN HAYE	L	4	625	SALLE POLYVALENTE	rue de la Côte
DOMEVRE EN HAYE	L	4	6003	ENSEMBLE POLYVALENT	2, place Eglise
DOMEVRE SUR VEZOUZE	L	4	558	SALLE DES FETES	82, Grand rue
DOMEVRE SUR VEZOUZE	V	3	559	EGLISE	Grand rue
DOMGERMAIN	L	4	6012	SALLE POLYVALENTE	lieudit La Petite Charme
DOMGERMAIN	V	3	1902	EGLISE	place de l'Eglise
DOMJEVIN	V	3	561	EGLISE	place de l'Eglise
DOMMARTEMONT	L	4	1157	MAISON DU TEMPS LIBRE	14, rue Haute
DOMMARTEMONT	L	4	2066	SARL LE FRENCH	14, chemin

				CANCAN	Stratégique
DOMMARTEMONT	R	2	1159	COLLEGE RENE NICKLES	rue de Malzéville
DOMMARTEMONT	R	4	1160	G.S. JEAN ROSTAND CENTRE DE LOISIRS	Chemin d'Amance
DOMMARTEMONT	R	4	5897	CRECHE LES CONFETTIS	20, rue de Malzéville
DOMMARTEMONT	X	3	1161	GYMNASE RENE NICKLES	34, rue de Malzéville
DOMMARTIN LES TOUL	M	1	3151	CENTRE COMMERCIAL LECLERC	zone commerciale Jeanne d'Arc
DOMMARTIN LES TOUL	M	2	6007	MAGASIN INTERSPORT	rue Haye Plaisante
DOMMARTIN LES TOUL	M	2	6070	MAGASIN KIABI	rue Haye Plaisante
DOMMARTIN LES TOUL	M	2	6147	MAGASIN GIFI	zac du Jonchery
DOMMARTIN LES TOUL	M	3	2726	ALDI MARCHÉ	rue du Stade
DOMMARTIN LES TOUL	M	3	4462	MAGASIN SOLEIL D'ORIENT	zac du Jonchery
DOMMARTIN LES TOUL	M	3	4828	MAGASIN SPORT 2000	chemin des Vaux
DOMMARTIN LES TOUL	M	3	6148	MAGASIN DEFIMODE	zac du Jonchery
DOMMARTIN LES TOUL	M	3	6149	MAGASIN KING JOUET	zac du Jonchery
DOMMARTIN LES TOUL	M	3	6150	MAGASIN CHAUSSEA	zac du Jonchery
DOMMARTIN LES TOUL	M	4	3307	MAGASIN JARDI VERT	zac du Jonchery
DOMMARTIN LES TOUL	M	4	4300	MAGASIN ANIMALIA	rue du Jonchery
DOMMARTIN LES TOUL	R	4	6928	ECOLE MATERNELLE	10, rue de la République
DOMMARTIN LES TOUL	U	3	1900	HOPITAL JEANNE D'ARC	route Nationale
DOMMARTIN LES TOUL	V	3	1901	EGLISE	rue Thiers
DOMMARTIN SOUS AMANCE	L	4	1162	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	rue Jules Ferry
DONCOURT LES CONFLANS	L	4	300	MAISON DU TEMPS LIBRE	16, rue Georges Dubois
DONCOURT LES CONFLANS	PA	2	7242	STADE MUNICIPAL	rue Jacques Prévert
ECROUVES	EP		7563	CENTRE DE DETENTION	323, route de Pagney
ECROUVES	L	3	3279	BUREAUX C.C.T.	rue du Memorial du Génie
ECROUVES	L	4	616	SALLE LA MADELEINE BAUTZEN	rue du 16ème B.C.P.
ECROUVES	L	4	1903	SALLE DES FETES DU CENTRE DE DETENTION	route de Pagney
ECROUVES	L	4	1904	SALLE DES FETES	149, rue du Chanoine Rousselot
ECROUVES	L	4	2099	SALLE LAMARCHE	rue Lamarche
ECROUVES	M	1	1906	BRICOMARCHE	155, avenue du 15ème Génie
ECROUVES	M	2	1905	INTERMARCHE	153, avenue du 15ème Génie
ECROUVES	M	3	1907	VETIMARCHE	3 bis, avenue du 15ème Génie
ECROUVES	M	3	6524	HALLE AUX CHAUSSURES	avenue du 15ème Génie
ECROUVES	P	2	1909	DISCOTHEQUE PLANET'S	137, rue Ste Catherine
ECROUVES	PA	3	6029	STADE MUNICIPAL	avenue du 15ème Génie
ECROUVES	R	4	1910	GROUPE SCOLAIRE JUSTICE	rue Lamarche
ECROUVES	R	4	1911	MATERNELLE GERDOLLE	rue de la Justice
ECROUVES	R	4	2100	GROUPE SCOLAIRE MATHY	897, avenue du 15ème Génie
ECROUVES	X	3	1724	GYMNASE JACQUES ROBINOT	1504, avenue du 15ème Génie
EINVAUX	L	4	562	SALLE POLYVALENTE	17, rue de Chaumont
EINVAUX	R	4	3983	ECOLE MATERNELLE	32, rue Principale
EINVILLE AU JARD	J	4	565	MAISON D'ACCUEIL PERSONNES AGEES	rue du Puits Gros Yeux
EINVILLE AU JARD	L	3	563	SALLE POLYVALENTE	2, rue Brasseries
EINVILLE AU JARD	O	5	4130	HOTEL REST.LE RELAIS FLEURI	1, Grande rue
EINVILLE AU JARD	R	3	564	COLLEGE GYMNASE CHARLES DUVIVIER	46, rue Aristide Briand
EINVILLE AU JARD	R	4	4959	ESPACE ENFANCE	rue Aristide Briand
EINVILLE AU JARD	V	3	566	EGLISE	
EMBERMENIL	L	4	3868	SALLE POLYVALENTE	19, Grande rue
EPIEZ SUR CHIERS	L	4	4692	SALLE POLYVALENTE	rue de l'Eglise
ERROUVILLE	L	3	4718	SALLE POLYVALENTE	rue Verlaine
ESSEY LES NANCY	J	4	1196	MAISON DE RETRAITE ST JOSEPH	2, rue de Dommarthemont
ESSEY LES NANCY	J	5	6131	FOYER INTERMEDIAIRE CAP'S	avenue de l'Europe
ESSEY LES NANCY	L	3	1163	SALLE DES FETES MARINGER	parc Maringer

ESSEY LES NANCY	L	3	1164	CENTRE SOCIO CULTUREL HAUT CHATEAU	rue du Chamoine Laurent
ESSEY LES NANCY	L	3	3284	MAISON DES ASSOCIATIONS	rue Roger Berin
ESSEY LES NANCY	M	1	1165	CENTRE COMMERCIAL CORA	avenue de Saulxures
ESSEY LES NANCY	M	1	1174	MAGASIN BRICO DEPOT	12, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	2	1175	MAGASIN VIMA	route d'Agincourt
ESSEY LES NANCY	M	2	1208	MAGASIN INTER SPORT	avenue de Saulxures
ESSEY LES NANCY	M	2	2909	MONDIAL TISSUS	6, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	2	3381	CAP DES MARQUES	15, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	2	3382	LES COULEURS DU TEMPS	15, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	2	7224	CUSIN PRIMEURS	zac du Tronc qui fume
ESSEY LES NANCY	M	3	1170	ESPACE REV ' ENFANT BEBE 9	4, avenue du Grémillon
ESSEY LES NANCY	M	3	1171	ZENITH LUMINAIRES	avenue de Saulxures
ESSEY LES NANCY	M	3	1172	CROC AFFAIRES	18, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	3	1173	MAGASIN CHANTEMUR	11, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	3	1176	LITERIE D'AUJOURD'HUI	17, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	3	1178	MAGASIN AUBERT	20, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	3	1179	LA HALLE (AUX ENFANTS)	allée du midi
ESSEY LES NANCY	M	3	1180	MAGASIN LA HALLE I	9, allée du Midi
ESSEY LES NANCY	M	3	1184	MAGASIN JARDILAND	24, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	3	2043	MAGASIN ARDEKO	18, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	3	2136	MAGASIN KING JOUET	avenue de Saulxures
ESSEY LES NANCY	M	3	2912	MAGASIN LINGORAMA	1, rue de la Pallée
ESSEY LES NANCY	M	3	3044	MAGASIN LEEN BAKKER	rue Jacques Brel
ESSEY LES NANCY	M	3	3572	MAGASIN FABIO LUCCI	13, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	3	3621	THIRIET DISTRIBUTION	120, avenue du 69è R.I.
ESSEY LES NANCY	M	3	3630	MALIN PLAISIR	15, allée du Midi
ESSEY LES NANCY	M	3	4732	EMMAUS 54	60, avenue du 69ème R.I.
ESSEY LES NANCY	M	3	5252	MAGASIN VET AFFAIRES	1, avenue de Saulxures
ESSEY LES NANCY	M	3	5992	HALL DE L'ELECTRO-MENAGER	rue Jacques Brel
ESSEY LES NANCY	M	3	6203	ESPACE GREMILLON - BAT. B - SAS ESTATE	Espace Grémillon zac du Tronc qui fume
ESSEY LES NANCY	M	3	7222	MAGASIN LA VIE SAINE	rue Catherine Sauvage
ESSEY LES NANCY	M	3	7362	GNC HOLDING - BIJOUTERIE JEAN DELATOUR	7, allée du midi
ESSEY LES NANCY	M	3	7521	LA HALLE ' CHAUSSURES	7, allée du midi
ESSEY LES NANCY	M	3	7576	ESPACE GREMILLON - BAT. A - SAS ESTATE	6, rue Catherine Sauvage
ESSEY LES NANCY	M	4	956	CASH CONVERTERS	Chemin des Mailllys
ESSEY LES NANCY	M	4	3454	ALDI MARCHE	122, avenue du 69ème R.I.
ESSEY LES NANCY	M	4	4683	MAGASIN RC AVENTURE	2, allée du Midi
ESSEY LES NANCY	M	4	6205	ESPACE GREMILLON - BAT. C - SAS ESTATE	zac du Tronc qui fume
ESSEY LES NANCY	M	4	6435	EVEREST MEDICAL	aux Mailllys
ESSEY LES NANCY	N	4	1188	LE RELAIS D'ESSEY	126, avenue Foch
ESSEY LES NANCY	N	4	1235	BUFFALO GRILL	113, avenue du 69ème R.I.
ESSEY LES NANCY	N	4	5351	MAC DONALD'S	rue Christian Moench
ESSEY LES NANCY	O	4	1189	HOTEL 1ère CLASSE	rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	O	5	2140	HOTEL RESTAURANT CAMPANILE	route Nationale 74
ESSEY LES NANCY	O	5	3683	HOTEL QUICK PALACE	111, avenue du 69ème R.I.
ESSEY LES NANCY	P	2	4401	DISCOTHEQUE LE SOFFA	5, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	R	3	1190	COLLEGE EMILE GALLE	20-22, rue du général de Gaulle
ESSEY LES NANCY	R	4	1191	ECOLE ELEMENTAIRE D'APPLICATION	6, rue Roger Berin
ESSEY LES NANCY	R	4	1192	MATERNELLE JACQUES PREVERT	6, rue Roger Berin
ESSEY LES NANCY	R	4	1194	CREPS BAT.PRINCIPAL	1, avenue Foch
ESSEY LES NANCY	R	4	2919	CREPS BAT. HEBERGEMENT	1, avenue Foch
ESSEY LES NANCY	R	4	2930	GROUPE SCOLAIRE MOUZIMPRE	allée Roland Garros
ESSEY LES NANCY	R	4	2931	MATERNELLE SONIA DELAUNAY	9-13, allée Roland Garros
ESSEY LES NANCY	U	2	1195	CLINIQUE LOUIS PASTEUR	7, rue Parmentier
ESSEY LES NANCY	V	3	1197	EGLISE ST PIE X	avenue général

					Leclerc
ESSEY LES NANCY	X	4	1198	GYMNASSE EMILE GALLE	rue du général de Gaulle
EULMONT	L	4	1199	CENTRE POLYVALENT	rue du Chêne
FAULX	J	4	1599	CENTRE MOYEN ET LONG SEJOUR - LA ROCHELLE	1, rue Louis Pasteur
FAULX	L	3	1597	SALLE DES FETES	3, rue du Stade
FAULX	L	3	3371	MAISON POUR TOUS	rue du Stade
FAULX	U	4	4238	CENTRE MOYEN ET LONG SEJOUR	1, rue Louis Pasteur
FAVIERES	R	4	5238	ENSEMBLE POLYVALENT	18-24, rue de l'Abbé l'Enfant
FAVIERES	V	3	1912	EGLISE	rue de l'Abbé Lenfant
FERRIERES	L	4	6594	SALLE POLYVALENTE	23, rue de l'Armée Patton
FERRIERES	N	3	5174	AUBERGE DE LA MIRABELLE	6, rue de Nancy
FILLIERES	L	3	12	MAISON DES ASSOCIATIONS	2, place de l'Eglise
FILLIERES	V	3	13	EGLISE	place de l'Eglise
FLAVIGNY SUR MOSELLE	R	4	1729	CRECHE PARENTALE	24, rue de Nancy
FLAVIGNY SUR MOSELLE	R	4	1981	OHS CRE BAT.HORLOGE	46, rue Doyen Jacques Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	R	4	2805	EREA BAT. DP 1	rue de Mirecourt
FLAVIGNY SUR MOSELLE	R	4	2906	EREA BAT. EXTERNAT 1 & 2	rue de Mirecourt
FLAVIGNY SUR MOSELLE	R	4	2917	EREA BAT. INTERNAT 1	rue de Mirecourt
FLAVIGNY SUR MOSELLE	R	4	2925	EREA BAT. INTERNAT 2	rue de Mirecourt
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	1727	OHS CRE 1/2 PENSION BAT.D	46, rue Doyen Jacques Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	1735	OHS C.E.M.	46, rue Doyen Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	1738	OHS COCEE PAVILLON BUHL	46, rue Doyen Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	1739	OHS IME BAT STE THERESE	46, rue Doyen Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	1929	OHS C.E.M. BAT. A	46, rue Doyen Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	1983	OHS BATIMENT EREA	46, rue Doyen Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	2041	OHS IME BAT. S.I.D.O.	46, rue Doyen Jacques Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	2047	OHS IME BAT.SCOLAIRE	46, rue Doyen Jacques Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	2048	OHS CRE BAT.B2	46, rue Doyen Jacques Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	2050	OHS MAISON CONVALESCENCE	46, rue Doyen Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	2514	OHS IME BAT.B6	46, rue Doyen Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	3176	OHS IME BAT.B7	46, rue Doyen Jacques Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	5124	OHS CRE BAT.B3	46, rue Doyen Jacques Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	5	5230	OHS BATIMENT CLAIR LOGIS	Rue Doyen Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	5	6939	OHS CRE BAT.C	46, rue Doyen Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	V	3	1740	EGLISE ST HILAIRE	
FLAVIGNY SUR MOSELLE	X	3	1741	SALLE DES SPORTS	rue Chaubourot
FLEVILLE - LIXIERES	L	4	301	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	rue de Verdun
FLEVILLE DEVANT NANCY	L	2	515	SALLE DES FETES	route de Lupcourt
FLEVILLE DEVANT NANCY	L	3	3740	MAISON DES ASSOCIATIONS	Rond point d'Armsheim
FLEVILLE DEVANT NANCY	L	4	2950	MAISON DE LA VIE	place d'Armsheim
FLEVILLE DEVANT NANCY	M	1	5953	MAGASIN ALINEA	2, rue Jacqueline Auriol zac de Frocourt
FLEVILLE DEVANT NANCY	M	1	5954	MAGASIN LEROY MERLIN	zac de Frocourt
FLEVILLE DEVANT NANCY	M	2	2954	MAGASIN DARTY	zac de Frocourt
FLEVILLE DEVANT NANCY	M	3	5950	MAISONS DU MONDE	zac de Frocourt
FLEVILLE DEVANT NANCY	M	4	5952	L'OPTICIEN - THE PHONE HOUSE - HEYTENS	8, rue Antoine de St Exupery
FLEVILLE DEVANT NANCY	R	4	1200	MATERNELLE JULES RENARD	10, rue Jean Royer
FLEVILLE DEVANT NANCY	R	4	1201	PRIMAIRE JULES RENARD	8, rue Jean Royer
FLEVILLE DEVANT NANCY	T	3	1202	EST AUCTION	766, rue Gustave Eiffel
FLEVILLE DEVANT NANCY	X	2	4614	SALLE SPORTIVE JEAN-MICHEL MOREAU	Chemin de la Woivre
FLIN	L	3	568	SALLE DES FETES - FOYER 3ème AGE	place du 18 septembre 1944
FLIN	L	3	3872	CENTRE AERE	1bis, rue Vosges
FLIN	V	3	570	EGLISE	place du 18 septembre

FLIREY	O	5	5069	HOTEL RESTAURANT	9, rue Jury
FOUG	L	3	1913	SALLE POLYVALENTE	rue du général Leclerc
FOUG	R	4	1914	GROUPE SCOLAIRE DU LUTON	rue Lutons
FOUG	R	4	1915	COLLEGE LOUIS PERGAUD	33, rue du général de Gaulle
FOUG	V	3	1916	EGLISE	rue Prosper Boucher
FOUG	X	3	1917	HALLE DES SPORTS	rue du général Leclerc
FREMENIL	L	4	3090	MAISON POUR TOUS	22, Grand Rue
FREMONVILLE	V	3	571	EGLISE	
FRESNOIS LA MONTAGNE	L	4	14	SALLE POLYVALENTE	6, place d'Orval
FRESNOIS LA MONTAGNE	R	4	16	CANTINE GARDERIE	rue Hobscheid
FRESNOIS LA MONTAGNE	R	4	4274	MATERNELLE CANTINE GARDERIE	1, rue Rambeurt
FROLOIS	L	4	4475	COMPLEXE SALLE SOCIO CULTURELLE	4, route de Mereville
FROUARD	L	3	1203	SALLE DES FETES	rue Pasteur
FROUARD	L	3	1204	THEATRE GERARD PHILIPPE	avenue de la Libération
FROUARD	L	4	1205	FOYER DES JEUNES EDUCATION POPULAIRE	2, rue du 15 septembre 1944
FROUARD	L	4	1206	CINEMA PLACE	place Nationale
FROUARD	M	1	1207	CENTRE LECLERC	2, rue du Bois
FROUARD	M	1	1216	MAGASIN GEMO	6, rue du Bois
FROUARD	M	2	2181	MAGASIN GO SPORT	2, rue de la Vallée
FROUARD	M	2	4571	OFFICE DEPOT	lieudit Corvee Milliant
FROUARD	M	2	5938	PLANETE SATURN BAT. A1	rue du Bois
FROUARD	M	2	5939	KING JOUET- DALBE	6, rue du Saule Gaillard
FROUARD	M	2	5940	FOIR' FOUILLE BAT. A3	3, rue du Saule Gaillard
FROUARD	M	2	7439	MAGASIN C & A	zac du Saule Gaillard - B.t. B1
FROUARD	M	3	447	MAGASIN LA HALLE	16, rue du Bois
FROUARD	M	3	1214	HALLE AUX VETEMENTS	10, rue du Bois
FROUARD	M	3	1220	LECLERC AUTO	1, rue du Bois
FROUARD	M	3	2960	MAGASIN INTERSPORT	12, rue du Bois
FROUARD	M	3	2961	MAGASIN AUBERT BAT. D2	16, rue de la Vieille Pierre
FROUARD	M	3	4360	MAGASIN GRIFF'PLUS	164, rue de Nancy
FROUARD	M	3	5068	MAGASIN CASA	14, rue du Bois
FROUARD	M	3	5200	THIRIET DISTRIBUTION	5, rue de la Vielle Pierre
FROUARD	M	3	5275	MAGASIN DEVIANNE	3, rue du Bois
FROUARD	M	3	5558	MAGASIN LIDL	5, rue Remy Collin
FROUARD	M	3	5942	MAGASIN FABIO LUCCI BAT. A2	zac du Saule Gaillard
FROUARD	M	3	5944	MAGASIN BEST MOUNTAIN BAT. A4	rue du Saule Gaillard
FROUARD	M	3	5956	MAGASIN ALDI MARCHE	rue de la Vieille Pierre
FROUARD	M	3	6981	MEDOR ET COMPAGNIE BAT. D3	rue du Saule Gaillard
FROUARD	M	4	1217	HALLE ' CHAUSSURES	8, rue du Bois
FROUARD	N	3	4659	BUFFALO GRILL	6, rue de Nerbevaux
FROUARD	N	4	2963	RESTAURANT QUICK	2, rue Nerbevaux
FROUARD	N	4	3573	RESTAURANT COURTEPAILLE	8, rue Nerbevaux
FROUARD	O	4	2131	HOTEL LES MALDIVES	5, rue de Nerbuvaux
FROUARD	O	4	2958	VILLAGE HOTEL	3, rue de Nerbevaux
FROUARD	O	4	3570	HOTEL B & B	1, rue de Nerbevaux
FROUARD	PA	1	6747	STADE INTERCOMMUNAL	rue Lasalle
FROUARD	R	3	1221	COLLEGE JEAN LURCAT	36, rue de l'Hôtel de Ville
FROUARD	R	4	1222	PRIMAIRE HENRI WALLON	54, rue du 08 mai 1945
FROUARD	R	4	1223	GROUPE SCOLAIRE JEAN ZAY	rue de Liverdun
FROUARD	R	4	1224	MATERNELLE LOUISE MICHEL	5, rue Clémenceau
FROUARD	R	4	1225	GROUPE SCOLAIRE JULES VALLES	1, rue Jules Ferry
FROUARD	R	4	1226	ESPACE 89	10-12, rue de Metz
FROUARD	R	4	2968	MATERNELLE PAUL LANGEVIN	1, rue Colvis
FROUARD	S	4	2977	ESPACE LUDO CULTUREL ESPACE 89	10-12, rue de Metz
FROUARD	V	3	1227	EGLISE ST JEAN-BAPTISTE	rue Haute

FROUARD	V	3	1228	CHAPELLE ND DE LA PAIX	rue Emile Zola
FROUARD	X	3	1229	SALLE DES SPORTS INTERCOMMUNALE	4, rue Lasalle
FROUARD	X	4	1230	COSEC	rue de la Salle
FROVILLE	L	4	3340	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	8, rue Principale
GERBEVILLER	J	4	575	MAISON DE RETRAITE STE JULIE	16, rue Maurice Barrès
GERBEVILLER	R	3	573	COLLEGE EUGENE FRANCOIS	6, route Haudonville
GERBEVILLER	R	4	67	CRECHE HALTE GARDERIE	rue des Ecoles
GERBEVILLER	R	4	574	GROUPE SCOLAIRE	rue Carnot
GERBEVILLER	X	3	576	GYMNASSE	12, cite Gallieni
GEZONCOURT	L	4	6079	SALLE POLYVALENTE JEAN STOSSE	place de la Fontaine
GIBEAUMEIX	L	4	1932	SALLE POLYVALENTE	7/9, rue de l'Eglise
GIRAUMONT	J	4	303	MAISON DE RETRAITE E.HERE	avenue Ste Barbe
GIRAUMONT	L	4	4885	ESPACE ASSOCIATIF MARIE ROMAINE	rue du Stade
GIRIVILLER	L	4	4253	SALLE POLYVALENTE MAIRIE	2, place de la Boudière
GLONVILLE	L	4	577	SALLE POLYVALENTE	5bis, rue Haute
GLONVILLE	V	3	578	EGLISE	rue de l'Eglise
GONDRECOURT AIX	L	4	5600	SALLE POLYVALENTE	17bis, rue de Verdun
GONDREVILLE	M	2	1918	MEUBLES ATLAS & FLY	RN 4
GONDREVILLE	M	3	6254	MAGASIN SHOPI	rue de la Bergerie
GONDREVILLE	N	3	1919	DANCING LA BERGERIE	route de Villey-le-Sec
GONDREVILLE	N	4	909	ESPACE AU GRAND JARDIN	21, rue de la Bergerie
GONDREVILLE	O	5	6864	HOTEL DE LA MOSELLE	23, rue de Grève
GONDREVILLE	R	4	605	MATERNELLE DE LA CROIX STE ANNE	2, rue de la Croix Ste Anne
GONDREVILLE	R	4	1920	PRIMAIRE FONTENOY	route de Fontenoy
GONDREVILLE	U	4	1921	CENTRE DE READAPTATION	51, avenue de la Libération
GONDREVILLE	V	3	1922	EGLISE	rue du Chateau des Princes
GONDREVILLE	X	2	1923	SALLE POLYVALENTE	place de la Grève
GORCY	L	3	15	ESPACE COULMY	rue du Stade
GORCY	O	5	191	HOTEL LA HAIE FINETTE	16, rue Jean Joseph L'Abbé
GORCY	PA	3	346	STADE MUNICIPAL	rue du Stade
GORCY	R	4	4987	MATERNELLE GARDERIE CANTINE	10, rue du Stade
GORCY	V	3	17	EGLISE	
GRAND FAILLY	L	4	7602	SALLE CULTURELLE	rue de l'Eglise
HABLAINVILLE	L	4	3931	SALLE SOCIO CULTURELLE	12, Grande rue
HAGEVILLE	L	4	5601	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	Grand' rue
HAN DEVT PIERREPONT	L	4	3695	SALLE POLYVALENTE	6, rue d'Alsace
HANNONVILLE SUZEMONT	L	4	304	SALLE POLYVALENTE	Grand rue
HARBOUEY	L	4	3934	SALLE POLYVALENTE	2, grande rue
HAROE	R	4	1743	GROUPE SCOLAIRE	2, route ville sur Madon
HAROE	R	4	1744	CENTRE A.L.P.A.	Les Noires Terres
HAROE	U	4	1745	MAISON DE RETRAITE BEAU SITE	1, Chemin des Ormes
HATRIZE	L	4	305	SALLE DES FETES	rue du Rouvion
HAUCOURT MOULAINE	J	4	673	FOYER AEIM	31, rue de la Meuse
HAUCOURT MOULAINE	L	3	21	SALLE POLYVALENTE AEIM	rue de la Meuse
HAUCOURT MOULAINE	L	4	18	SALLE DES FETES	19, rue Pierre et Marie Curie
HAUCOURT MOULAINE	L	4	19	SALLE DES FETES JEAN VILLAR	rue de l'Ardèche
HAUCOURT MOULAINE	PA	1	4264	TERRAIN DE FOOTBALL	rue de la Garonne
HAUCOURT MOULAINE	R	4	4016	ECOLE VICTOR CHEVALIER	6ter, rue Pasteur
HAUCOURT MOULAINE	R	4	5001	GROUPE SCOLAIRE JULES FERRY	22, rue de la Meurthe St Charles
HAUCOURT MOULAINE	R	4	5002	MATERNELLE ROBERT DESNOS	23, rue de la Meuse
HAUCOURT MOULAINE	X	3	22	COMPLEXE SPORTIF	rue de la Garonne
HAUSSONVILLE	L	4	3935	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	18, Grande rue
HAUSSONVILLE	R	4	3937	MAISON D'ACCUEIL	4, rue de l'Eglise
HEILLECOURT	J	4	1241	FOYER DES AULNES	rue de la Rotonde
HEILLECOURT	J	4	5248	FPA RESIDENCE DU MOULIN	14, rue du Gue
HEILLECOURT	L	3	1232	MAISON DU TEMPS LIBRE	11, rue Gustave Lemaire

HEILLECOURT	L	4	6267	SALLE MULTI ACTIVITES	place de la Fontaine
HEILLECOURT	M	2	7002	MAGASIN BOTANIC	1, rue de Vandoeuvre
HEILLECOURT	M	3	3027	KERIA LUMINAIRES	RD 570
HEILLECOURT	O	4	1234	HOTEL ECLIPSE	1, rue Epinette
HEILLECOURT	R	3	2993	COLLEGE DE MONTAIGU	rue du Collège
HEILLECOURT	R	4	1236	PRIMAIRE VICTOR HUGO	rue de Besançon
HEILLECOURT	R	4	1237	MATERNELLE VICTOR HUGO	rue de Besançon
HEILLECOURT	R	4	1239	GROUPE SCOLAIRE CHATEAUBRIAND	rue de Brest
HEILLECOURT	R	4	1240	MAISON DE L'ENFANCE ET CANTINE SCOLAIRE	rue de Versailles
HEILLECOURT	R	4	2995	MATERNELLE EMILE GALLE	rue Gustave Lemaire
HEILLECOURT	V	3	6271	EGLISE	place de l'Eglise
HEILLECOURT	X	3	4021	COMPLEXE SPORTIF SALLES D'ACTIVITES	RD n° 71
HEILLECOURT	X	4	1233	SALLE TOUSSAINT	zone de loisirs du parc de l'embanie
HEILLECOURT	X	4	1242	COSEC	zone de Loisirs parc de l'Embanie
HERBEVILLER	V	3	579	EGLISE	place St Germain
HERSERANGE	J	4	5970	RESIDENCE BLANCHE DE CASTILLE	rue Blanche de Castille
HERSERANGE	L	3	23	SALLE DES FETES	87, rue de Paris
HERSERANGE	L	3	24	CENTRE CULTUREL LOUIS LUMIERE	62, rue de Paris
HERSERANGE	L	4	25	M.J.C. DE LA CHIERS	rue de Liège
HERSERANGE	O	5	195	CAFE HOTEL LE LION D'OR	112, rue de Paris
HERSERANGE	R	3	28	COLLEGE HENRIETTE DE GODFROY	rue du Pré de Villers
HERSERANGE	R	4	29	GROUPE SCOLAIRE JULES SIMON	40, rue de Paris
HERSERANGE	X	3	31	SALLE OMNISPORTS & PISCINE	rue de Lorraine
HERSERANGE	X	3	32	SALLE ANATOLE DE MANNEFFE	allée des Chalets
HOEVILLE	L	4	3893	SALLE POLYVALENTE	2, rue de la Fontaine
HEMOCOURT	J	4	5842	FPA - CANTINE SCOLAIRE	7-9 rue Denfert Rochereau
HEMOCOURT	L	2	306	CENTRE CULTUREL PABLO PICASSO	place du général Leclerc
HEMOCOURT	L	4	307	BATIMENT VILLE PLURIELLE	place Leclerc
HEMOCOURT	M	1	308	BRICOMARCHE	rue Jean Moulin
HEMOCOURT	M	2	309	INTERMARCHE	rue du Haut des Tappes
HEMOCOURT	M	3	312	MAGASIN NETTO	zac du Haut des Tappes
HEMOCOURT	M	3	1482	ALDI MARCHE	avenue de la République
HEMOCOURT	M	3	2125	MAGASIN CHAUSS EXPO	17, lotissement du Haut des Tappes
HEMOCOURT	M	3	3054	STATIONMARCHE	lotiss. des Hauts des Tappes
HEMOCOURT	N	3	314	HOTEL DES OUVRIERS	place de l'Hôtel des Ouvriers
HEMOCOURT	N	4	5609	RESTAUMARCHE	Zac du Haut des Tappes
HEMOCOURT	PA	2	322	ENSEMBLE SPORTIF BOIS DE LA SARRE	Lieudit Bois de la Sarre
HEMOCOURT	R	3	317	COLLEGE J.J. ROUSSEAU	rue Bois de la Sarre
HEMOCOURT	R	3	320	PRIMAIRE JOLIOT CURIE	rue Maurice Thorez
HEMOCOURT	R	4	318	PRIMAIRE HENRI BARBUSSE	rue Henri Barbusse
HEMOCOURT	R	4	5678	MAISON DE LA PETITE ENFANCE	7, rue des 4 Vents
HEMOCOURT	X	2	321	SALLE DES SPORTS MUNICIPALE	rue des Tunnels
HOUELMONT	R	4	6260	ECOLE MATERNELLE	10, rue de l'Ecole
HOUELMONT	L	3	3012	SALLE POLYVALENTE	rue des Saules
HOUELMONT	M	1	1248	CENTRE COMMERCIAL CORA	RN 570
HOUELMONT	M	1	3098	MAGASIN DECATHLON	2, avenue des Erables
HOUELMONT	M	2	145	MAGASIN CHAUSSEA & SPORT LEADER	avenue des Erables
HOUELMONT	M	2	3483	MAGASIN AUBERT	RD 570
HOUELMONT	M	2	4734	MAGASIN KING JOUET	avenue des Erables
HOUELMONT	M	2	6151	MAGASIN KIABI	avenue des Erables
HOUELMONT	M	2	6963	CENTER MARQUES MAGASIN 2	RD 970
HOUELMONT	M	3	3023	MONDIAL PECHE	1, rue Eghez
HOUELMONT	M	3	5688	MAGASIN DEVIANNE	avenue des Erables
HOUELMONT	N	4	5150	RESTAURANT HIPPOPOTAMUS	6, avenue des Erables
HOUELMONT	N	4	6219	PUB BRASSERIE AU BUREAU	zac de Frocourt

HOUELMONT	O	3	1252	NOVOTEL	8, allée de la Genelière
HOUELMONT	O	4	1249	ETAP HOTEL	6, allée de la Genelière
HOUELMONT	O	4	1250	HOTEL ARCOLE	2, rue des Eghez
HOUELMONT	O	4	1251	HOTEL FORMULE 1	rue de la Genelière
HOUELMONT	PS		7374	PARC DE STATIONNEMENT DECATHLON	avenue des Erables
HOUELMONT	R	4	3030	MATERNELLE DES EPINETTES	12bis, rue des Saules
HOUELMONT	X	3	1253	SALLE OMNISPORT DU MANCES	12, rue de Lorraine
HOUELMONT	X	4	4283	GROUPEMENT D'ETS FONCIA	10, allée des Erables
HUSSIGNY GODBRANGE	L	3	33	SALLE DES FETES	rue de l'Hôpital
HUSSIGNY GODBRANGE	M	4	34	MAGASIN 8 A 8	rue de l'Hôpital
HUSSIGNY GODBRANGE	O	5	198	BAR HOTEL LE GAMBETTA	1, rue Gambetta
HUSSIGNY GODBRANGE	PA	2	3312	STADE MUNICIPAL	rue Jean Moulin
HUSSIGNY GODBRANGE	R	4	5469	CENTRE AERE D'HERSERANGE	lieudit La Clairière
HUSSIGNY GODBRANGE	V	3	35	EGLISE	place du 8 mai
HUSSIGNY GODBRANGE	X	3	2080	SALLE MUNICIPALE DES SPORTS	rue des Tilleuls
JARNY	J	4	4789	MAISON DE RETRAITE LES LILAS	65, rue Emile Zola
JARNY	J	4	5896	FPA RESIDENCE AMBROISE CROIZAT	26, rue Jeanne d'arc
JARNY	L	2	343	ESPACE GILBERT SCHWARTZ SALLE J.LURCAT	rue Clément Humbert
JARNY	L	3	324	SALLE DES FETES GERARD PHILIPPE	3 rue Clément Humbert
JARNY	L	3	325	CENTRE JULES ROMAIN	29 bis, rue Claude Debussy
JARNY	L	4	6302	CENTRE DE LOISIRS SNCF	86, rue Victor Hugo
JARNY	L	4	7035	ESPACE ASSOCIATIF ET SOCIO-CULTUREL	avenue de la République
JARNY	M	1	4858	BRICOMARCHE	58, avenue de la République
JARNY	M	2	326	INTERMARCHE	rue du 11 novembre 1918
JARNY	M	2	327	SUPERMARCHE MATCH	48, rue de Verdun
JARNY	M	3	328	MAGASIN NORMA	1-3, avenue de la République
JARNY	M	4	329	MAGASIN RIDOSOL	41, avenue de la République
JARNY	N	4	5644	FOYER GUY MOQUET	place Aristide Briand
JARNY	O	5	7037	CAFE HOTEL DU SOLEIL	35, avenue Patton
JARNY	O	5	7038	HOTEL SOCIAL B.H.R.	4, rue du 26 août
JARNY	PA	1	332	STADE HUGO GNEMMI	rue Clément Humbert
JARNY	PA	3	333	STADE CHARLES GENOT	rue Clément Humbert
JARNY	R	2	334	LYCEE JEAN ZAY	2, rue de la Tuilerie
JARNY	R	2	335	COLLEGE LOUIS ARAGON	7, rue Foch
JARNY	R	3	336	COLLEGE ALFRED MEZIERES	1, place Paul Menegand
JARNY	R	3	337	LYCEE PROFESSIONNEL REGIONAL	4, rue Tuilerie
JARNY	R	4	338	GROUPE SCOLAIRE ST EXUPERY	rue Jean Jacques Rousseau
JARNY	R	4	339	GROUPE SCOLAIRE PABLO PICASSO	18, rue Gabriel Peri Droitaumont
JARNY	R	4	340	PRIMAIRE JULES FERRY	3/5, rue Jules Ferry
JARNY	R	4	5649	ECOLE PRIMAIRE LANGEVIN-WALLON	rue Clément Humbert
JARNY	R	4	5650	MATERNELLE YVONNE IMBERT	rue Montesquieu
JARNY	R	5	4372	FONDATION LA VIE AU GRAND AIR - LA FARANDOLE	2, rue Louis Pergaud
JARNY	X	2	323	GYMNASE AUGUSTE DELAUNE	rue Clément Humbert
JARNY	X	2	344	SALLE POLYVALENTE SPORTIVE SNCF	86, rue Victor Hugo
JARNY	X	2	345	GYMNASE MAURICE BAQUET	avenue Patton
JARVILLE LA MALGRANGE	J	4	4601	MAISON RETRAITE DU HAUT DU BOIS	23, avenue général de Gaulle
JARVILLE LA MALGRANGE	J	5	5982	INSTITUT JEUNES SOURDS	2, rue Joseph Piroux
JARVILLE LA MALGRANGE	L	3	1254	SALLE DES FETES	15, rue Maréchal Foch
JARVILLE LA MALGRANGE	L	3	2152	ESPACE ASSOCIATIF ET SOCIO-CULTUREL	106, rue de la République
JARVILLE LA MALGRANGE	L	4	3685	SALLE POLYVALENTE LA CHOUETTE	16, rue du Maréchal Foch
JARVILLE LA MALGRANGE	M	1	1255	INTERMARCHE	113, avenue de la République
JARVILLE LA MALGRANGE	M	2	1256	LEADER PRICE	34, rue de la République

MALGRANGE					République
JARVILLE LA MALGRANGE	M	3	41	LIDL	rue de la République
JARVILLE LA MALGRANGE	M	3	3071	MAGASIN ED	avenue de la Malgrange
JARVILLE LA MALGRANGE	N	4	4615	CUISINE MUNICIPALE	avenue de la Malgrange
JARVILLE LA MALGRANGE	PA	1	4551	STADE DE MONTAIGU	rue de la Sablière
JARVILLE LA MALGRANGE	R	2	1259	LYCEE COLLEGE DE LA MALGRANGE	3, avenue de la Malgrange
JARVILLE LA MALGRANGE	R	3	1261	COLLEGE ALBERT CAMUS	3, rue de la République
JARVILLE LA MALGRANGE	R	3	1264	GROUPE SCOLAIRE ERCKMANN CHATRIAN	5, rue du Maréchal Foch
JARVILLE LA MALGRANGE	R	3	4654	A.F.T. - I.F.T.I.M.	2, avenue général de Gaulle
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	1260	GROUPE SCOLAIRE ALEXANDER FLEMING	15, rue Jean-Philippe Rameau
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	1266	GROUPE SCOLAIRE LA FONTAINE	rue Georges Bizet
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	3060	MATERNELLE CALMETTE GUERIN	15, rue JP Rameau
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	3062	MATERNELLE FLORIAN	14, rue François Evrard
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	5976	INSTITUT JEUNES SOURDS COLLEGE	2, rue Joseph Piroux
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	5977	INSTITUT JEUNES SOURDS BAT LALLEMAND	2, rue Joseph Piroux
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	5978	INSTITUT JEUNES SOURDS BAT.CENTRAL	2, rue Joseph Piroux
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	5979	INSTITUT JEUNES SOURDS BAT.HEBERG.GARCONS	2, rue Joseph Piroux
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	6982	CENTRE DE LOISIRS ET DE L'ENFANCE	18, avenue de la Malgrange
JARVILLE LA MALGRANGE	R	5	1265	CENTRE D'ACTION SOCIALE EDUC.L'ESCALE	15, rue Saint Charles
JARVILLE LA MALGRANGE	R	5	3049	FOYER DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE	44, rue d'Alsace
JARVILLE LA MALGRANGE	X	3	1268	COSEC ALBERT CAMUS	3bis, rue de la République
JARVILLE LA MALGRANGE	X	3	1269	SALLE DES SPORTS LA MALGRANGE	3, avenue de la Malgrange
JARVILLE LA MALGRANGE	X	3	1270	SALLE DES SPORTS M.J.C.	rue François Evrard
JARVILLE LA MALGRANGE	Y	4	1267	MUSEE DU FER	1, avenue général de Gaulle
JEANDELIZE	L	4	347	SALLE POLYVALENTE	rue de Verdun (face mairie)
JEZAINVILLE	L	2	1575	CENTRE MICHEL BERTELLE	rue du Saule par Blenod les PAM
JEZAINVILLE	L	4	1600	SALLE POLYVALENTE	8, rue Jean Mermoz
JEZAINVILLE	R	4	1601	CENTRE VACANCES ET ACCUEIL	Centre Michel Bertel
JOEUF	J	4	365	LE CANTOU	26, rue Saint Robert
JOEUF	J	4	5843	FPA RESIDENCE JEAN MOULIN	28, rue de Ravenne
JOEUF	J	4	5855	FPA RESIDENCE MAURICE PELTIER	88, rue du Commerce
JOEUF	L	2	348	SALLE FRANCOIS DE CUREL ET ANNEXES	57, rue du Commerce
JOEUF	L	3	349	CINEMA CASINO	8, rue de Franchepré
JOEUF	L	4	351	SALLE SAINT MICHEL	rue Saint Henri
JOEUF	L	4	4944	SALLE PARACHINI	rue de l'Abattoir
JOEUF	L	4	5962	ESPACE MICHEL WALE LUDOTHEQUE	rue du quartier Mermoz
JOEUF	M	2	354	MAGASIN MATCH	83, rue de Franchepré
JOEUF	M	3	187	LEADER PRICE	31, rue de Franchepré
JOEUF	M	3	4293	COMPLEXE COMMERCIAL LIDL	10, rue d'Arly
JOEUF	O	3	6976	CENTRE D'ACTIVITES GRANDS BUREAUX	Z.I. de Franchepré
JOEUF	PA	1	356	STADE RAVENNE	butte de Ravenne
JOEUF	R	3	357	COLLEGE MAURICE BARRES	1, place Monte San Guisto
JOEUF	R	3	3084	PRIMAIRE GENIBOIS	place de l'Eglise
JOEUF	R	4	360	COLLEGE DE L'ASSOMPTION	place de l'Eglise N-D de Franchepré
JOEUF	R	4	362	PRIMAIRE JOEUF MAIRIE	place de l'Hôtel de Ville
JOEUF	R	4	363	MATERNELLE PRIMAIRE DE RAVENNE	57, rue du Commerce
JOEUF	R	4	4584	ECOLE MATERNELLE	16, place Hôtel de Ville
JOEUF	U	4	364	HOPITAL GENIBOIS	26, rue St Robert
JOEUF	V	2	367	EGLISE ND Franchepré	place de l'Eglise
JOEUF	V	3	366	EGLISE STE CROIX	grand rue
JOEUF	X	1	370	SALLE MUNICIPALE DES SPORTS	rue Eugène Bastien
JOEUF	X	3	368	GYMNASSE MUNICIPAL	rue du Stade
JOEUF	X	3	369	PISCINE	1, rue du Stade

JOLIVET	L	4	580	SALLE POLYVALENTE	115, place Xavier Kussler
JOUDREVILLE	J	4	6975	MAPAD RESIDENCE LES BRUYERES	rue de la Piscine
JOUDREVILLE	L	4	371	SALLE POLYVALENTE	25, rue Victor Hugo
JOUDREVILLE	L	4	3610	FOYER Frédéric ROSANT	15, rue Emile Zola
JOUDREVILLE	V	3	372	EGLISE	place de l'Eglise
JOUDREVILLE	X	3	373	SALLE SPORT CESAR MARKUT	rue Joliot Curie
LABRY	J	4	375	MAISON DE RETRAITE FIDRY	26, rue Roland Daret
LABRY	L	4	374	SALLE DES FETES	1, rue Frères Marcon
LACHAPELLE	L	4	3907	ESPACE CULTUREL ET FAMILIAL	rue de l'Abbé Schlienger
LAGNEY	L	4	1924	CENTRE SOCIO-EDUCATIF	rue de la Mairie
LAGNEY	V	3	1925	EGLISE	rue de la Mezelle
LAITRE SOUS AMANCE	L	4	3077	CENTRE SOCIO CULTUREL	1, rue Sophie de Bar
LAMATH	L	4	5532	SALLE POLYVALENTE	6, rue de la Mairie
LANDREMONT	L	4	1603	SALLE POLYVALENTE	21, rue Marcellin Munier
LANDRES	L	4	5142	SALLE POLYVALENTE	zone Commerciale "La Croisette"
LANDRES	M	2	377	INTERMARCHE	37, rue de Verdun
LANDRES	M	2	378	MAGASIN GAMM VERT	route de Verdun
LANDRES	R	3	379	LPR JEAN MORETTE	1, rue du Collège
LANDRES	V	3	380	EGLISE	place de l'Eglise
LANEUVEVILLE AU BOIS	L	4	581	SALLE DES FETES	49, Grande rue
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	J	4	3081	RESIDENCE LA MARRAINE	6, rue des Aulnois
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	L	3	1273	SALLE DES FETES	rue Lucien Galtier
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	L	3	3075	M.J.C.	rue Viriot
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	M	2	1450	SA DERREY	2, rue Lucien Galtier
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	M	3	2108	MAGASIN ALDI	71/75, rue Lucien Galtier
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	N	4	1275	RESTAURANT BAR LA MUHLERIA	83, rue de l'Armée Patton
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	O	5	2147	CAFE HOTEL DE LA MEURTHE	40, rue Gilbert Bize
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	O	5	2149	HOTEL RESTAURANT DE LA MARINE	4, rue général Patton
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	O	5	2150	HOTEL RESTAURANT LA CARPE D'OR	6, route d'Art sur Meurthe
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	PA	2	4545	STADE LANEUVEVILLE n° 1	rue des Aulnois
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	PA	2	4546	STADE DE LA MADELEINE	rue des Aulnois
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	PA	3	4539	STADE LANEUVEVILLE n° 2	rue du général Leclerc
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	R	4	4927	ECOLE MATERNELLE MONTAIGU	1, rue Robert Damery
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	V	3	6001	EGLISE	rue Patton
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	X	4	1277	SALLE DES SPORTS	rue Lucien Galtier
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	L	3	1272	SALLE DES FETES DE LA MADELEINE	RN 4 - La Madeleine
LARONXE	V	3	582	EGLISE	
LAXOU	J	4	2421	RESIDENCE DE LA SAONE HOTELIA	8, rue de la Saône
LAXOU	J	4	3958	RESIDENCE D'AUTOMNE	allée de la Saulx
LAXOU	J	4	5078	RESIDENCE L'OSERAIE	27, rue de Mareville
LAXOU	L	2	1278	CENTRE INTERCOMMUNAL LAXOU MAXEVILLE	23, rue de la Meuse
LAXOU	L	3	1279	SALLE LOUIS COLIN	avenue de l'Europe
LAXOU	L	3	2643	ESPACE EUROPE LES PROVINCES	place Louis Collin
LAXOU	L	4	1281	SALLE LOUIS PERGAUD	1 - 4, place de la Liberté
LAXOU	L	4	2088	CENTRE SOCIAL COMMUNAL	1, place de l'Europe
LAXOU	L	4	4986	CPN SALLE DES FETES	1, rue Dr Archambault
LAXOU	M	1	1282	LA CASCADE CENTRE COMMERCIAL	rue de la Mortagne
LAXOU	M	1	1284	CENTRE COMMERCIAL AUCHAN	2, rue de la Sapinière
LAXOU	M	1	5414	LA CASCADE SUPERMARCHE MATCH	rue de la Mortagne
LAXOU	M	1	6964	LA CASCADE MAGASIN LIDL	rue de la Mortagne
LAXOU	M	2	1299	MAGASIN SPORT 2000	allée du Perthois
LAXOU	M	2	2089	MALIN PLAISIR	21, avenue de la Résistance
LAXOU	M	2	3605	INTERMARCHE	avenue de l'Europe
LAXOU	M	2	5010	MAGASIN VIVE LE JARDIN	rue du Vermois

LAXOU	M	3	1287	MEUBLES FOISSEY	4, avenue de la Résistance
LAXOU	M	3	1291	NORAUTO	rue de la Sapinière
LAXOU	M	3	3172	MAGASIN NORMA	CC Les Provinces
LAXOU	M	3	4863	MAGASIN THIRIET	rue de la Sapinière
LAXOU	M	3	5175	MAGASIN ALDI	30bis, boulevard Foch
LAXOU	M	3	7525	MAGASIN NOUVELEC	13, rue du Saintois
LAXOU	M	4	1292	DOSRAMA - CUISINE SCHMIDT	20, rue de la Sapinière
LAXOU	M	4	4199	CONCESSION VOLKSWAGEN AUDI	rue de la Sapinière
LAXOU	M	4	4485	MAGASIN AMBIA	18, avenue de la Résistance
LAXOU	N	4	1295	RESTAURANT MC DONALD'S	rue de la Sapinière
LAXOU	N	4	7348	K.F.C. RESTAURANT	2, rue du Saulnois
LAXOU	O	2	1296	HOTEL ARIANE	10, rue de la Saône
LAXOU	O	3	1297	HOTEL NOVOTEL	2, rue du Vair
LAXOU	O	4	2965	HOTEL FORMULE 1	rue de la Saône
LAXOU	O	4	4978	VILLAGES HOTEL	rue Saulnois
LAXOU	PA	2	4550	STADE DE LA SAPINIÈRE	rue de la Toulouse
LAXOU	R	2	1300	LYCEE E.HERE	86, boulevard Foch
LAXOU	R	3	1301	INSTITUTION ST JOSEPH	413, avenue Bouffiers
LAXOU	R	3	1302	A.F.P.A.	73-75, boulevard Foch
LAXOU	R	3	1303	CENTRE CONSULAIRE DE FORMATION	3, rue du Mouzon
LAXOU	R	3	1304	COLLEGE LA FONTAINE	6, rue de la Moselle
LAXOU	R	3	1305	COLLEGE VICTOR PROUVE	10, rue de Villers
LAXOU	R	3	1306	CEPAL	3, rue de la Vezouze
LAXOU	R	3	3148	GROUPE SCOLAIRE ALBERT SCHWEITZER	rue de la Meuse
LAXOU	R	4	1314	FOYER DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE	1, rue Bel Air
LAXOU	R	4	2123	GROUPE SCOLAIRE PASTEUR	76, avenue du Maréchal Foch
LAXOU	R	4	2124	GROUPE SCOLAIRE VICTOR HUGO	5, rue Victor Hugo
LAXOU	R	4	3186	CRECHE HANSEL ET GRETTEL	3, avenue Paul Deroulède
LAXOU	R	4	4759	CHAMBRE DES METIERS DE MEURTHE ET MOSELLE	4, rue de la Vologne
LAXOU	R	4	6946	CPN BATIMENT LALANNE	1, rue Dr Archambault
LAXOU	R	4	7047	CPN BATIMENT CRECHE	1, rue Dr Archambault
LAXOU	R	5	3152	FOYER D'ACTION EDUCATIVE	8, allée de Medreville
LAXOU	R	5	3166	CENTRE D'ACCUEIL	40, allée Neuve
LAXOU	R	5	6523	FOYER CLAIR LOGIS	9 bis, avenue Paul Deroulède
LAXOU	S	3	1311	BIBLIOTHEQUE - MEDIATHEQUE	17, rue de Maréville
LAXOU	U	4	1315	CPN BATIMENT ARCHAMBULT PASTEUR	1, rue du Dr Archambault
LAXOU	U	4	3118	CPN BATIMENT UNITE 1 & 2	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	3120	CPN BATIMENT FOVILLE	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	3126	CPN BATIMENT HARDEVAL E	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	5433	CPN BATIMENT ST JULIEN	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	7041	CPN BATIMENT BONFILS	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	7042	CPN BATIMENT UNITE 3	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	7043	CPN BATIMENT UNITE 4	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	7045	CPN BATIMENT HARDEVAL D	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	7046	CPN BATIMENT STE MARIE	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	7048	CPN BATIMENT F1	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	7049	CPN MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	7050	CPN CLINIQUE INTERSENSORIALE	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	7051	CPN BATIMENT LE PRISME	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	5	4142	CPN - CENTRE ACCUEIL PERMANENT	1, rue du Dr Archambault
LAXOU	V	3	1316	EGLISE SAINT GENES	place de la Liberté
LAXOU	X	3	1318	PISCINE	rue Pol Choné
LAXOU	X	3	1319	SALLE OMNISPORTS	avenue de l'Europe

LAXOU	X	3	1320	GYMNASE LA FONTAINE	rue de la Moselle
LAXOU	X	4	1321	WELL & FIT	113 bis, boulevard Emile Zola
LAY SAINT CHRISTOPHE	L	3	3125	SALLE COMMUNALE	chemin rural de la Jeune Rose
LAY SAINT CHRISTOPHE	L	3	6175	BATIMENT D'ACTIVITES DIVERSES	9, rue du Baron de Courcelles
LAY SAINT CHRISTOPHE	U	4	1323	MAISON RETRAITE BAUDINET DE COURCELLES	rue de l'Eglise
LAY SAINT CHRISTOPHE	U	4	1325	CENTRE DE READAPTATION	4, rue du Professeur Montau
LEMAINVILLE	L	4	6653	SALLE SOCIO-CULTURELLE	2, rue de la Chapelle
LENONCOURT	L	3	3199	SALLE POLYVALENTE	rue du Présbytère
LES BAROCHES	L	4	36	SALLE POLYVALENTE ST ELOI	Ecart Geraville
LESMENILS	L	3	5830	SALLE SOCIO CULTURELLE	rue Louvière
LESMENILS	O	5	6874	HOTEL RESTAURANT CAMPANILE	lieudit du Grand Pré
LESMENILS	P	2	1606	DISCOTHEQUE L'OVAL	Tête de St Euchamps
LETRICOURT	L	4	7398	SALLE D'ACTIVITES	rue des Batignolles
LEXY	L	3	37	FOYER MUNICIPAL ET DES JEUNES	6, rue du Maréchal Foch
LEXY	M	3	39	MAGASIN BUT	92, route de Longwy
LEXY	M	3	43	MAGASIN M. BRICOLAGE	Les Maragoles
LEXY	M	3	813	MAGASIN SHOPI	4, rue de Lorraine
LEXY	M	3	4573	MAGASIN INTERSPORT	route de Longuyon
LEXY	M	3	6171	MAGASIN VIVE LE JARDIN	RN 18 - lieudit sur la Naux
LEXY	R	2	44	COLLEGE EMILE GALLE	23, rue Albert Lebrun
LEXY	R	4	4310	MATERNELLE	rue du Parc
LEXY	V	3	4650	EGLISE LOCAUX PAROISSIAUX	place de l'Eglise
LEXY	X	3	45	GYMNASE MUNICIPAL	19, rue Albert Lebrun
LEYR	L	4	1607	SALLE POLYVALENTE	5, rue de la Promenade
LIMEY REMENAUVILLE	L	4	6086	SALLE POLYVALENTE MAIRIE	5, rue St Jacques
LIVERDUN	J	4	1212	FOYER LES ERABLES RESIDENCE LE ROND CHENE	49, avenue Mozart
LIVERDUN	J	4	1937	FOYER D'HEBERGEMENT CAT	route de Frouard
LIVERDUN	J	4	4817	INSTITUTION JEUNES AVEUGLES	domaine des Eaux Bleues
LIVERDUN	J	4	5559	RESIDENCE BEAU SITE	47, avenue Mozart
LIVERDUN	L	2	2155	SALLE ESPACE LOISIRS CHAMPAGNE	rue de Quimper
LIVERDUN	L	3	5624	CHATEAU CORBIN	13, place de la Cagnotte
LIVERDUN	L	3	6127	SALLES ASSOCIATIVES	48, grande rue
LIVERDUN	L	4	784	CENTRE SOCIO CULTUREL	rue de Quimper
LIVERDUN	L	4	4438	CENTRE DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT	rue Mozart
LIVERDUN	M	2	1928	INTERMARCHE	route de Frouard
LIVERDUN	M	4	1930	MAGASIN NORMA	2, rue des Hautes Alpes
LIVERDUN	N	3	4930	RESTAURANT LE VAL FLEURI	1, route de Villey St-Etienne
LIVERDUN	N	4	3130	CANTINE SCOLAIRE	4bis, rue Adam
LIVERDUN	R	3	1935	COLLEGE GRANDVILLE	rue Pierre Pinteaux
LIVERDUN	R	3	1936	GROUPE SCOLAIRE GEORGES BRASSENS	12, rue de la Gare
LIVERDUN	R	4	1933	GROUPE SCOLAIRE ROND CHENE	6bis, avenue Mozart
LIVERDUN	R	4	1934	MATERNELLE CHAMPAGNE	rue des Hautes Alpes
LIVERDUN	R	4	3345	PRIMAIRE LA PROVENCE	rue des Hautes Alpes
LIVERDUN	V	3	1938	EGLISE	place d'Armes
LIVERDUN	X	4	1939	COSEC	7, chemin Tuilerie
LOISY	L	3	1608	SALLE DES FETES LE COUARAIL	21, Grand rue
LOISY	M	3	6252	STATION TOTAL	aire de l'Obrien A31
LONGLAVILLE	J	4	3462	FPA RESIDENCE BENOIT FRACHON	7, rue du Moulin
LONGLAVILLE	L	3	47	SALLE DES FETES ALEXEI LEONOV	2, rue Victimes du Nazisme
LONGLAVILLE	L	3	3717	SALLE POLYVALENTE GRANGE RATY	parc Jacques Duclos
LONGLAVILLE	N	3	49	HOTEL SAINT MARTIN	2, rue du Prieure
LONGLAVILLE	O	5	201	HOTEL D'ALSACE	41, rue des Victimes du Nazisme
LONGLAVILLE	PA	2	3657	STADE DE LA FRONTIERE 2	avenue du Luxembourg
LONGLAVILLE	R	2	50	CENTRE EUROPEEN	avenue du Prieuré

				TRANSFRONTALIER	
LONGLAVILLE	R	2	5250	A.F.P.A.	avenue du Prieuré
LONGLAVILLE	R	3	51	LYCEE PROFESSIONNEL REISER	1, rue du Stade
LONGLAVILLE	R	3	52	COLLEGE DES 3 FRONTIERES	1, rue du Stade
LONGLAVILLE	R	4	53	CRECHE POMME D'API	place du 24 juillet
LONGLAVILLE	R	4	799	MAISON DE L'ENFANCE	parc Jacques Duclos
LONGLAVILLE	X	4	1213	HALLE DES SPORTS	rue du Stade
LONGUYON	J	4	203	FPA L'AUTOMNE	22, avenue O' Gorman
LONGUYON	J	4	5527	RESIDENCE LES MARRONNIERS	rue Nouvelle
LONGUYON	L	3	55	FOYER SOCIO EDUCATIF G.BRASSENS	avenue Charles de Gaulle
LONGUYON	L	3	56	SALLE ROLAND PIERRET	avenue Charles de Gaulle
LONGUYON	L	3	57	CINEMA FORUM	27, rue de l'Hôtel de Ville
LONGUYON	L	4	58	MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE	rue Albert Lebrun
LONGUYON	M	2	7004	INTERMARCHÉ	route d'Arrancy
LONGUYON	M	3	59	LIDL	avenue de la Libération
LONGUYON	M	3	61	SUPERMARCHÉ CHAMPION	21, rue de Sète
LONGUYON	M	3	6304	MAGASIN POINT VERT	7, route d'Arrancy
LONGUYON	O	4	62	HOTEL-RESTAURANT LUTETIA	54, rue de Deauville
LONGUYON	O	4	63	HOTEL LA LORRAINE RESTAURANT LE MAS	rue Augistrou
LONGUYON	O	5	206	HOTEL RESTAURANT LA TABLE DE NAPO	2, rue Augistrou
LONGUYON	PA	2	4289	STADE DE FOOTBALL	route de Viviers
LONGUYON	R	3	66	COLLEGE PAUL VERLAINE	18, avenue général de Gaulle
LONGUYON	R	3	68	CENTRE AERE SALLE POLYV.	Ferme de Moncel
LONGUYON	R	4	64	ENSEMBLE SCOLAIRE STE CHRETIENNE	11, rue Mazelle
LONGUYON	R	4	65	GROUPE SCOLAIRE LOUISE MICHEL	1, avenue O'Gormann
LONGUYON	R	4	69	GROUPE SCOLAIRE LANGEVIN WALLON	rue du 19 mars 1962
LONGUYON	R	4	70	GROUPE SCOLAIRE JACQUES CARTIER	15, rue Emile Zola
LONGUYON	U	4	71	MAISON RETRAITE LOUIS QUINQUET	29, rue Louis Quinquet
LONGUYON	X	3	72	SALLE DES SPORTS LEO LAGRANGE	avenue Charles de Gaulle
LONGUYON	X	4	73	PISCINE	avenue Libération
LONGWY	J	4	114	MAISON RETRAITE ROCHE AUX CARMES	Le haut de la côte aux Carmes
LONGWY	J	4	115	MAISON RETRAITE SAINT LOUIS	2, rue Saint Louis
LONGWY	J	4	4204	FPA LES REMPARTS	50, avenue du 8 mai 1945
LONGWY	J	4	4868	FPA RAMEAU	1, rue Stanislas
LONGWY	L	1	4757	COMPLEXE CINEMA UTOPLIS	avenue de Saintignon
LONGWY	L	3	74	CENTRE SOCIAL BLANCHE HAYE	16, avenue Malraux
LONGWY	L	3	76	MAIRIE SALLE EDOUARD LEGRAS	4, rue Grand Duchesse Charlotte
LONGWY	L	3	77	SALLE DES FETES GOURAINCOURT	3, rue Edouard Dreux
LONGWY	L	3	81	CENTRE SOCIO-CULTUREL ROBERT SCHUMAN	place Darche
LONGWY	L	3	1474	ESPACE ST MARTIN SALLES PAROISSIALES	20, rue Stanislas
LONGWY	L	4	79	LE GAMIN DE PARIS	18, avenue de la Paix
LONGWY	M	1	83	CENTRE COMMERCIAL VAUBAN	1, avenue de la Paix
LONGWY	M	1	1071	MAGASIN INTERMARCHÉ	ZI du Pulventeux
LONGWY	M	2	82	SUPER U	13, rue Pierre Albert Labro
LONGWY	M	2	4895	BRICOMARCHÉ	rue du Pulventeux
LONGWY	M	3	86	MAGASIN ALDI	rue de l'Europe
LONGWY	M	3	87	LIDL	avenue de Saintignon
LONGWY	M	3	4801	MAGASIN ALDI	22 - 24, avenue de Saintignon
LONGWY	M	4	85	HYPER AUX CHAUSSURES	rue du Pulventeux
LONGWY	M	4	90	MAGASIN LA FOIRFOUILLE	rue du Pulventeux
LONGWY	M	4	91	HALLE ' CHAUSSURES	rue Pulventeux
LONGWY	M	4	4526	STATION MARCHÉ	rue de l'Europe
LONGWY	M	4	4642	CONFORAMA	rue Pulventeux
LONGWY	M	4	6891	MAGASIN ZAZI	rue du Pulventeux

LONGWY	N	3	4311	RESTAURANT UNIVERSITAIRE	rue du Bivacque
LONGWY	N	3	4565	BUBBLY'S BOWLING	avenue Raymond Poincaré
LONGWY	N	3	5345	BATIMENT LE CRISTAL	12, rue Mercy
LONGWY	N	4	96	BAR JEUX LE CHAPLIN	17, rue Aristide Briand
LONGWY	O	4	93	HOTEL MISTER BED	rue du Pulventeux
LONGWY	O	5	92	CAFE HOTEL DE PARIS	17, rue de l'Hôtel de Ville
LONGWY	O	5	207	HOTEL DU PARC	3, rue Emile Thomas
LONGWY	O	5	210	HOTEL DU NORD	16, rue Gambetta
LONGWY	O	5	214	HOTEL CHEZ NADETTE	120, avenue Raymond Poincaré
LONGWY	P	2	2425	DISCOTHEQUE LES THERMES	6, avenue Grande Duchesse Charlotte
LONGWY	P	4	95	CLUB DISCOTHEQUE LES CAVES	49, rue de l'Abbé Henrion
LONGWY	R	1	97	LYCEE ALFRED MEZIERES	avenue Andre Malraux
LONGWY	R	2	98	LYCEE TECHNIQUE ALFRED MEZIERES	avenue de l'Aviation
LONGWY	R	3	99	COLLEGE VAUBAN	avenue Paul Mansard
LONGWY	R	3	100	COLLEGE ALBERT LEBRUN	32, rue d'Halanzy
LONGWY	R	3	104	LYCEE PROFESSIONNEL D'ARCHE	2, rue Vauban
LONGWY	R	3	111	GROUPE SCOLAIRE PORTE BOURGOGNE	36/38, rue Aristide Briand
LONGWY	R	3	675	COLLEGE DES RECOLLETS	44, rue général Pershing
LONGWY	R	4	103	ECOLE NOTRE DAME	3/5, rue du Parc
LONGWY	R	4	105	ECOLE GARDERIE DARTEIN	10, avenue Raymond Poincaré
LONGWY	R	4	107	GROUPE SCOLAIRE ALBERT 1er	rue Albert 1er
LONGWY	R	4	108	HOME D'ACCUEIL	1, avenue Foch
LONGWY	R	4	109	GROUPE SCOLAIRE CHADELLE	17, rue d'Halanzy
LONGWY	R	4	113	CRECHE MUNICIPALE	rue Molière
LONGWY	R	4	472	LYCEE DES RECOLLETS	44, rue général Pershing
LONGWY	R	4	4365	MATERNELLE BEL ARBRE	avenue du Bel Arbre
LONGWY	R	5	229	UNITE D'ACCUEIL ET D'ORIENTATION	5, rue de la Mame
LONGWY	R	5	5152	UNITE D'ACCUEIL ET D'ORIENTATION	4, avenue du 9ème BCP
LONGWY	V	3	117	EGLISE STE TRINITE	rue de l'Abbé Henrion
LONGWY	V	3	118	EGLISE ST DAGOBERT	rue de l'Hôtel de Ville
LONGWY	V	3	119	EGLISE ST JULES	place de l'Eglise
LONGWY	V	3	4989	ASSOCIATION CULTURELLE ISLAMIQUE	36, rue Pasteur
LONGWY	X	2	120	COMPLEXE SPORTIF DES RECOLLETS	rue Legendre
LONGWY	X	2	121	PISCINE MUNICIPALE	19, rue Legendre
LONGWY	X	3	122	SALLE DES SPORTS PIERRE MOUSSET	rue de Boismont
LOROMONTZEY	L	4	6979	SALLE POLYVALENTE	CD n° 133
LOROMONTZEY	V	3	583	EGLISE	
LUCEY	L	4	1940	SALLE DES ASSOCIATIONS	120, route de Laneuveville
LUCEY	R	4	6139	ECOLE MATERNELLE ANDRE PICOT	1, rue Arbre Epine
LUCEY	V	3	1941	EGLISE	rue de l'Eglise
LOUDRES	CTS	4	6221	LA CUISINE DE JEAN ET FRANCOISE	419, rue Gustave Eiffel
LOUDRES	J	4	3215	FOYER LES FOUGERES	860, rue du Bon Curé
LOUDRES	L	1	4744	UGC CINE CITE	boulevard des Technologies
LOUDRES	L	1	6049	SALLE MULTIFONCTION ESPACE CHAudeau	boulevard des Technologies
LOUDRES	L	4	1327	MJC GEORGES BRASSENS	44, rue de Secours
LOUDRES	L	4	1328	SALLE DES FETES JEAN MONET MAIRIE	place Jules Ferry
LOUDRES	M	1	1329	C.C.INTERMARCHÉ	lieudit Chateau
LOUDRES	M	2	3209	MAGASIN RETIF	37, rue Bertholet
LOUDRES	M	3	3211	HYPER BURO	163, rue Bertholet
LOUDRES	M	4	3210	ALDI MARCHÉ	RD 570
LOUDRES	N	3	1332	LE COUNTRY	38, impasse Bertholet
LOUDRES	N	4	3214	RESTAURANT MAC DONALD'S	rue des Technologies
LOUDRES	N	4	6431	RESTAURANT LE CHALET SUISSE	rue Bertholet
LOUDRES	O	4	1333	HOTEL 1ERE CLASSE	Impasse Berthelot

LUDRES	O	4	1334	HOTEL BONZAI	235, rue Berthollet
LUDRES	O	5	2151	HOTEL KYRIAD	338, rue Berthollet
LUDRES	PA	2	2725	STADE DU BON CURE	avenue du Bon Curé
LUDRES	R	3	1335	COLLEGE JACQUES MONOD	114, avenue Chaudeau
LUDRES	R	4	1336	GROUPE SCOLAIRE JACQUES PREVERT	79, rue de Secours
LUDRES	R	4	1337	PRIMAIRE PIERRE LOTI	243, rue Hector Berlioz
LUDRES	S	3	3208	BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE	rue des Bas Fourmeaux
LUDRES	T	3	3226	GARAGE CITROEN	zone du Franclos
LUDRES	U	4	1339	MAISON RETRAITE STE THERESE	rue Ferry de Ludres
LUDRES	X	3	1340	AIRE DE JEUX COUVERTE	rue Marie Marvingt
LUDRES	X	4	4702	MANEGE DE L'ETRIER	chemin de Colomheu
LUNEVILLE	J	4	1032	MAISON DE RETRAITE STANISLAS	1, rue Level
LUNEVILLE	J	4	3945	FPA RESIDENCE ST JACQUES	13, place St Jacques
LUNEVILLE	J	4	3965	FPA RESIDENCE BOFFRAND	12bis, rue Boffrand
LUNEVILLE	J	4	4173	FPA RESIDENCE MENIL	27bis, rue Menil
LUNEVILLE	J	4	4258	FOYER D'ACCUEIL SPECIALISE	4, rue de la Barollière
LUNEVILLE	J	4	4844	MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE	8, rue Caumont la Force
LUNEVILLE	J	5	5057	AEIM STRUCTURE D'HEBERGEMENT	16-18, rue de la Résistance
LUNEVILLE	J	5	6034	OHS HEBERGEMENT ENFANTS	19, quai de Strasbourg
LUNEVILLE	J	5	7491	TERRASSE DE MEHON	22, rue François Richard
LUNEVILLE	L	2	584	THEATRE MUNICIPAL	37, rue de Lorraine
LUNEVILLE	L	2	585	CENTRE SOCIO CULTUREL ERCKMANN	11, rue Erckmann
LUNEVILLE	L	3	587	CINEMA IMPERIAL	39, rue de la République
LUNEVILLE	L	3	589	MEDIATHEQUE	rue du Colonel Clarenthal
LUNEVILLE	L	3	590	SALON DES HALLES	place Léopold
LUNEVILLE	L	3	3647	MAISON DES ASSOCIATIONS	rue de Villers
LUNEVILLE	L	4	592	CENTRE SOCIAL LES EPIS	4bis, avenue du Gal de Gaulle
LUNEVILLE	L	4	593	SALLE SAINT MICHEL	quai de Strasbourg
LUNEVILLE	L	4	5219	MAISON QUARTIER SUD	8, rue Messier
LUNEVILLE	M	1	594	CENTRE COMMERCIAL LECLERC	rue Boutet de Monvel
LUNEVILLE	M	2	595	MONOPRIX	8-10, place Léopold
LUNEVILLE	M	2	3194	ROUSSEL SPORTS	10, rue du Pré Contal
LUNEVILLE	M	2	4506	VIMA MAISONS	3, avenue de la Libération
LUNEVILLE	M	2	6908	LA HALLE O VETEMENTS	avenue de la Libération b.t. C
LUNEVILLE	M	3	596	MAGASIN NORMA	12, rue Ernest Bichat
LUNEVILLE	M	3	597	MAGASIN ALDI	1, avenue de la Libération
LUNEVILLE	M	3	599	MAGASIN LIDL	30-34, avenue du 2ème B.C.P.
LUNEVILLE	M	3	1037	QUINCAILLERIE CHERRIER	6, rue Rivolet
LUNEVILLE	M	3	3960	LA HALLE AUX CHAUSSURES	avenue de la Libération
LUNEVILLE	M	3	7421	ESPACE COMMERCIAL NORMA	79, rue Sainte Anne
LUNEVILLE	M	4	3956	MAGASIN BUT	2 - 6, avenue de la Libération
LUNEVILLE	N	3	5243	CERCLE MIXTE DU CHATEAU STANISLAS	Chateau de Lunéville
LUNEVILLE	N	3	5935	LYCEE E.BICHAT RESTAURANT BAT.DP1	avenue Dr Paul Kahn
LUNEVILLE	N	4	606	RESTAURANT LE CAPRI	8, rue Chanzy
LUNEVILLE	N	4	2908	CUISINE CENTRALE	place Léopold
LUNEVILLE	O	4	4137	LE PETIT COMPTOIR- HOTEL LES PAGES	5, quai des petits Bosquets
LUNEVILLE	O	5	4134	HOTEL LE PETIT TRIANON	16, place Saint Jacques
LUNEVILLE	O	5	4135	HOTEL DU COMMERCE	93, rue d'Alsace
LUNEVILLE	PA	1	4189	STADE FENAL	avenue Paul Kahn
LUNEVILLE	PA	2	6223	CHATEAU DES DUCS DE LORRAINE	Cour du Rocher
LUNEVILLE	R	2	608	COLLEGE CHARLES GUERIN	1, rue Cosson
LUNEVILLE	R	2	610	LYCEE BOUTET DE MONVEL	4, rue Boutet de Monvel
LUNEVILLE	R	2	4251	LYCEE BICHAT BAT.EX4 EX5 EX6	avenue Dr Paul Kahn
LUNEVILLE	R	2	5930	LYCEE COLLEGE BICHAT BAT.EX1 EX2 EX3 AD2	avenue Dr Paul Kahn

LUNEVILLE	R	3	609	ENSEMBLE SCOLAIRE ST PIERRE FOURRIER	14, rue des Benedictins
LUNEVILLE	R	3	611	GROUPE SCOLAIRE ALSACE	80, rue Ernest Bichat
LUNEVILLE	R	3	614	LYCEE PAUL LAPIE	6, avenue du Dr Paul Kahn
LUNEVILLE	R	3	615	IUT CENTRE DE RESSOURCES TECHNOLOGIQUES	rue du Contre Amiral Antoine
LUNEVILLE	R	3	2105	ECOLE DEMANGEOT	5, place des Carmes
LUNEVILLE	R	3	2107	GROUPE SCOLAIRE HUBERT MONNAIS	1bis, rue des Bosquets
LUNEVILLE	R	3	5936	LYCEE E.BICHAT BAT.IN1	avenue Dr Paul Kahn
LUNEVILLE	R	3	5937	LYCEE REGIONAL BICHAT BAT.IN2	avenue Dr Paul Kahn
LUNEVILLE	R	4	618	ECOLE NOTRE DAME	54, rue de Lorraine
LUNEVILLE	R	4	622	CRECHE MUNICIPALE STE ANNE	12, rue Ste Anne
LUNEVILLE	R	4	2106	ECOLE JULES FERRY	41, rue Sainte Anne
LUNEVILLE	R	4	4563	HALTE JEUX	rue Ernest Bichat
LUNEVILLE	R	4	5205	I.M.E. DE MEHON BAT.HEBERGEMENT	24, rue François Richard
LUNEVILLE	R	4	5932	ERNEST BICHAT BAT. EX7	avenue Dr Paul Kahn
LUNEVILLE	R	5	4384	MAISON D'ENFANTS DE MEHON	51, rue François Richard
LUNEVILLE	U	3	620	MAISON DE RETRAITE ST CHARLES	rue de Viller
LUNEVILLE	U	3	621	CENTRE HOSPITALIER	2, rue Level
LUNEVILLE	U	4	626	ESPACE CHIRURGICAL JEANNE D'ARC	26, rue Charles Vue
LUNEVILLE	U	5	6195	CPN UNITE PSYCHOLOGIE MEDICALE	5, rue Level
LUNEVILLE	V	2	628	EGLISE ST JACQUES	place St Remy
LUNEVILLE	V	3	629	EGLISE ST MAUR	rue de Villers
LUNEVILLE	V	3	630	EGLISE JEANNE D'ARC	quai de Strasbourg
LUNEVILLE	X	2	631	COMPLEXE SPORTIF CHARLES BERTE	avenue du Dr Paul Kahn
LUNEVILLE	X	2	1859	PISCINE	1, cours de Verdun
LUNEVILLE	X	3	4345	GYMNASE MIMOUN	73, rue Saint Anne
LUNEVILLE	X	4	633	COSEC BOULOCHES	rue Boutet de Monvel
LUNEVILLE	X	4	635	COSEC LEO LAGRANGE	rue Ernest Bichat
LUNEVILLE	Y	3	4486	MUSEE MILITAIRE	2, place de la 2ème Division de Cavalerie
MAGNIERES	V	3	636	EGLISE	rue de l'Eglise
MAIDIERES	L	4	1609	SALLE DES FETES	rue du Bois le Prêtre
MAIRY MAINVILLE	L	4	382	SALLE POLYVALENTE ANNEXE	rue Jules Ferry
MAIRY MAINVILLE	L	4	5352	SALLE MUNICIPALE	Grand ' rue
MAIXE	L	4	637	SALLE POLYVALENTE	12bis, rue Saint Martin
MAIXE	V	3	638	EGLISE	
MAIZIERES	L	3	1746	COMPLEXE SPORTS ET LOISIRS	26, rue du Fort
MALLELOY	L	4	2704	SALLE POLYVALENTE	45, rue Venezu
MALZEVILLE	J	4	5900	FOYER PERSONNES AGEES	rue du général de Gaulle
MALZEVILLE	J	4	6930	RESIDENCE DU PARC	rue du Vieux Cours
MALZEVILLE	L	3	1341	CENTRE SOCIO-CULTUREL JERICHO	52, rue du Jérico
MALZEVILLE	L	3	6109	LYCEE AGRICOLE EX 3 CINEMA	domaine de Pixérécourt
MALZEVILLE	L	4	1342	SALLE DES FETES JERICHO	11, rue du Jérico
MALZEVILLE	L	4	1580	CHATEAU DE LA DOUERA	2, rue du Lion d'Or
MALZEVILLE	L	4	6134	LYCE AGRICOLE SG 1 CENTRE SOCIO-CULTUREL	domaine de Pixerecorut
MALZEVILLE	M	2	5257	DGF LORRAINE	2, rue Gustave Nordon
MALZEVILLE	R	3	1345	COLLEGE PAUL VERLAINE	115, avenue général Leclerc
MALZEVILLE	R	3	3450	LYCEE AGRICOLE BAT.B EX 6	domaine de Pixérécourt
MALZEVILLE	R	3	6111	LYCEE AGRICOLE BAT. EX1- CU1 EXTERNAT	domaine de Pixérécourt
MALZEVILLE	R	4	1346	ECOLE PASTEUR	rue Pasteur
MALZEVILLE	R	4	1347	ECOLE LECLERC	39, avenue du général Leclerc
MALZEVILLE	R	4	1348	LYCEE AGRICOLE IN 1 PAVILLON BTS	domaine de Pixérécourt
MALZEVILLE	R	4	3250	MATERNELLE GENY	14, rue Geny
MALZEVILLE	R	4	3451	LYCEE AGRICOLE EX 2	domaine de Pixérécourt
MALZEVILLE	R	4	3490	LYCEE AGRICOLE EX 4- EX 5 CFPPA	domaine de Pixérécourt
MALZEVILLE	R	5	3238	UNITE D'ACCUEIL PEDAGOGIQUE	61bis, rue de l'Eglise

MALZEVILLE	X	3	1349	GYMNASE JO SCHLESSER	rue du Stade
MALZEVILLE	X	4	1350	GYMNASE PAUL VERLAINE	rue Mathieu de Dombasle
MANCE	L	4	383	MAISON POUR TOUS	place de la Mairie
MANCIEULLES	L	2	384	SALLE DES FETES SAINT PIERREMONT	11, rue du Parc
MANCIEULLES	R	4	387	GROUPE SCOLAIRE HERVE BAZIN	place de la Mairie
MANCIEULLES	X	4	386	STAND DE TIR SALLE POLYVALENTE	Bois de Landremont
MANDRES AUX 4 TOURS	L	4	5361	FOYER RURAL	rue Saint-Martin
MANONCOURT EN WOEVRE	L	4	949	SALLE COMMUNALE	allée des Acacias
MANONVILLE	L	4	3924	SALLE DES CHAPELINES	rue de la Fontaine
MANONVILLE	R	4	5401	CENTRE MULTI ACCUEIL	57, rue St Laurent
MARAINVILLER	L	4	639	SALLE POLYVALENTE	10, rue de Lunéville
MARAINVILLER	R	4	4381	ECOLE PRIMAIRE	12, rue des Ecoles
MARAINVILLER	V	3	640	EGLISE	place de l'Eglise
MARBACHE	L	4	1351	CENTRE SOCIO CULTUREL	3, voie de Liverdun
MARBACHE	R	4	1352	GROUPE SCOLAIRE	5, rue Clémenceau
MARBACHE	V	3	3266	EGLISE ST GENGOULT	place du 8 mai 1945
MARON	L	4	319	BATIMENT SOCIO CULTUREL	ancienne gare SNCF
MARON	V	3	1747	EGLISE ST GENGOULT	rue de Nancy
MARS LA TOUR	J	4	390	MAISON RETRAITE STE DOMINIQUE	70, rue de Metz
MARS LA TOUR	L	3	388	MAISON POUR TOUS	37, rue de Verdun
MARS LA TOUR	R	4	5673	GROUPE SCOLAIRE ALBERT LEBRUN	rue des Ecoles
MARS LA TOUR	V	3	391	EGLISE	place Jeanne d'Arc
MAXEVILLE	J	4	1367	INSTITUT JB THIERY - I.M.E.	13, rue de la République
MAXEVILLE	J	4	4663	MAISON ACCUEIL SPECIALISEE JB THIERY	8, rue de la Seille
MAXEVILLE	L	1	1355	SALLE SPECTACLES LE ZENITH	rue du Zenith
MAXEVILLE	L	4	1395	F.J.E.P.	2, avenue Patton
MAXEVILLE	L	4	3275	SALLE PARC DE LA MAIRIE	rue du Commandant Charcot
MAXEVILLE	L	4	5203	SALLES ASSOCIATIVES	5, rue du général Leclerc
MAXEVILLE	M	1	3277	PROMOCASH	rue Jean Jaurès
MAXEVILLE	M	2	1356	SUPER U	avenue de la Meurthe
MAXEVILLE	M	3	1357	MAGASIN ALDI	rue Lafayette
MAXEVILLE	M	3	2423	DUPONT EST	4, avenue du général de Gaulle
MAXEVILLE	M	3	3281	MAGASIN LIDL	31 - 45, rue de Metz
MAXEVILLE	M	3	3298	MAGASIN LEADER PRICE	rue Jean Jaurès
MAXEVILLE	N	3	1359	RESTAURANT LE FIN PALAIS	9, rue Jean Jaurès
MAXEVILLE	O	4	1354	FOYER DU GRAND SAUVOY	17, route de Metz
MAXEVILLE	O	5	2501	HOTEL-RESTAURANT CAMPANILE	4, rue Blaise Pascal
MAXEVILLE	O	5	3823	CHALET MALQUIN Foyer GRD SAUVOY	17, route de Metz
MAXEVILLE	P	2	2567	DISCOTHEQUE LE PLATINIUM	rue Lafayette
MAXEVILLE	PA	3	3290	STADE LEO LAGRANGE	16, rue de l'Orme
MAXEVILLE	R	2	1364	I.U.F.M.	5, rue Paul Richard
MAXEVILLE	R	3	1362	GROUPE SCOLAIRE JULES ROMAINS	rue de la Seille
MAXEVILLE	R	3	5259	ESPACE ENTREPRISE ET FORMATION	10, rue Alfred Kastler
MAXEVILLE	R	4	1363	GROUPE SCOLAIRE ST EXUPERY	5, rue de la Chiers
MAXEVILLE	R	4	1365	ECOLE MATERNELLE ANDRE VAUTRIN	2, rue Courbet
MAXEVILLE	R	4	3563	ECOLE ELEMENTAIRE ANDRE VAUTRIN	6, rue Courbet
MAXEVILLE	U	4	1368	MAISON RETRAITE ND BON REPOS	34, rue général Leclerc
MAXEVILLE	U	4	4163	INSTITUT JB THIERY - E.E.P.	13, rue de la République
MAXEVILLE	V	3	1369	EGLISE ST MARTIN	rue du 15 Septembre
MAXEVILLE	V	3	3609	EGLISE EVANGELIQUE MISSIONNAIRE	16, rue Jean Jaurès
MAXEVILLE	X	3	1370	COMPLEXE SPORTIF MARIE MARVINGT	rue Solvay
MAXEVILLE	X	4	1371	COMPLEXE SPORTIF LEO LAGRANGE	16, rue de l'Orme
MENIL LA TOUR	L	4	1944	CENTRE SOCIO EDUCATIF	13, rue Reine
MENIL LA TOUR	N	4	1945	RELAIS MON PLAISIR	7, route Nationale

MERCY LE BAS	L	3	392	FOYER MUNICIPAL	62 bis, route Nationale
MEREVILLE	L	4	1748	MAIRIE LOCAUX SOCIO EDUCATIF	Grande rue
MEREVILLE	N	3	1749	MAISON CARRE HANUS	14, rue du Bac
MEREVILLE	O	5	1850	HOTEL DE LA MAISON CARREE	12, rue Bac
MEREVILLE	R	4	1750	GROUPE SCOLAIRE	4, grand rue
MERVILLER	L	4	4029	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	14, rue de Montigny
MERVILLER	V	3	641	EGLISE	rue de Grammont
MESSEIN	L	2	1752	CENTRE DE LOISIRS LES MILLERIES	Côte Saint Maurice
MESSEIN	L	3	1751	L'ACQUET D'EAU	allée des Nautoniers
MESSEIN	R	4	1753	GROUPE SCOLAIRE JEAN ROSTAND	32, rue Joliot Curie
MEXY	L	2	124	SALLE DES FETES RENE MARTINI	rue de Lorraine
MEXY	M	4	126	MAGASIN CORSAIRE	place Gilbert Dufour
MEXY	O	3	216	HOTEL IBIS	rue Chateau d'eau
MEXY	O	5	217	HOTEL CAFE BOWLING LA POULARDE	14, rue Jules Ferry
MEXY	PA	2	125	TERRAIN DE FOOTBALL	plaine de Jeux
MEXY	V	3	127	EGLISE	place Gilbert Dufour
MEXY	X	3	123	COMPLEXE OMNISPORT	rue Jean Boin
MIGNEVILLE	L	4	2896	SALLE POLYVALENTE	rue de l'Eglise
MILLERY	L	3	1610	SALLE POLYVALENTE	rue du Stade
MILLERY	V	3	1611	EGLISE	
MOINEVILLE	L	4	393	SALLE DES FETES	rue de l'Eglise
MOINEVILLE	L	4	394	SALLE BONJO BASE DE LOISIRS SOLAN	1, Hameau de Serry
MONCEL LES LUNEVILLE	L	3	642	SALLE POLYVALENTE	6, rue de la Fourasse
MONCEL LES LUNEVILLE	M	1	643	CENTRE COMMERCIAL CORA	6, rue du Thuillier
MONCEL LES LUNEVILLE	M	1	1307	Mr BRICOLAGE	6, rue Clément Ader
MONCEL LES LUNEVILLE	M	2	2894	INTERSPORT	9, rue Clément Ader
MONCEL LES LUNEVILLE	M	2	5957	MAGASIN GIF	11, rue Clément Ader
MONCEL LES LUNEVILLE	M	2	6101	MAGASIN FOLLENVIE	3b et 5, rue Clément Ader
MONCEL LES LUNEVILLE	M	3	5103	MAGASIN CHAUSSEA	21, rue du Tuillier
MONCEL LES LUNEVILLE	M	3	5104	MAGASIN DEF MODE	19, rue du Tuillier
MONCEL LES LUNEVILLE	M	3	6102	BATIGRO	3bis et 5, rue Clément Ader
MONCEL LES LUNEVILLE	M	3	6935	MAGASIN 4 MURS	2, avenue de l'Europe
MONCEL LES LUNEVILLE	M	4	6043	MAGASIN POINT VERT	4, rue Clément Ader
MONCEL LES LUNEVILLE	N	4	4033	RESTAURANT BUFFALO GRILL	rue Hélène Boucher
MONCEL LES LUNEVILLE	O	5	4139	HOTEL ACACIA	2, rue Ecosseuse
MONCEL SUR SEILLE	L	4	3306	SALLE POLYVALENTE	rue Gare
MONT BONVILLERS	L	4	396	SALLE DES FETES MAIRIE	9, rue de la République
MONT BONVILLERS	R	4	397	GROUPE SCOLAIRE	13, rue de la République
MONT LE VIGNOBLE	L	4	4363	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	place de la Mairie
MONT SAINT MARTIN	J	4	4644	MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE	rue Alfred Labbé
MONT SAINT MARTIN	L	3	129	CENTRE SOCIO-CULTUREL E.CHATRIAN	rue Jeanne d'Arc
MONT SAINT MARTIN	L	3	4312	SALLE JACQUES CALLOT	place Ambroise Thomas
MONT SAINT MARTIN	L	4	130	SALLE VICTOR HUGO	avenue du Bois
MONT SAINT MARTIN	L	4	4427	BAR LE GAULOIS	45, route de Longwy
MONT SAINT MARTIN	L	4	4646	AUBERGE DU PRIEURE	Cite du Prieure
MONT SAINT MARTIN	M	1	1376	CC AUCHAN	1, boulevard de l'Europe
MONT SAINT MARTIN	M	1	7188	MAGASIN n°1 GIF	zac du PIA des 3 frontières - Lot n° 1
MONT SAINT MARTIN	M	1	7202	MAGASIN n°15 DECATHLON	zac du PIA des 3 frontières
MONT SAINT MARTIN	M	2	7195	MAGASIN n°8 LA HALLE	zac du Parc des 3 Frontières
MONT SAINT MARTIN	M	2	7196	MAGASIN n°9 C & A	zac du PIA des 3 Frontières
MONT SAINT MARTIN	M	2	7197	MAGASIN n°10 INTERSPORT	zac du PIA des 3 Frontières - Lot n° 10
MONT SAINT MARTIN	M	2	7199	MAGASIN n°12 TATI	zac du PIA des 3 frontières
MONT SAINT MARTIN	M	2	7201	MAGASIN n° 14 GEMO	zac du PIA des 3 frontières
MONT SAINT MARTIN	M	3	4822	MAGASIN LIDL	rue de Bordeaux

MONT SAINT MARTIN	M	3	6285	SARL IBRAHIM	rue de Bordeaux
MONT SAINT MARTIN	M	3	7190	MAGASIN n°3 KING JOUET	zac du PIA des 3 frontières - Lot n° 3
MONT SAINT MARTIN	M	3	7192	MAGASIN n°5 LA HALLE O CHAUSSURES !	zac du PIA des 3 Frontières
MONT SAINT MARTIN	M	3	7193	MAGASIN n° 6 CHAUSSEA	zac du PIA des 3 Frontières
MONT SAINT MARTIN	M	3	7194	MAGASIN n°7 CHAUSS EXPO	zac du PIA des 3 frontières
MONT SAINT MARTIN	M	4	133	C.C. LES BLEUETS	rue de Bordeaux
MONT SAINT MARTIN	M	4	7189	MAGASIN n°2 ORCHESTRA	zac du PIA des 3 frontières
MONT SAINT MARTIN	O	5	218	HOTEL RESTAURANT CHEZ SAID	79, avenue de la Gare
MONT SAINT MARTIN	O	5	220	HOTEL BAR RESTAURANT AU TASSILI	77, avenue de la Gare
MONT SAINT MARTIN	PA	1	139	STADE JEAN ALMETER	rue Mathieu de Dombasle
MONT SAINT MARTIN	R	3	140	COLLEGE ANATOLE FRANCE	21, rue de Lille
MONT SAINT MARTIN	R	3	141	PRIMAIRE ALBERT IEHLEN BAT. B	rue de Marseille
MONT SAINT MARTIN	R	3	142	PRIMAIRE ALBERT IEHLEN BAT.A	2A, rue Marseille
MONT SAINT MARTIN	R	4	1387	MATERNELLE MARIE LOIZILLON	rue des Pins
MONT SAINT MARTIN	R	4	1415	MATERNELLE JEAN MACE	rue Marseille
MONT SAINT MARTIN	R	4	4313	LEP NOTRE DAME	1, rue du Bois le Prieur
MONT SAINT MARTIN	R	4	4515	MATERNELLE JEAN DE LA FONTAINE	boulevard du 08 mai 1945
MONT SAINT MARTIN	U	2	1990	HOPITAL HOTEL DIEU	4, rue Alfred Labbé
MONT SAINT MARTIN	U	3	144	MAISON MEDICALE	4, rue Alfred Labbé
MONT SAINT MARTIN	U	4	143	CLINIQUE PSYCHIATRIQUE	4, rue Alfred Labbé
MONT SAINT MARTIN	X	1	5337	COMPLEXE SPORTIF	rue de Marseille
MONT SAINT MARTIN	X	3	136	COMPLEXE SPORTIF	rue de Piedmont
MONT SUR MEURTHE	L	4	4616	MAIRIE	4, rue de la Meurthe
MONT SUR MEURTHE	V	3	645	EGLISE	
MONTAUVILLE	L	3	1646	SALLE POLYVALENTE	150, rue Bois le Prêtre
MONTAUVILLE	O	4	1414	HOTEL RESTAURANT DE LA COTE	côte St Pierre
MONTENOY	L	4	4785	SALLE POLYVALENTE	rue Lassus
MONTIGNY SUR CHIERS	L	4	4449	SALLE POLYVALENTE	rue Albert Iehlen
MONTIGNY SUR CHIERS	L	4	5807	FOYER SAINT DENYS	22 bis, rue Juminel
MORFONTAINE	L	3	146	CENTRE SOCIO-CULTUREL POLYVALENT	rue Gabriel Peri
MOUTIERS	L	4	398	FOYER LUCIEN WOLL	14, rue Eugène Jungblut
MOUTIERS	V	3	399	EGLISE	rue Foch
MOYEN	R	4	3925	MATERNELLE	place Capitaine Gaudet
MOYEN	U	4	646	MAISON DE VACANCES LA VOLIERE	15, rue de l'Eglise
MURVILLE	L	4	400	SALLE POLYVALENTE	1, rue Jeanne d'Arc
NANCY	CTS	1	4399	LE LIVRE SUR LA PLACE	place de la Carrière
NANCY	CTS	2	1108	PATINOIRE DE LA PEPINIERE	Parc de la Pepinière
NANCY	EF	4	2516	PENICHE NIAGARA	quai Ste Catherine
NANCY	EF	4	6506	PENICHE DISCOTHEQUE I'O	quai Sainte Catherine
NANCY	GA	1	738	GARE DE NANCY	3, place Thiers
NANCY	GA	3	6940	ILOT SAINT LEON	5-5bis, rue Saint Léon
NANCY	J	4	389	FPA SOLEIL DONOP	27, rue du Colonel Grandval
NANCY	J	4	549	FOYER ROBERT CHEVARDE	38, rue de Dieuze
NANCY	J	4	918	ACCUEIL FAMILIAL SOEURS ST CHARLES	58, rue des 4 Eglises
NANCY	J	4	964	AEIM MICHELET	10, rue Dominique Louis
NANCY	J	4	983	CENTRE D'EDUCATION POUR DEFICIENTS VISUELS	8, rue de Santifontaine
NANCY	J	4	1010	MAISON DE RETRAITE MA MAISON	119, avenue de Strasbourg
NANCY	J	4	1011	MAISON RETRAITE ND COMPASSION	58, place Monseigneur Ruch
NANCY	J	4	1012	MAISON RETRAITE ST REMY	14, rue du chanoine Jacob
NANCY	J	4	1016	MAISON RETRAITE NOTRE MAISON	52, rue des Jardiniers
NANCY	J	4	1020	MAISON RETRAITE SIMON BENICHO	53, rue Hoche
NANCY	J	4	1027	CENTRE MATERNEL	9, rue du Dr Heydenreich

NANCY	J	4	1028	R.P.A. LES OPHELIADES	12, boulevard du 21ème R.A.
NANCY	J	4	3637	FPA HAUSSONVILLE	42, avenue du général Mangin
NANCY	J	4	4336	FPA BOUDONVILLE	1, rue Saint Bodon
NANCY	J	4	4582	FOYER MATERNEL LES SAPINS	30, rue Alix Leclerc
NANCY	J	4	4588	FPA MOUILLERON	137-141, rue Gabriel Mouilleron
NANCY	J	4	4611	FPA PICHON	26, rue de l'Abbé Grégoire
NANCY	J	4	4688	RESIDENCE ST CHARLES	6, rue de l'Abbé Dideiot
NANCY	J	4	5062	MAISON RETRAITE ST JOSEPH	113, avenue de Strasbourg
NANCY	J	5	3635	FPA GUERINEAU	14, place du Colonel Fabien
NANCY	J	5	5368	RESIDENCE BIEN ETRE	13, rue des Tanneries
NANCY	L	1	3452	COMPLEXE CINEMA KINEPOLIS	3/5, rue Victor
NANCY	L	1	3620	HOTEL DE VILLE	place Stanislas
NANCY	L	1	6060	L'AUTRE CANAL	45, boulevard d'Austrasie
NANCY	L	2	740	SALLE DES FETES DE GENTILLY	avenue du Rhin
NANCY	L	2	741	CINEMA CAMEO ST SEBASTIEN	6, rue Léopold Lallement
NANCY	L	2	742	SALLE ET GALERIES POIREL	3, rue Victor Poirel
NANCY	L	2	743	GEC SALLES ST PAUL ET ST JOSEPH	35, cours Léopold
NANCY	L	2	744	OPERA THEATRE DE NANCY	place Stanislas
NANCY	L	2	745	UGC SAINT JEAN	54, rue Saint-Jean
NANCY	L	2	777	PALAIS DES CONGRES	rue du Grd Rabbïn Haguenauer
NANCY	L	2	1044	CITE JUDICIAIRE	23 - 27, rue du Maréchal Juin
NANCY	L	3	746	SALLE RAUGRAFF	13 bis, rue des Ponts
NANCY	L	3	748	SALLE JULES FERRY	10, rue des Jardiniers
NANCY	L	3	750	MJC BAZIN	47, rue Henri Bazin
NANCY	L	3	751	CENTRE SOCIAL JOLIBOIS	4, avenue du général Mangin
NANCY	L	3	752	CENTRE SOCIAL LA CLAIRIERE	avenue Raymond Pinchard
NANCY	L	3	754	MJC PHILIPPE DESFORGES	27, rue de la République
NANCY	L	3	756	M.J.C. HDL	avenue Raymond Pinchard
NANCY	L	3	757	CINEMA CAMEO	16, rue de la Commanderie
NANCY	L	3	758	THEATRE DE LA MANUFACTURE	10, rue Baron Louis
NANCY	L	3	778	MJC DES III MAISONS	12, rue de Fontenoy
NANCY	L	3	826	MJC PICHON	15, rue Rene Cassin
NANCY	L	3	844	CITE UNIVERSITAIRE BOUDONVILLE	61, rue de Boudonville
NANCY	L	3	850	CENTRE COMMUNAUTAIRE ISRAELITE	19, boulevard Joffre
NANCY	L	3	982	ION MAISON DES ELEVES RES.TOTEM	122, quai Claude le Lorrain
NANCY	L	3	986	I.R.T.S.	201, avenue Raymond Pinchard
NANCY	L	3	1244	MJC LILLEBONNE	12, rue du Cheval Blanc
NANCY	L	3	2185	SALLE DE QUARTIER CHARLES III DIDION	1, rue Didion
NANCY	L	3	2528	LA GUINGUETTE DE LA CURE D'AIR	rue Marquette
NANCY	L	3	2603	ENGREF PAVILLON ST GEORGES	14, rue Girardet
NANCY	L	3	4746	SALLE ROBERT SITTler	55, rue de la Colline
NANCY	L	4	588	THEATRE 4 L 12	avenue du Rhin
NANCY	L	4	747	SALLE DE LA FOUCOTTE	3, rue de la Foucotte
NANCY	L	4	749	SALLE DE SPECTACLES CU	26, rue de Saurupt
NANCY	L	4	755	MARIONNETTES DE LA PEPINIERE	parc de la pepinière
NANCY	L	4	759	POLE IMAGE BAT.M	9, rue Michel Ney
NANCY	L	4	762	MJC BEAUREGARD	place Maurice Ravel
NANCY	L	4	765	THEATRE MON DESERT	71, rue Mon Desert
NANCY	L	4	766	SALLE POLYVALENTE MEDREVILLE	49, rue de laxou
NANCY	L	4	767	AIASF SALLE POLYVALENTE	60 bis, rue de Metz
NANCY	L	4	770	ANNEXE MJC 3 MAISONS	127 rue de Fontenoy
NANCY	L	4	771	FOYER BUISSON ARDENT	1249, avenue Raymond Pinchard
NANCY	L	4	772	FOYER DES ABEILLES	58, rue de la République

NANCY	L	4	774	CREDIT MUTUEL DES ENSEIGNANTS	31, rue Gustave Simon
NANCY	L	4	782	ESPACE SAINT JEAN	6, rue Chanzy
NANCY	L	4	783	CENTRE SOCIAL DE BEAUREGARD	269, avenue Boufflers
NANCY	L	4	1063	CENTRE NAUTIQUE CANOE KAYAK	boulevard d'Austrasie
NANCY	L	4	1589	LE VERTIGO	29, rue de la Visitation
NANCY	L	4	1671	FOYER CLUB GABRIEL MOUILLERON	129, rue Gabriel Mouilleron
NANCY	L	4	2599	FOYER CLUB LES GAIS LURONS	43-45, rue Eugène Corbin
NANCY	L	4	2605	CENTRE CHOREOGRAPHIQUE NATIONAL	3, rue Henri Bazin
NANCY	L	4	3696	SALLE HENRI BLAISE	39, rue de Laxou
NANCY	L	4	4277	SALLE FOYER RENE II	rue Claude Deruet
NANCY	L	4	4840	CENTRE REGION.DOCUMENT.PE DAGOLOGIQUE	95, rue de Metz
NANCY	L	4	5193	CENTRE NAUTIQUE BAT.AVIRON	boulevard d'Austrasie
NANCY	L	4	6225	INTERNAT HOPITAUX URBAINS	67, boulevard Lobau
NANCY	M	1	789	PRINTEMPS - FNAC	2, avenue Foch
NANCY	M	1	791	C.C. AUCHAN LOBAU	127, boulevard Lobau
NANCY	M	1	792	GALERIE SAINT SEBASTIEN	15, rue du Grd Rabbïn Haguenauer
NANCY	M	1	795	MARCHE CENTRAL	rue Saint Dizier
NANCY	M	1	6093	CENTRE COMMERCIAL ST SEBASTIEN	rue des Ponts
NANCY	M	2	790	MAGASIN ZARA	16, rue St Georges
NANCY	M	2	796	SUPERMARCHÉ MATCH	rue du Grand Rabbïn Haguenau
NANCY	M	2	797	MAGASIN KIABI	13 / 21, rue Saint Jean
NANCY	M	2	798	MAGASIN DARTY	2, rue Pierre Semard
NANCY	M	2	814	MAGASIN FNAC JUNIOR	45, rue Saint Jean
NANCY	M	2	816	MAGASIN H & M	45, rue Saint Jean
NANCY	M	3	739	METRO	rue Marcel Brot
NANCY	M	3	802	CONFORAMA	6, rue Marcel Brot
NANCY	M	3	803	SUPERMARCHÉ SHOPI	77-79, rue Charles Keller
NANCY	M	3	805	MAGASIN EURODIF	53-57, rue Saint Dizier
NANCY	M	3	806	SUPERMARCHÉ MATCH MEDREVILLE	49, rue de Laxou
NANCY	M	3	807	MAGASIN GO SPORT	47, rue Saint Dizier
NANCY	M	3	809	MAGASIN SHOPI	84, rue du Mon Desert
NANCY	M	3	823	MAGASIN REJAN	91/95, rue St Dizier
NANCY	M	3	825	HALL DU LIVRE	38, rue Saint Dizier
NANCY	M	3	2239	QUINCAILLERIE LORRAINE	55, rue Marcel Brot
NANCY	M	3	4992	CENTRE COMMERCIAL LIDL	25-27, avenue général Mangin
NANCY	M	3	5207	LE MUTANT	rue Laurent Bonneval
NANCY	M	3	5413	MIDI COULEUR	47, rue Marcel Brot
NANCY	M	4	695	MAGASIN MISS COQUINES	36, rue St Dizier
NANCY	M	4	811	MAGASIN NORAUTO	127, boulevard Lobau
NANCY	M	4	812	MAGASIN BONUS	43, rue Saint Jean
NANCY	M	4	819	MAGASIN ARMAND THIERY HOMMES ST JEAN	2, rue St Jean
NANCY	M	4	820	MAGASIN SODDY ' S	3, rue Léopold Lallemand
NANCY	M	4	822	VIEUX GOURMET	rue St Georges
NANCY	M	4	2934	PRIMEURS DES 3 MAISONS	47, rue du Fbg des Ill Maisons
NANCY	M	4	3289	MAGASIN GAP	55, rue Saint Jean
NANCY	M	4	4402	LA GRANDE RECRE	13-15, rue du Pont Mouja
NANCY	M	4	4993	HOTEL DES VENTES BLANDAN	107, rue du Sergent Blandan
NANCY	N	2	828	RESTAURANT UNIVERSITAIRE LEOPOLD	16, cours Léopold
NANCY	N	2	829	RESTAURANT UNIVERSITAIRE MONBOIS	131, rue de Boudonville
NANCY	N	2	834	RESTAURANT FLUNCH	rue Grd Rabbïn Haguenauer
NANCY	N	3	830	RESTAURANT UNIVERSITAIRE DE SAURUPT	26, rue de Saurupt
NANCY	N	3	831	RESTAURANT DES SERVICES FISCAUX	45, rue Sainte Catherine

NANCY	N	3	835	RESTAURANT UNIVERSITAIRE MEDREVILLE	73, rue de Laxou
NANCY	N	3	845	RESTAURANT LES CESARS	8, place Stanislas
NANCY	N	3	846	FLO EXCELSIOR	50, rue Henri Poincaré
NANCY	N	3	872	PUB IRLANDAIS THE MAC CARTHY	6, rue Guerrier de Dumast
NANCY	N	3	2462	LA TAVERNE DE L'IRLANDAIS	8, rue Mazagran
NANCY	N	3	4354	RESTAURANT UNIVERSITAIRE STANISLAS	17, boulevard d'Austrasie
NANCY	N	4	780	LA PLACE - L'ARQUEBUSE	7, place Stanislas
NANCY	N	4	836	LA MAMA GIULIA	16, place des Vosges
NANCY	N	4	837	BRASSERIE LES 2 HEMISPHERES	3, rue Crampel
NANCY	N	4	839	GLACERIE - COCKTAILS TAM-TAM	63, rue Stanislas
NANCY	N	4	842	MAC DONALD'S ST DIZIER	57, rue Saint Dizier
NANCY	N	4	847	BRASSERIE SAINT EPVRE	place Saint Epvre
NANCY	N	4	946	BRASSERIE JEAN LAMOUR	9, place Stanislas
NANCY	N	4	2321	BARS BARLA	1, rue du général Hoche
NANCY	N	4	2369	LES II PALMIERS	64, rue Stanislas
NANCY	N	4	4220	RESTAURANT SCOLAIRE ALFRED MEZIERES	Impasse Saint Vincent
NANCY	N	4	4630	RESTAURANT LE CAPRI	26, rue Stanislas
NANCY	N	4	4652	CANTINE ECOLE LA FONTAINE BATIMENT G	avenue du Rhin parc de Gentilly
NANCY	N	4	6256	RESTAURANT LES MOULINS BLEUS	rue des Tiercelins
NANCY	N	4	6277	RESTAURANT LE PARADISIO COMPLEXE KINEPOLIS	3/5, rue Victor
NANCY	N	4	7290	RESTAURANT HIPPO POTAMUS	boulevard de la Mothe - res. rive de Stanislas
NANCY	O	3	851	CERCLE MIXTE DU 5è GL CAT	35, avenue du Mal Juin
NANCY	O	3	1107	SUITEHOTEL - ETAPHOTEL	rue des Tiercelins
NANCY	O	4	848	GRAND HOTEL DE LA REINE	2, place Stanislas
NANCY	O	4	852	HOTEL ALBERT 1er ASTORIA	3, rue de l'Armée Patton
NANCY	O	4	854	HOTEL MERCURE	5, rue des Carmes
NANCY	O	4	855	HOTEL IBIS RESTAURANT AQUARELLE	42, avenue du XXème Corps
NANCY	O	4	857	HOTEL IBIS	3, rue Crampel
NANCY	O	4	860	HOTEL AMERICAIN	61, rue Pierre Semard
NANCY	O	4	985	HOTEL AKENA	41, rue Raymond Poincaré
NANCY	O	4	4484	CENTRE D'ACCUEIL CAMILLE MATHIS	37, boulevard d'Austrasie
NANCY	O	4	4580	CLAIR LOGIS	3, rue Emile Friant
NANCY	O	4	4753	HOTEL MISTER BED	avenue Raymond Pinchard
NANCY	O	5	859	CRYSTAL HOTEL	5, rue Chanzy
NANCY	O	5	1062	HOTEL BAR EXPréSS	16, avenue Foch
NANCY	O	5	1066	HOTEL DE GUISE	18, rue de Guise
NANCY	O	5	1070	HOTEL DE LA CROIX DE BOURGOGNE	68bis, rue Jeanne d'Arc
NANCY	O	5	1074	HOTEL LES PORTES D'OR	21, rue Stanislas
NANCY	O	5	1075	HOTEL DES BEAUX ARTS	19, rue Victor Prouvé
NANCY	O	5	1076	HOTEL RESTAURANT LES FONTAINES	61, rue Henri Bazin
NANCY	O	5	1078	HOTEL MEUBLE ROUGETET PASTEUR	45, rue Pasteur
NANCY	O	5	1079	HOTEL DES VOSGES	87, rue des 4 Eglises
NANCY	O	5	1081	HOTEL FOCH	8, avenue Foch
NANCY	O	5	1083	HOTEL DE FLORE	8, rue Raymond Poincaré
NANCY	O	5	1084	HOTEL SELLIER	46, rue Sellier
NANCY	O	5	1086	HOTEL DES PrêLATS	56, place Monseigneur Ruch
NANCY	O	5	1089	HOTEL NEW YORK	63, rue Saint Nicolas
NANCY	O	5	1090	HOTEL MEUBLE DELACOUR	60, avenue du XXème Corps
NANCY	O	5	1099	HOTEL BAR LE CALIFORNIA	22, avenue du XXème Corps
NANCY	O	5	1101	HOTEL AZUR	84, rue St Dizier
NANCY	O	5	1102	BAR HOTEL MOLITOR	21, rue Molitor
NANCY	O	5	1104	HOTEL RESTAURANT LE PIROUX	12, rue Raymond Poincaré

NANCY	O	5	1105	HOTEL RESIDENCE	30, boulevard Jean Jaurès
NANCY	O	5	1106	HOTEL STANISLAS	22, rue Ste Catherine
NANCY	O	5	2517	HOTEL POINCARE	81, rue Raymond Poincaré
NANCY	O	5	2530	HOTEL JEAN JAURES	14, boulevard Jean Jaurès
NANCY	O	5	2534	HOTEL DE L'ACADEMIE	7, rue des Michottes
NANCY	O	5	2538	ACADIA RESID'HOTEL	23, rue de Graffigny
NANCY	O	5	3076	HOTEL MEUBLE ROUGET ET	27, rue du Haut Bourgeois
NANCY	O	5	3093	HOTEL SAINT GEORGES	7ter, rue du Tapis Vert
NANCY	O	5	3617	FOYER PIERRE VIVIER	156, boulevard d'Austrasie
NANCY	O	5	6415	HOTEL D'HAUSSONVILLE	9, rue Monseigneur Trouillet
NANCY	O	5	6511	HOTEL CLODION	2, rue Clodion
NANCY	O	5	6512	HOTEL FABVIER	172, avenue du général Leclerc
NANCY	O	5	6955	HOTEL AKENA PrêSTIGE	43, rue Raymond Poincaré
NANCY	P	2	862	DISCOTHEQUE LE CHAT NOIR	63, rue Jeanne d'Arc
NANCY	P	3	869	DISCOTHEQUE L'ENVERS	1 ter, rue Hoche
NANCY	P	4	866	LES CAVES DU ROY	9, place Stanislas
NANCY	P	4	867	LE BLUE NOTE	3 / 5, rue des Michottes
NANCY	P	4	873	RESTAURANT KIM HOA DISCOTHEQUE LE PYRAMIDE	6, rue Benit
NANCY	P	4	950	CLUB 54	17, rue de Serre
NANCY	P	4	2414	DISCOTHEQUE BAR L'ETAGE	7, rue Saint-Julien
NANCY	P	4	2495	LE METROPOLITAIN	4, avenue Foch
NANCY	R	1	716	CAMPUS LETTRES ET SCIENCES BAT. A	23, boulevard Albert 1er
NANCY	R	1	877	FACULTE DE DROIT	13, place Carnot
NANCY	R	1	879	LYCEE HENRI POINCARE	1, rue de la Visitation
NANCY	R	1	881	CITE SCOLAIRE Frédéric CHOPIN INTERNAT	39, rue du Sergent Blandan
NANCY	R	1	890	I.U.T. CHARLEMAGNE	2 ter, boulevard Charlemagne
NANCY	R	1	891	LYCEE LORITZ	29, rue des Jardiniers
NANCY	R	1	2717	CITE SCOLAIRE Frédéric CHOPIN EXTERNAT	39, rue Sergent Blandan
NANCY	R	2	717	FACULTE LETTRES BAT G	23, boulevard Albert 1er
NANCY	R	2	878	CITE SCOLAIRE GEORGES DE LA TOUR	5, rue de la Croix Ste Claude
NANCY	R	2	882	CONSERVATOIRE NATIONAL DE MUSIQUE	32, rue Michel Ney
NANCY	R	2	884	LYCEE JEANNE D'ARC	16, rue Pierre Fourier
NANCY	R	2	885	ENSEMBLE SCOLAIRE CHARLES DE FOUCAULD	1, rue Jeannot
NANCY	R	2	886	COLLEGE ND ST SIGISBERT	35, rue de la Ravinelle
NANCY	R	2	887	LYCEE ND ST SIGISBERT	19, cours Léopold
NANCY	R	2	894	FACULTE PHARMACIE	5, rue Albert Lebrun
NANCY	R	2	895	LYCEE CYFFLE	1, rue Cyffle
NANCY	R	2	899	ECOLE DES MINES	parc de Saurupt
NANCY	R	2	908	ADMINISTRATION ECONOMIQUE ET SOCIALE	4, rue de la Ravinelle
NANCY	R	2	930	I.U.F.M.	54bis, boulevard de Scarpone
NANCY	R	2	957	CAMPUS CARNOT RAVINELLE	4, rue de la Ravinelle
NANCY	R	2	1021	COLLEGE ALIX LE CLERC	17, cours Léopold
NANCY	R	2	2738	FACULTE LETTRES BAT J	23, boulevard Albert 1er
NANCY	R	2	3140	E.N.S.G.S.I.	8, rue Bastien Lepage
NANCY	R	2	3619	ECOLE D'ARCHITECTURE	rue Bastien Lepage
NANCY	R	2	4446	POLE DE GESTION	13, rue Michel Ney
NANCY	R	2	4958	AMPHI PARISOT FACULTE PHARMA	20, rue Lionnois
NANCY	R	2	5264	TOUR MARCEL BROT	1, rue Joseph Cugnot
NANCY	R	2	6044	MAISON DE LA FINANCE	avenue de la Libération
NANCY	R	2	6931	ENSIC BATIMENT A - SELLIER 1 - ROTULE	1, rue Grandville
NANCY	R	3	883	INSTITUT ST DOMINIQUE	11, rue du Manège
NANCY	R	3	888	COLLEGE GUYNEMER ECOLE DIDION RAUGRAFF	28, boulevard Joffre

NANCY	R	3	892	LYCEE PROFESSIONNEL JEAN PROUVE	53, rue de Bonsecours
NANCY	R	3	893	COLLEGE CHARLES DE FOUCAULD	40bis, rue Charles III
NANCY	R	3	896	COLLEGE CLAUDE LE LORRAIN	place Alain Fournier
NANCY	R	3	900	GROUPE SCOLAIRE BOUDONVILLE	64/66, rue de Boudonville
NANCY	R	3	902	CUCES	32-34, rue de Saurupt
NANCY	R	3	904	COLLEGE DE LA CRAFFE	2, rue de la Craffe
NANCY	R	3	905	COLLEGE LOUIS ARMAND	33, avenue de Brabois
NANCY	R	3	907	PRIMAIRE NOTRE DAME	40, quai Claude le Lorrain
NANCY	R	3	913	LYCEE PIERRE DE COUBERTIN ESICE	42, rue de Phalsbourg
NANCY	R	3	914	LYCEE PROFESSIONNEL C.DAUNOT	10, boulevard Georges Clémenceau
NANCY	R	3	915	ENSIC INP BAT. E	1, rue Grandville
NANCY	R	3	916	INSTITUT DE SOINS DENTAIRE	rue du Dr Heydenreich
NANCY	R	3	919	COLLEGE ALFRED MEZIERES	19, rue Alfred Mézières
NANCY	R	3	921	COLLEGE JEAN LAMOUR	56, boulevard de Scarponne
NANCY	R	3	923	PRIMAIRE BRACONNOT	12, rue Braconnot
NANCY	R	3	937	GROUPE SCOLAIRE MARCEL LEROY	101, rue du Mon Desert
NANCY	R	3	953	MAISON DE L'EUROPE ET DE L'INTERNATIONAL	34, cours Léopold
NANCY	R	3	973	ANNEXE DU RECTORAT CAFA-CIGAL	10, rue de Saintfontaine
NANCY	R	3	975	FACULTE CHIRURGIE DENTAIRE	96, avenue de Lattre Tassigny
NANCY	R	3	1410	FACULTE LETTRES BAT F	23, boulevard Albert 1er
NANCY	R	3	2113	COLLEGE DU SACRE COEUR	39, rue de Laxou
NANCY	R	3	2114	ENSEMBLE SCOLAIRE ST LEON	20, rue Saint Léon
NANCY	R	3	2498	MATERNELLE & PRIMAIRE ST LEON IX	26-28, rue St Léon
NANCY	R	3	2563	PréFIGURATION ARTEM	rue du Dr Heydenreich
NANCY	R	3	2593	C.N.F.P.T.	39, rue de Beaugard
NANCY	R	3	2594	CENTRE EUROPEEN UNIVERSITAIRE	15, place Carnot
NANCY	R	3	2720	UNIVERSITE DE LA CULTURE PERMANENTE	12, place de la Croix de Bourgogne
NANCY	R	3	4476	INTERNAT 1/2 PENSION LYCEE LORITZ	30, rue des Jardiniers
NANCY	R	3	4872	GROUPE CCI FORMATION 54	110, boulevard d'Austrasie
NANCY	R	3	4910	ECOLE D'APPLICATION CHARLEMAGNE	4, place des Ducs de Bar
NANCY	R	3	5045	E.N.A.C.T.	3, boulevard d'Austrasie
NANCY	R	3	5396	ENSIC BAT.D EGLIN	47, rue Henri Deglin
NANCY	R	3	5429	ANNEXE CHARLES DE FOUCAULD	32, rue des Tiercelins
NANCY	R	3	6153	ENSEMBLE SOCIO EDUCATIF ET SPORTIF	avenue du Rhin
NANCY	R	4	533	ESPACE MULTI- ACCUEIL LA PASSERELLE	8, rue Ste Cécile
NANCY	R	4	763	MATERNELLE BUTHEGNE MONT	45, rue Anne Feriet
NANCY	R	4	838	ENSEMBLE SCOLAIRE CHARLES DE FOUCAULD	40bis, rue Charles III
NANCY	R	4	864	ECOLE SAINT SAUVEUR	52, rue du Chemin Blanc
NANCY	R	4	910	MATERNELLE PRIMAIRE ST SIGISBERT	6, rue de la Ravinelle
NANCY	R	4	917	ENSEMBLE SCOLAIRE DE L'ALLIANCE	2, rue du général Chevert
NANCY	R	4	920	ECOLE DES BEAUX ARTS	1, avenue Boffrand
NANCY	R	4	925	PRIMAIRE SAINT GEORGES	16, rue Henri Bazin
NANCY	R	4	926	MATERNELLE SAINT GEORGES	18, rue Henri Bazin
NANCY	R	4	927	PRIMAIRE GEBHART	31-33, rue Emile Gebhart
NANCY	R	4	929	MATERNELLE BONSECOURS	21, rue de Bonsecours
NANCY	R	4	931	MATERNELLE DU MONTET	2, quai de la Bataille
NANCY	R	4	933	PRIMAIRE BUTHEGNE MONT	168-170, avenue de Boufflers
NANCY	R	4	934	ECOLE ELEMENTAIRE BUFFON	26, rue de la Bergamotte
NANCY	R	4	935	MATERNELLE BUFFON	26, rue de la Bergamotte
NANCY	R	4	936	CRECHE JEANINE BODSON	15, rue Gustave Eiffel

NANCY	R	4	940	ECOLE JEANNE DE LYS	8, rue Joli Coeur
NANCY	R	4	943	INSTITUT FORMATION MASSO-KINE.ERGOTHERAPIE	57 bis, rue de Nabecor
NANCY	R	4	948	MATERNELLE ROBERTY	9, rue des Etats
NANCY	R	4	952	MATERNELLE JEAN JAURES	46 bis, rue de la République
NANCY	R	4	955	MATERNELLE ALFRED MEZIERES	9 allée St Vincent
NANCY	R	4	958	MATERNELLE LA FONTAINE	avenue Raymond Pinchard
NANCY	R	4	959	ECOLE DE LA PROVIDENCE	rue Laurent Bonnevey
NANCY	R	4	960	MATERNELLE DIDION	rue Saint Thiebaut
NANCY	R	4	961	PRIMAIRE SAINT VINCENT	23, rue de Solignac
NANCY	R	4	962	MATERNELLE CLEMENCEAU	54, boulevard Clémenceau
NANCY	R	4	965	IMP GAI SOLEIL	14, rue de Metz
NANCY	R	4	966	PRIMAIRE DES III MAISONS	22-24, rue St Fiacre
NANCY	R	4	967	CRECHE LOUISE DELSART	26, rue Joseph Laurent
NANCY	R	4	968	CRECHE OSIRIS	14, rue St Thiebaut
NANCY	R	4	969	MATERNELLE STANISLAS	46, rue Raymond Poincaré
NANCY	R	4	971	MATERNELLE CHARLEMAGNE	rue du Chanoine Blaise
NANCY	R	4	972	MATERNELLE GEBHART	30, rue Emile Gebhart
NANCY	R	4	974	PRIMAIRE CLEMENCEAU	rue de Vaucouleurs
NANCY	R	4	976	MATERNELLE DES III MAISONS	7, rue de l'Atrie
NANCY	R	4	977	ECOLE SAGES FEMMES	rue du Dr Heydenreich
NANCY	R	4	978	LYCEE TECHNIQUE MARIE IMMACULEE	33, avenue du général Leclerc
NANCY	R	4	981	CRECHE JACQUES CALLOT	quai de la Bataille
NANCY	R	4	984	I.N.F.O.M.A.	7, rue des Cordeliers
NANCY	R	4	994	CRECHE WUNSCHENDORFF	4, rue Baron Louis
NANCY	R	4	1169	MUSIC ACADEMY INTERNATIONAL	12, avenue du XXème Corps
NANCY	R	4	2111	PRIMAIRE SAINT PIERRE	1, rue du Doct Heydenreich
NANCY	R	4	2112	ECOLE ST JEAN BAPTISTE DE LA SALLE	9, place de l'Arsenal
NANCY	R	4	2180	MATERNELLE SAINT PIERRE	106, avenue de Strasbourg
NANCY	R	4	2464	ECOLE ND DE BONSECOURS	12, rue ND de Bonsecours
NANCY	R	4	2465	CRECHE STE BERNADETTE & STE SOPHIE	110, rue de Boudonville
NANCY	R	4	2470	MATERNELLE MICHELET	10, rue Dominique Louis
NANCY	R	4	2476	ECOLE PRIVEE ST PIERRE	8, rue Nabecor
NANCY	R	4	2477	PRIMAIRE LA FONTAINE	avenue Raymond Pinchard
NANCY	R	4	2480	ECOLE MATERNELLE CHARLES III	100, rue Saint Nicolas
NANCY	R	4	2639	TOUR ONYX - ECOLE D'INFIRMIERES	boulevard de la Mothe
NANCY	R	4	2707	THE LITTLE GYM	6, rue Christian Pfister
NANCY	R	4	2802	MAISON D'ACCUEIL SPIRITUELLE (Prieuré Ste Thérèse)	10, rue du Carmel
NANCY	R	4	2815	D.A.F.C.O.	28, rue de Saurupt
NANCY	R	4	2879	CENTRE MULTI-ACCUEIL PETITE ENFANCE	35, avenue de Boufflers
NANCY	R	4	2900	E.S.I.C.E ANNEXE BAT. 2	rue Robert Schumann
NANCY	R	4	3095	INSTITUT EUROPEEN DU CINEMA ET AUDIO	10, rue Michel Ney
NANCY	R	4	3437	ENSIC INP BAT.C	2, rue de la Citadelle
NANCY	R	4	3640	PRIMAIRE JEAN JAURES	25, boulevard Jean Jaures
NANCY	R	4	3687	CFA AUTOMOBILE ET METIERS DE L'INDUSTRIE	53, rue de Bonsecours
NANCY	R	4	3885	E.M.A.N.	rue des Frères Henry
NANCY	R	4	4196	ECOLE ND DE BONSECOURS	27, rue de Bonsecours
NANCY	R	4	4330	ECOLE DE CONDE	64, rue Marquette
NANCY	R	4	4434	CENTRE FORMATION HEBERGEMENT JEUNES SPORTIFS	parc de Gentilly
NANCY	R	4	4679	ECOLE DE MUSIQUE ANNEXE DRIANT	78, rue St Georges
NANCY	R	4	4831	LYCEE SAINT DOMINIQUE	56, place Monseigneur Ruch
NANCY	R	4	4869	GROUPE SCOLAIRE BEAUREGARD	12, rue Gustave Charpentier

NANCY	R	4	5046	CENTRE NATION.FORM.TECHN.D E LA POSTE	34/36, boulevard Lobau
NANCY	R	4	5270	CRECHE CLODION	6, rue Clodion
NANCY	R	4	5302	CENTRE ST STANISLAS	163, rue Saint Dizier
NANCY	R	4	5597	GROUPE SCOLAIRE DES TIERCELINS	74, rue des Fabriques
NANCY	R	4	6019	INSTITUT DE FORMATION EN ERGOTHERAPIE	rue des sables Espace Florentin
NANCY	R	4	6994	ECOLE ORY	1 /3, rue de la Salle
NANCY	R	5	833	UNITE D'ACCUEIL ET D'ORIENTATION	7, rue Frédéric Chopin
NANCY	R	5	2587	CENTRE M.E.C.S. ADOLESCENTS	95, avenue de Strasbourg
NANCY	S	2	988	MEDIATHEQUE	10, rue Baron Louis
NANCY	S	2	990	BIBLIOTHEQUE UNIVERS.SECTION LETTRES	46, avenue de la Libération
NANCY	S	2	995	BIBLIOTHEQUE INTER-UNIVERS.DE DROIT	11, place Carnot
NANCY	S	4	901	BIBLIOTHEQUE SICD	30, rue Lionnois
NANCY	S	4	992	BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE	43, rue Stanislas
NANCY	T	3	2085	HOTEL DES VENTES PLACIEUX	12- 14, rue du Placieux
NANCY	U	1	2214	CHRN ZONE A	29, avenue Mal de Lattre Tassigny
NANCY	U	1	2221	CHRN ZONE B	29, avenue Mal de Lattre Tassigny
NANCY	U	1	2232	CHRN ZONE CD	29, avenue Mal de Lattre Tassigny
NANCY	U	1	2270	CHRN ZONE E	29, avenue Mal de Lattre Tassigny
NANCY	U	1	2285	CHRN ZONE F	29, avenue Mal de Lattre Tassigny
NANCY	U	2	1004	MATERNITE REGIONALE	10, rue du Dr Heydenreich
NANCY	U	2	2279	CHR BATIMENT NEUROLOGIE	29, avenue Mal de Lattre Tassigny
NANCY	U	3	1002	POLYCLINIQUE DE GENTILLY	2, rue Marie Marvingt
NANCY	U	3	1005	MAISON HOSPITALIERE ST CHARLES	56bis, rue des 4 Eglises
NANCY	U	3	1006	CLINIQUE DE TRAUMATOLOGIE	49, rue Hermite
NANCY	U	3	1008	CLINIQUE AMBROISE PARE	rue Ambroise Pare
NANCY	U	3	1023	CLINIQUE MAJORELLE	1240, avenue Raymond Pinchard
NANCY	U	3	2634	INSTITUT REGIONAL DE READAPTATION	boulevard Lobau
NANCY	U	4	1003	HOPITAL SAINT JULIEN	1, rue Foller
NANCY	U	4	1007	HOPITAL VILLEMIN	47, rue de Nabecor
NANCY	U	4	1014	MAISON RETRAITE ST SAUVEUR	35, rue Victor Prouvé
NANCY	U	4	1015	CLINIQUE ST JEAN	5/7, place Provençal
NANCY	U	4	1018	HOPITAL MARINGER	36, quai de la Bataille
NANCY	U	4	1026	CENTRE DE LONG SEJOUR ST STANISLAS	rue des Fabriques
NANCY	U	4	1498	A.L.A.G.H.	1061, avenue Raymond Pinchard
NANCY	U	4	5107	CLINIQUE SAINT DON	rue Ambroise Pare
NANCY	U	4	5507	CHRN BAT.GROSIDIDIER	29, avenue du Mal de Lattre de Tassigny
NANCY	U	5	6021	CENTRE POST-CURE VIRAY	26, rue de Viray
NANCY	U	5	6173	CENTRE D'ADOLESCENTS	11, rue des Glacis
NANCY	V	1	4599	BASILIQUE ND DE LOURDES	149, avenue général Leclerc
NANCY	V	2	1030	CATHEdraLE	place Monseigneur Ruch
NANCY	V	2	1031	BASILIQUE ST EPVRE	place St Epvre
NANCY	V	2	2158	EGLISE JC DES SAINTS DES DERNIERS JOURS	69, rue de Badonviller
NANCY	V	2	3089	EGLISE DU SACRE COEUR	39, rue de Laxou
NANCY	V	2	4598	EGLISE STE ANNE BEAUREGARD	1, rue Guy Ropartz
NANCY	V	3	463	SYNAGOGUE	boulevard Joffre
NANCY	V	3	1034	EGLISE LA VIERGE DES PAUVRES	avenue Pinchard
NANCY	V	3	1035	EGLISE ST SEBASTIEN	rue des Ponts
NANCY	V	3	1036	EGLISE EVANGELIQUE PENTECOTE	58/60, rue du Placieux
NANCY	V	3	2609	MAISON DES ASSOCIATIONS	8, place Laverny
NANCY	V	3	4590	EGLISE ST JOSEPH	rue Mon Desert
NANCY	V	3	4591	EGLISE ST LEON IX	6 bis, rue St Léon
NANCY	V	3	4592	EGLISE ST MANSUY	243, avenue de la Libération
NANCY	V	3	4593	EGLISE ST NICOLAS	47, rue Charles III

NANCY	V	3	4594	EGLISE ST PIERRE	place du Doyen Roubault
NANCY	V	3	4596	EGLISE ST VINCENT & ST FIACRE	7, allée St Vincent
NANCY	V	3	4597	TEMPLE PROTESTANT	6, rue Chanzy
NANCY	V	3	4836	CENTRE CULTUREL TURC	117, rue Charles III
NANCY	W	3	1042	HOTEL DE LA COMMUNAUTE URBAINE	22-24, viaduc Kennedy
NANCY	W	3	4194	PréFECTURE MEURTHE & MOSELLE	3-5, rue Lyautey
NANCY	W	3	5965	MAISON DE L'EMPLOI	88, avenue du XXème Corps
NANCY	W	4	773	COUR D'APPEL DE NANCY	3 rue Suzanne Regnault-Gousset (place carrière)
NANCY	W	4	815	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE	53, rue Stanislas
NANCY	W	4	989	JOFFRE ST THIEBAUT - BATIMENT B	boulevard Joffre
NANCY	W	4	1039	CONSEIL GENERAL	48, rue du Sergent Blandan
NANCY	W	4	2577	RECTORAT DE NANCY-METZ	6 bis, rue du Manège
NANCY	X	1	1045	PISCINE DE GENTILLY	avenue Raymond Pinchard
NANCY	X	1	1046	PALAIS DES SPORTS JEAN WEILLE	rue du Capitaine Guynemer
NANCY	X	1	1048	PISCINE LOUISON BOBET	rue du Sergent Blandan
NANCY	X	2	297	PISCINE RONDE ET GALERIE	rue du Sergent Blandan
NANCY	X	2	1049	GYMNASE JACQUET	parc de la Pepinière
NANCY	X	2	1057	GYMNASE PROVENCAL	quai Rene II
NANCY	X	2	4243	PISCINE OLYMPIQUE NANCY THERMAL	43, rue Sergent Blandan
NANCY	X	2	6207	BOWLING COMPLEXE KINEPOLIS	3-5, rue Victor
NANCY	X	3	455	CENTRE LOISIRS KARTING	62-66, rue Oberlin
NANCY	X	3	1050	PISCINE GYMNASSE UNIVERSITAIRE	rue de Verdun
NANCY	X	3	1051	GYMNASE UNIVERSITAIRE A.LEFEBVRE	1bis, boulevard Albert 1er
NANCY	X	3	1052	SALLE DES SPORTS POINCARÉ	56, rue Raymond Poincaré
NANCY	X	3	6476	GYMNASE ANDRE MARTINY	rue Victor
NANCY	X	4	352	GYMNASE LOUIS ARMAND	33, avenue de Brabois
NANCY	X	4	1054	SALLE DES SPORTS SNCF	Impasse du Caveau
NANCY	X	4	1055	HALL GYMNASIQUE CHARLES DE FOUCAULD	3, rue Jeannot
NANCY	X	4	1058	GYMNASE PISCINE P. DE COUBERTIN	avenue Raymond Pinchard
NANCY	X	4	2786	GYMNASE CLEMENCEAU	83, rue du Mal Oudinot
NANCY	X	4	4635	GYMNASE HENRI BAZIN	47, rue Henri Bazin
NANCY	X	4	5192	GYMNASE ALFRED MEZIERES	4, quai Choiseul
NANCY	X	4	6178	GYMNASE HENRI POINCARÉ	2, rue de la Visitation
NANCY	Y	2	6141	HALLE D'EXPOSITION SITE ALSTOM	50, rue Oberlin
NANCY	Y	3	993	MUSEUM AQUARIUM	34, rue Sainte Catherine
NANCY	Y	3	997	MUSEE DES BEAUX ARTS	3, place Stanislas
NANCY	Y	4	998	MUSEE LORRAIN	64, Grand rue
NANCY	Y	4	999	MUSEE CORBIN	36, rue du Sergent Blandan
NANCY	Y	4	4774	MUSEE DES CORDELIERS	70, Grand Rue
NEUFMAISONS	R	4	4053	CENTRE D'ACCUEIL ET D'HEBERGEMENT	Chateau de la Cense de Koeur
NEUVES MAISONS	J	4	1774	M.A.P.A.D.	14, rue Boyard
NEUVES MAISONS	J	4	1775	FOYER CIBULKA	72 bis, rue Jean Jaurès
NEUVES MAISONS	J	4	5912	FPA RESIDENCE DU PARC	2, rue Mendès France
NEUVES MAISONS	L	3	1755	CENTRE CULTUREL JEAN L'HOTE	place Ernest Poirson
NEUVES MAISONS	L	4	1756	SALLE POLYVALENTE PASTEUR	7, rue Pasteur
NEUVES MAISONS	M	1	1757	INTERMARCHÉ	1137, rue Pasteur
NEUVES MAISONS	M	3	7230	MARCHE MUNICIPAL	rue de la Paix
NEUVES MAISONS	M	4	1761	MARCHE PLUS	26, rue du Capitaine Caillon
NEUVES MAISONS	M	4	4755	ETS GUIDON	4, rue du Capitaine Caillon
NEUVES MAISONS	O	5	6700	HOTEL RESTAURANT TERMINUS	48, rue du général Thiry
NEUVES MAISONS	O	5	6887	HOTEL CASTEL	67, rue du général Thiry

NEUVES MAISONS	PA	1	4192	STADE ANDRE COURRIER	rue Pasteur
NEUVES MAISONS	R	2	1764	COLLEGE JACQUES CALLOT	rue Jacques Callot
NEUVES MAISONS	R	3	1765	COLLEGE JULES FERRY	place Poirson
NEUVES MAISONS	R	4	1310	MAISON DE L'ENFANT	1, Impasse Aristide Briand
NEUVES MAISONS	R	4	1766	MATERNELLE BURE	17, rue du général Leclerc
NEUVES MAISONS	R	4	1768	ECOLE PRIMAIRE FRANCOIS VILLON	rue du général Leclerc
NEUVES MAISONS	R	4	1769	ECOLE EMILE ZOLA	place Ernest Poirson
NEUVES MAISONS	R	4	5090	PRIMAIRE LOUISE MICHEL	place Ernest Poirson
NEUVES MAISONS	U	4	1773	CLINIQUE ST ELOI	5, rue Aristide Briand
NEUVES MAISONS	V	3	1776	EGLISE ST ANTOINE DE PADOUE	place Jarland
NEUVES MAISONS	X	3	1778	PISCINE COMMUNAUTAIRE	5, rue d' Yser
NEUVES MAISONS	X	3	1779	SALLE DES SPORTS ANDRE PLUMET	1, rue Haute Borne
NEUVES MAISONS	X	3	6739	C.O.S.E.C.	rue Jacques Callot
NEUVILLER LES BADONVILLER	L	4	4800	SALLE POLYVALENTE	3bis, rue général de Castelnau
NOMENY	L	3	1613	SALLE POLYVALENTE	place Valentin Brocard
NOMENY	O	5	6875	HOTEL DU COMMERCE	2, place Valentin Brocard
NOMENY	R	3	1614	COLLEGE DU VAL DE SEILLE	3, rue Louis Marin
NOMENY	R	4	1116	ECOLE MATERNELLE et PERI SCOLAIRE	rue Fourier d'Hincourt
NOMENY	R	4	1615	GROUPE SCOLAIRE	place Victoire
NORROY LE SEC	L	4	401	FOYER D'EDUCATION POPULAIRE	88, rue Pasteur
NORROY LE SEC	N	3	402	CAFE DANCING CHEZ BERTRAND	48, rue Pasteur
NORROY LE SEC	V	3	403	EGLISE	rue Pasteur
NORROY LES PONT A MOUSSON	L	3	1616	SALLE POLYVALENTE	cour du Chateau
NORROY LES PONT A MOUSSON	V	3	1617	EGLISE	Cours du Chateau
NOVIAINT AUX PrÉS	L	4	1947	CENTRE SOCIO CULTUREL	place du Champ de Foire
NOVIAINT AUX PrÉS	V	3	1948	EGLISE	place de l'Eglise
ONVILLE	J	4	405	MAISON DE RETRAITE	6 - 10, Grand rue
ONVILLE	L	4	404	ASSOCIATION JEANNE D'ARC	8-10 rue de l'Eglise
ONVILLE	R	4	4609	MAIRIE ECOLE	1, rue de la Mairie
ONVILLE	V	3	406	EGLISE	rue de l'Eglise
OZERAILLES	L	4	6985	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	6, Grand rue
PAGNEY DERRIERE BARINE	P	3	1949	PUB ROCK PAULETTE	47, rue Régine Kricq
PAGNY SUR MOSELLE	J	4	5913	RESIDENCE DR JEANCLAUDE	28, rue Nivoy
PAGNY SUR MOSELLE	L	2	6856	CENTRE SOCIO CULTUREL 2000	5bis, rue Victoire
PAGNY SUR MOSELLE	L	4	1619	MAISON POUR TOUS SALLE POLYVALENTE	11E, rue de la Victoire
PAGNY SUR MOSELLE	M	3	1620	SUPERMARCHÉ CHAMPION	avenue Jean Jaurès
PAGNY SUR MOSELLE	N	4	1622	BAR LE BOUCHON	4, rue de Serre
PAGNY SUR MOSELLE	PA	1	2838	STADE OMNISPORTS 2000	rue Pointant Champ
PAGNY SUR MOSELLE	R	3	1623	GROUPE SCOLAIRE PAUL BERT	4, rue Albert Favelin
PAGNY SUR MOSELLE	R	3	1624	COLLEGE LA PLANTE GRIBE	3, rue Marie Montessori
PAGNY SUR MOSELLE	R	4	776	MATERNELLE GASTON AUBIN	2, rue Albert Favelin
PAGNY SUR MOSELLE	R	4	1625	MATERNELLE MONTESSORI	1, rue Marie Montessori
PAGNY SUR MOSELLE	X	3	1626	SALLE DES SPORTS	24, rue Nivoy
PARROY	L	4	4049	SALLE POLYVALENTE	55, rue des Ecoles
PETITMONT	L	4	648	SALLE DES FETES	41, rue de la 2ème D.B.
PETITMONT	V	3	649	EGLISE	
PEXONNE	R	4	650	CENTRE DE VACANCES LA COMBELLE	rue de la Combelle
PEXONNE	V	3	651	EGLISE	
PIENNES	L	3	409	SALLE JEAN VILLAR	rue du 8 mai 1945
PIENNES	L	4	410	SALLE GERARD PHILIPPE	rue du Colonel Fabien
PIENNES	M	2	411	SUPERMARCHÉ MATCH	10, rue Pierre Potier
PIENNES	M	2	412	SUPERMARCHÉ CHAMPION	24, rue de la Mourière
PIENNES	M	3	5819	MAGASIN ALDI MARCHE	ZA de la Mourière
PIENNES	M	3	6974	MAGASIN LIDL	rue Joliot Curie
PIENNES	PA	2	4344	STADE DE FOOTBALL RENE ROUSSEAU	avenue Joliot Curie

PIENNES	R	2	413	COLLEGE PAUL LANGEVIN	13, rue Jean Moulin
PIENNES	V	3	414	EGLISE	rue d'Estienne d'Orves
PIENNES	X	3	415	GYMNASE JEAN STELLA	rue Emile Zola
PIERRE LA TREICHE	V	3	1950	EGLISE	Grande rue
PIERRE PERCEE	O	5	4141	HOTEL RESTAURANT LE CHALET	Grande Voye
PIERREPONT	L	4	148	SALLE COMMUNALE DES PAQUIS	place de la Victoire
POMPEY	J	4	4149	MAISON RETRAITE NOTRE CHAUMIERE	54, rue des Jardins Fleuris
POMPEY	J	4	5774	FPA RESIDENCE LES MARRONNIERS	2bis, rue de Vannes
POMPEY	L	2	1373	CENTRE SOCIO CULTUREL JEAN HARTMANN	59, avenue du général de Gaulle
POMPEY	L	3	5189	SOCIETE NOVASEP SAS SITE EIFFEL	boulevard de la Moselle
POMPEY	L	4	3326	MAISON POUR TOUS	99ter, rue des Jardins Fleuris
POMPEY	M	2	1375	MAGASIN LEADER PRICE	Z.A. de Turlomont
POMPEY	N	3	1378	CENTRE DE VIE RESTO DU PARC	boulevard de Finlande
POMPEY	N	3	3643	LPR B.SCHWARTZ BAT. 1/2 PENSION	5, rue Ste Anne
POMPEY	R	3	1379	LPR BERTRAND SCHWARTZ	5, rue Sainte Anne
POMPEY	R	4	1374	CENTRE AERE	rue de l'Avant Garde
POMPEY	R	4	1380	PRIMAIRE EIFFEL BATIMENT A	37, rue des Jardins Fleuris
POMPEY	R	4	1381	PRIMAIRE EIFFEL BATIMENT B	rue des Jardins Fleuris
POMPEY	R	4	1383	MATERNELLE GILBERTE MONNE	1, rue des Brevelles
POMPEY	R	4	1384	MATERNELLE COUSTEAU	rue des Jardins Fleuris
POMPEY	R	4	1385	ANNEXE LPR BERTRAND SCHWARTZ	11, rue des Jardins Fleuris
POMPEY	U	3	1386	HOPITAL DE POMPEY	3, rue de l'Avant Garde
POMPEY	U	4	1388	MAISON RETRAITE DE L'AVANT GARDE	6, rue de l'Avant Garde
POMPEY	X	2	1389	PISCINE NAUTIS PLUS	avenue Gambetta
PONT A MOUSSON	J	4	1666	MAISON RETRAITE JOSEPH MAGOT	place Colombe
PONT A MOUSSON	J	4	1667	MAISON RETRAITE ST FRANCOIS D'ASSISE	69, rue du général Leclerc
PONT A MOUSSON	J	4	5919	RESIDENCE PHILIPPE DE GULDRES	place Colombe
PONT A MOUSSON	J	5	437	ASSOCIATION REALISE	53, chemin des 19 Arches
PONT A MOUSSON	J	5	5404	UNITE D'ACCUEIL ET D'ORIENTATION	avenue du 26ème BCP
PONT A MOUSSON	L	1	6445	SALLE SOCIO-CULTURELLE	chemin de Montrichard
PONT A MOUSSON	L	3	1627	MAISON DES SOCIETES	32 avenue des Etats Unis
PONT A MOUSSON	L	3	1628	ESPACE SAINT LAURENT	rue Philippe de Guelldres
PONT A MOUSSON	L	3	1630	CENTRE CULTUREL DES Prémontres	9, rue Saint Martin
PONT A MOUSSON	L	3	4890	PAM SA SALLE DES FETES	22, avenue Camille Cavallier
PONT A MOUSSON	L	4	1629	CINEMA CONCORDE	48, place Duroc
PONT A MOUSSON	L	4	1657	CENTRE AERE L'OASIS	chemin côte Chadevee
PONT A MOUSSON	L	4	1661	FOYER PROCHEVILLE	rue Alexandre Fleming
PONT A MOUSSON	L	4	1663	F.J.E.P.	51, rue de Scarpone
PONT A MOUSSON	M	1	1631	SUPERMARCHE MATCH	Le Pré Latour
PONT A MOUSSON	M	1	1632	INTERMARCHE	1015, chemin de la Corderie
PONT A MOUSSON	M	1	1633	MAGASIN INTERMARCHE	rue Nicolas Pierson
PONT A MOUSSON	M	2	239	BRICOMARCHE	route de Metz
PONT A MOUSSON	M	2	1634	MAGASIN NETTO	59, avenue général Patton
PONT A MOUSSON	M	2	1638	LA HALLE	38, rue Victor Hugo
PONT A MOUSSON	M	3	1605	MAGASIN CHAUSS EXPO	1bis, avenue Guynemer
PONT A MOUSSON	M	3	1635	MAGASIN CONNEXION	200, allée Pierre Brossolette
PONT A MOUSSON	M	3	1636	VETIMARCHE	Zac du Breuil
PONT A MOUSSON	M	3	1637	BRICOMARCHE	178, allée Pierre Brossolette
PONT A MOUSSON	M	3	1640	MAGASIN LIDL	avenue Guynemer
PONT A MOUSSON	M	4	1709	POINT P VANNESSON	38, rue du Bois le Prêtre
PONT A MOUSSON	M	4	6436	SCI PAM	lieudit Premier bas lieux
PONT A MOUSSON	O	4	1648	COMFORT'INN PRIMEVERE	210, allée de l'Espace Saint Martin
PONT A MOUSSON	O	5	1682	RELAIS DE LA POSTE	42, rue Victor Hugo
PONT A MOUSSON	O	5	6877	HOTEL BAGATELLE	49, rue Gambetta

PONT A MOUSSON	O	5	6879	HOTEL RESTAURANT LA BODEGA	148, rue Bois le Prêtre
PONT A MOUSSON	O	5	6881	HOTEL EUROPEEN	162, avenue de Metz
PONT A MOUSSON	P	4	1651	CABARET SWING	266, avenue Etats-Unis
PONT A MOUSSON	PA	1	4825	STADE DE L'ILE D'ESCH	Ile d'Esch
PONT A MOUSSON	R	2	1652	LYCEE ET COLLEGE MARQUETTE	place Foch
PONT A MOUSSON	R	2	1653	LYCEE HANZELET	79, place de Trey
PONT A MOUSSON	R	2	1654	ECOLE ET COLLEGE NOTRE DAME	2, rue Charles Lepois
PONT A MOUSSON	R	3	1655	LPR HELENE BARDOT	12, place St Antoine
PONT A MOUSSON	R	3	1656	CENTRE FORMATION APPRÉNTIS DU BATIMENT	rue Nicolas Pierson
PONT A MOUSSON	R	4	874	MATERNELLE GUYNEMER	265, rue Maurice Barrès
PONT A MOUSSON	R	4	1659	GRUPE SCOLAIRE DE PROCHEVILLE	8, avenue général de Gaulle
PONT A MOUSSON	R	4	2134	ECOLE ELEMENTAIRE GUYNEMER	265, rue Maurice Barrès
PONT A MOUSSON	R	4	4853	MATERNELLE SAINT JEAN	30, rue Clémenceau
PONT A MOUSSON	R	4	4854	GRUPE SCOLAIRE GEORGES POMPIDOU	avenue de l'Europe
PONT A MOUSSON	R	4	5339	MATERNELLE ST CHARLES	place Colombe
PONT A MOUSSON	R	4	5340	PRIMAIRE PIERRE DOHM	64, rue du 26ème BCP
PONT A MOUSSON	S	4	1664	MEDIATHEQUE	rue de l'Institut Magot
PONT A MOUSSON	U	3	1665	CENTRE HOSPITALIER	place Colombe
PONT A MOUSSON	U	5	2309	CPN ANNEXE UNITE PSYCHIATRIQUE	plac Colombey
PONT A MOUSSON	V	3	1668	EGLISE ST LAURENT	rue Saint Laurent
PONT A MOUSSON	V	3	1669	EGLISE ST MARTIN	rue Saint Martin
PONT A MOUSSON	X	1	1670	CENTRE DES SPORTS	avenue Guynemer
PONT A MOUSSON	X	2	4739	PISCINE COUVERTE	rue Robert Schuman
PONT A MOUSSON	X	2	6442	BOULODROME DU STADE DE L'ILE D'ESCH	lieudit derrière les murs
PONT A MOUSSON	X	3	1672	GYMNASE	rue du Président Kennedy
PONT A MOUSSON	X	3	2780	SALLE DE GYMNASTIQUE	chemin de Montrichard
PONT A MOUSSON	X	3	6880	GYMNASE HANZELET	rue des Foins
PONT SAINT VINCENT	M	3	2104	MAGASIN ALDI	rue Antoine Becquerel
PONT SAINT VINCENT	O	4	1770	I.N.R.S.	Zone d'activités
PONT SAINT VINCENT	R	3	1784	LYCEE PROFES. REGIONAL LA TOURNELLE	2, rue de Lorraine
PONT SAINT VINCENT	X	3	1785	SALLE DES SPORTS	82, rue Jean Jaurès
PULLIGNY	L	4	1786	SALLE POLYVALENTE	place du Foyer culturel
PULLIGNY	L	4	1787	FOYER RURAL MAIRIE	2, Grande rue
PULLIGNY	V	3	1788	EGLISE	place du Jet d'eau
PULNOY	J	3	2649	E.H.P.A.D.	zac des Sables
PULNOY	L	3	1390	CENTRE SOCIO CULTUREL ROGER GALMICHE	rue du Golf
PULNOY	L	4	1382	CLUB HOUSE DU GOLF	rue du Golf
PULNOY	M	2	1391	PROCANIS - MANUFACTURE DE LA LITERIE	6, rue des Tarbes
PULNOY	M	3	3334	TROC DE L'ILE	1, rue des Trezelots
PULNOY	M	3	4957	MAGASIN BRAVO LES AFFAIRES - OPTICIEN KRYSS	4/6/8, rue du Haut Chêne
PULNOY	M	3	6152	MAGASIN KRYSS	8, rue du Haut Chêne
PULNOY	R	3	1392	COLLEGE EDMOND GONCOURT	route de Seichamps
PULNOY	R	3	4186	PARC RECREATIF TUBITUBA	25, avenue Charles de Gaulles
PULNOY	R	4	1393	GRUPE SCOLAIRE VAL DE MASSERINE	avenue du Gremillon
PULNOY	R	4	1427	GRUPE SCOLAIRE LA MOISSONNERIE	Chemin du Tir
PULNOY	R	4	3337	MATERNELLE DES 4 VENTS	rue de la Vanoise
PULNOY	W	3	3347	MAIRIE	9, rue de Saulxures
PULNOY	X	4	1394	GYMNASE EDMOND GONCOURT	rue de Seichamps
RAON LES LEAU	L	4	658	FOYER RURAL	1, rue de la Mairie
RAON LES LEAU	V	3	654	EGLISE	
REHAINVILLER	L	4	655	CENTRE SOCIO EDUCATIF	7, rue d'Adomenil
REHAINVILLER	O	5	4143	HOTEL RESTAURANT CAMPANILE	avenue des Vosges
REHAINVILLER	O	5	4144	RESTAURANT CHATEAU D'ADOMENIL	Chateau d'Adomenil

REHAINVILLER	V	3	656	EGLISE	rue d'Adomenil
REHERREY	L	4	657	MAISON POUR TOUS	2, rue de la Mairie
REHON	L	3	149	MAISON DE LA JEUNESSE	12, rue de Longwy
REHON	PA	1	6970	STADE FOOTBALL D'HEUMONT	rue de la Ferme
REHON	R	3	153	COLLEGE PIERRE BROSSOLETTE	2A, rue de Chenières
REHON	R	3	5039	SALLES L'ABBE PETIT	1, rue des Ecoles
REHON	X	3	154	COSEC SALLE ANTOINE RUDONI	rue Jean Feuillettre
REILLON	R	4	4179	LA CROISEE DECOUVERTE	9bis, Grand rue
REMBER COURT SUR MAD	L	4	4298	SALLE DES FETES	rue Marie Maussee
REMEREVILLE	L	4	2092	SALLE POLYVALENTE	5, rue de l'Eglise
REPAIX	L	4	602	SALLE POLYVALENTE	rue d'Autrepierre
RICHARDMENIL	L	3	1789	MAISON DU TEMPS LIBRE	rue du général de Gaulle
RICHARDMENIL	M	3	1790	ECOMARCHE	59, rue général de Gaulle
RICHARDMENIL	M	3	5177	MAGASIN TREFF MARCHE	43, rue Alfred de Vigny
RICHARDMENIL	O	5	6275	RELAIS DU SOUS BOIS	78, rue de Nancy
ROSIERES AUX SALINES	J	4	1791	MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE	734, avenue des Vosges
ROSIERES AUX SALINES	J	4	1797	EPDTPH FOYER D'ACCUEIL SPECIALISE	4, rue Léon Parisot
ROSIERES AUX SALINES	J	4	4415	EPDTPH FOYER D'HEBERGEMENT BAT.PARISOT	4, rue Léon Parisot
ROSIERES AUX SALINES	L	4	1794	SALLE POLYVALENTE	rue Yvon Malpièce
ROSIERES AUX SALINES	L	4	1795	MAISON RETRAITE VIVRE	rue du Paquis des Toiles
ROSIERES AUX SALINES	R	4	1792	ECOLE PRIMAIRE MIXTE	place de la République
ROSIERES AUX SALINES	R	4	1793	LA MARELLE	11, rue de la Moselle
ROSIERES AUX SALINES	R	4	1796	MATERNELLE SAINT PIERRE	4, place Saint Pierre
ROSIERES AUX SALINES	R	4	6795	CAPS ATELIER DU FAS	4, rue Léon Parisot
ROSIERES AUX SALINES	V	3	1798	EGLISE ST PIERRE	place Saint Pierre
ROSIERES EN HAYE	L	4	1951	SALLE DES FETES	rue des Ardennes
ROVILLE DEVANT BAYON	L	4	1800	SALLE DES FETES	23, place Mathieu de Dombasle
ROVILLE DEVANT BAYON	M	3	6798	MAGASIN ALDI MARCHE	avenue général Leclerc
ROYAUMEIX	J	4	6185	MAISON D'ACCUEIL BRANCION	11, rue Carnot
ROYAUMEIX	L	4	1952	CENTRE SOCIO CULTUREL	place de la Reine Brunehaut
ROYAUMEIX	V	3	1953	EGLISE	rue Carnot
ROZELIEURES	L	4	4897	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	26, rue Haute
SAINT AIL	L	4	417	SALLE POLYVALENTE	rue des Jardins
SAINT AIL	L	4	5851	FOYER EDUCATION POPULAIRE	rue des Jardins
SAINT CLEMENT	J	4	4063	RESIDENCE DE L'AGE D'OR	19, rue Haxo
SAINT CLEMENT	L	4	659	SALLE POLYVALENTE	rue de la Division Leclerc
SAINT CLEMENT	L	4	660	SALLE DES FETES	route de Lunéville
SAINT CLEMENT	V	3	661	EGLISE	rue de l'Eglise
SAINT FIRMIN	J	4	1804	MAISON RETRAITE DE LA COMPASSION	5, rue Barre
SAINT JEAN LES LONGUYON	R	4	159	CENTRE DE VACANCES ET LOISIRS ST JEAN	lieudit Tillombois
SAINT JULIEN LES GORZE	L	4	418	SALLE POLYVALENTE	rue Basse
SAINT MARCEL	P	4	419	CLUB DES ILES	9, route de Metz
SAINT MAX	J	4	1404	FOYER L'EAU VIVE	40, rue de Mainvaux
SAINT MAX	J	4	2955	RESIDENCES LE CLOS PRE	18, rue du Clos Pré
SAINT MAX	L	3	1396	CINEMA LE ROYAL	18, rue St Livier
SAINT MAX	L	3	1397	SALLE SOCIO CULTURELLE	place de l'Europe
SAINT MAX	L	3	1398	CHATEAU DU PONT DE LA MEURTHE	2, avenue Carnot
SAINT MAX	L	3	2994	ESPACE VICTOR HUGO	32, rue Victor Hugo
SAINT MAX	M	2	1399	SUPERMARCHE MATCH	104, avenue Carnot
SAINT MAX	M	4	1400	MAGASIN SPAR	69 / 71, rue Alexandre 1er
SAINT MAX	R	4	1402	MATERNELLE CLEMENCEAU	rue Georges Clémenceau
SAINT MAX	R	4	1403	PRIMAIRE VICTOR HUGO	rue de Verdun
SAINT MAX	R	4	2764	MATERNELLE VICTOR HUGO	rue de Verdun
SAINT MAX	R	4	3378	GROUPE SCOLAIRE P&M.CURIE BAT.C	avenue du général Leclerc
SAINT MAX	R	5	3351	FOYER DES JEUNES REALISE	6, rue du Marquis de Ranzey

SAINT MAX	X	3	1405	GYMNASSE HENRI COCHET	14, rue Haie le Comte
SAINT NICOLAS DE PORT	J	4	1815	FOYER HEBERGEMENT SPECIALISE	6, rue des Clairons
SAINT NICOLAS DE PORT	J	4	1816	INSTITUT MEDICO-EDUCATIF	2, rue des Martyrs du Nazisme
SAINT NICOLAS DE PORT	J	5	3068	STRUCTURE D'ACCUEIL TERRASSE DE MEHON	46, rue des Chardonnerets
SAINT NICOLAS DE PORT	L	3	1805	SALLE DES FETES	24, rue Jolain
SAINT NICOLAS DE PORT	M	3	1806	SUPERMARCHE NORMA	rue de la Butte
SAINT NICOLAS DE PORT	M	3	1807	SUPERMARCHE MATCH	71, rue Charles Courtois
SAINT NICOLAS DE PORT	M	3	1808	MAGASIN LIDL	rue Charles Courtois
SAINT NICOLAS DE PORT	N	4	1809	RESTAURANT LA LICORNE	6-8, rue Bonardel
SAINT NICOLAS DE PORT	O	5	5536	HOTEL RESTAURANT L'EPICURIEN	rue des Chardonnerets
SAINT NICOLAS DE PORT	R	3	5020	COLLEGE SAINT EXUPERY	route de Coyviller
SAINT NICOLAS DE PORT	R	4	1810	ECOLE P. & M.CURIE	rue du Centre
SAINT NICOLAS DE PORT	R	4	1812	ECOLE JEAN MOULIN	29, rue Charles Courtois
SAINT NICOLAS DE PORT	R	4	1813	MATERNELLE MARIE MARVINGT	12, rue du Centre
SAINT NICOLAS DE PORT	R	4	1814	HALTE GARDERIE LES CANAILLOUX	31, rue du 4ème BCP
SAINT NICOLAS DE PORT	R	4	5180	MATERNELLE PAULETTE CASTEL	24, rue de la Porte de Fer
SAINT NICOLAS DE PORT	U	3	1818	CENTRE HOSPITALIER SECTEUR SOMATIQUE	3, rue jeu de Paume
SAINT NICOLAS DE PORT	U	4	7608	CENTRE HOSPITALIER SECTEUR PSYCHIATRIQUE	3, rue du Jeu de Paume
SAINT NICOLAS DE PORT	U	4	7609	CENTRE HOSPITALIER MAISON DE RETRAITE PLI	3, rue du Jeu de Paume
SAINT NICOLAS DE PORT	U	4	7610	CENTRE HOSPITALIER BAT. POCHON	3, rue du Jeu de Paume
SAINT NICOLAS DE PORT	V	2	1819	BASILIQUE	rue Simon Moycet
SAINT NICOLAS DE PORT	X	3	1820	COMPLEXE SPORTIF	50, rue du Blanc Mur
SAINT PANCRE	L	4	4314	SALLES POLYVALENTE MAIRIE	3, place de la Fontaine
SAINT REMY AUX BOIS	R	4	5353	MAIRIE ECOLE	rue de l'Ecole
SAINT GENEVIEVE	O	5	1440	CENTRE D'ACCUEIL Abbé NORE	place Monseigneur Thouvenin
SAIZERAIS	L	4	2274	SALLE MULTIACTIVITES	chemin rural des Vignes
SAIZERAIS	R	4	1406	GROUPE SCOLAIRE LA HAUTE EPINE	1, allée de l'Aubepine
SAIZERAIS	R	4	3396	GARDERIE ECOLE MATERNELLE	8, rue St Amand
SAULNES	L	3	155	CENTRE CULTUREL	place du 8 mai 1945
SAULNES	PA	2	230	STADE MUNICIPAL	rue du Stade
SAULNES	R	3	157	GROUPE SCOLAIRE	59, route Sous Chatier
SAULNES	X	3	158	SALLE DES SPORTS COSEC	route de Longwy
SAULXEROTTE	L	4	4713	SALLE POLYVALENTE	12, rue de Favières
SAULXURES LES NANCY	L	4	1407	MAISON COMMUNALE GRANDS PAQUIS	rue de Provence
SAULXURES LES NANCY	L	4	2119	HOTEL DE VILLE SALLE POLYVALENTE	2, rue de Tomblaine
SAULXURES LES NANCY	X	2	1412	SALLE POLYVALENTE SPORTIVE	rue d'Essey
SAULXURES LES VANNES	L	4	6023	SALLE POLYVALENTE	11, rue du Terme aux Clercs
SAULXURES LES VANNES	V	3	1954	EGLISE	rue St Martin
SAXON SION	L	4	4221	BATIMENT "COUVENT"	13, rue Notre Dame
SAXON SION	L	4	7249	SALLES D'EXPOSITION & PROJECTION	site de Sion b.t. la Ferme
SAXON SION	O	4	1802	HOTELLERIE DU SITE DE SION	3, rue Notre-Dame
SAXON SION	V	3	1803	BASILIQUE	place de la Basilique côte de Sion
SEICHAMPS	L	2	1413	CENTRE SOCIO CULTUREL SPORTIF	avenue de l'Europe
SEICHAMPS	L	3	3623	MAISON DE L'AMITIE	19, rue de Varinchamps
SEICHAMPS	L	4	5298	ESPACE LES PARAPLUIES	18, rue St Lambert
SEICHAMPS	M	3	1416	INTERMARCHE	21, avenue du général de Gaulle
SEICHAMPS	M	3	1441	MAGASIN MARCHE PLUS	1, avenue de l'Europe
SEICHAMPS	N	4	4147	BRASSERIE RESTAURANT L'ARC EN CIEL	rue du général de Gaulle
SEICHAMPS	PA	3	4765	STADE FOOTBALL JACQUES GEORGES	rue du Tourmalet
SEICHAMPS	R	4	1418	GROUPE SCOLAIRE G.DE LA TOUR	avenue Heleux
SEICHAMPS	R	4	1419	PRIMAIRE ST EXUPERY	avenue du Quebec

SEICHAMPS	R	4	3416	ECOLE JEAN LAMOUR	avenue du Quebec
SEICHAMPS	R	4	3417	MATERNELLE LOUISE MICHEL	1, rue Fleoles
SEICHAMPS	R	5	3494	UNITE ACCUEIL ORIENTATION	13, ruelle d'Amance
SEICHAMPS	U	4	4355	MAISON CONVALESCENCE LES ELIEUX	4, rue Grande Ozeraille
SEICHAMPS	V	3	4010	EGLISE	4, rue St Pierre
SEICHAMPS	X	4	3410	STADE REVELLO / VESTIAIRES SPORTIFS	rue du Tourmalet
SERANVILLE	L	4	4076	SALLE POLYVALENTE	4, Grande rue
SERROUVILLE	L	4	421	SALLE POLYVALENTE	11, rue de l'Eglise
SERROUVILLE	R	4	5864	GROUPE SCOLAIRE	16, rue de la Poste
SEXAY AUX FORGES	L	4	1781	SALLE POLYVALENTE	1, rue de Pont St Vincent
SEXAY LES BOIS	L	4	1955	SALLE POLYVALENTE	28, rue de la Commanderie
SIONVILLER	L	4	4081	SALLE POLYVALENTE MAIRIE	2, place de l'Eglise
SOMMERVILLER	V	3	662	EGLISE	
SPONVILLE	W	4	422	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	22, rue Notre Dame
TANTONVILLE	R	4	1825	COLONIE DE VACANCES LE CLOS	1, rue d'Affracourt
TANTONVILLE	V	3	1826	EGLISE	
TELLANCOURT	L	4	160	FOYER CULTUREL ET SOCIAL	rue de Fresnois
TELLANCOURT	R	4	3607	GROUPE SCOLAIRE MAIRIE	place Etienne Bastien
THIAUCOURT	J	4	1716	FOYER D'ACCUEIL SPECIALISE	rue du Cimetière
THIAUCOURT	J	5	5995	FOYER D'ACCUEIL SPECIALISE	rue du Bas Moulin
THIAUCOURT	L	4	4351	SALLE POLYVALENTE DU CAMPING	rue du Stade
THIAUCOURT	L	4	4352	CENTRE SOCIO CULTUREL	route de Verdun et de Jaulny
THIAUCOURT	R	3	1957	COLLEGE FERDINAND BUISSON	44, Faubourg St Jean
THIAUCOURT	U	4	1958	MAISON RETRAITE STE SOPHIE	2, rue Henri Poulet
THIAUCOURT	V	3	1959	EGLISE	place de l'...glise
THIAVILLE SUR MEURTHE	V	3	663	EGLISE	rue de l'Eglise
THIAVILLE SUR MEURTHE	X	2	4400	ESPACE SPORTIF	rue des Vosges
THIEBAUMENIL	L	4	5166	MAISON POUR TOUS	Grande rue
THIEBAUMENIL	V	3	664	EGLISE	17bis, rue de l'Eglise
THIL	L	3	161	SALLE POLYVALENTE JACQUES DUCLOS	rue des Ecoles
THIL	R	4	6901	GARDERIE CANTINE LUDOTHEQUE	105, rue Paul Langevin
THOREY LYAUTEY	L	4	1772	SALLE DES FETES	rue du Maréchal Lyautey
THOREY LYAUTEY	L	4	5129	SALLE POLYVALENTE ET MUSEE DU CHATEAU	chemin communal d'Ogneville
TIERCELET	L	3	162	SALLE DES FETES	2, rue Honore de Balzac
TOMBLAINE	J	4	3431	FPA MARCEL GRANDCLERC	rue Lamartine
TOMBLAINE	L	3	1420	SALLE DES FETES	8, boulevard Henri Barbusse
TOMBLAINE	L	3	1421	MAISON REGIONALE DES SPORTS DE LORRAINE	13, rue Jean Moulin
TOMBLAINE	L	3	1422	ESPACE JEAN JAURES	avenue de la Paix
TOMBLAINE	L	4	3424	THEATRE DE LA SOURCE	1, rue Lamartine
TOMBLAINE	L	4	3433	CENTRE AERE LEO LAGRANGE	rue du Bois la Dame
TOMBLAINE	M	1	1423	CENTRE COMMERCIAL AUCHAN	avenue Eugène Pottier
TOMBLAINE	M	3	1424	LIDL	87, boulevard Barbusse
TOMBLAINE	M	3	1598	MAGASIN ALDI	avenue Eugène Pottier
TOMBLAINE	N	1	6045	STADE PICOT BAT. JACQUET / BRASSERIE HAZOTTE	90, boulevard Jean Jaurès
TOMBLAINE	N	2	2056	LRP ARTHUR VAROQUAUX 1/2 PENSION DP1	rue Jean Moulin
TOMBLAINE	PA	1	1428	STADE MARCEL PICOT	90, boulevard Jean Jaurès
TOMBLAINE	PA	1	3445	STADE RAYMOND PETIT	rue Jean Moulin
TOMBLAINE	R	2	1429	LEP MARIE MARVINGT	8, rue Jean Moulin
TOMBLAINE	R	2	1430	COLLEGE JEAN MOULIN	14, rue Jean Moulin
TOMBLAINE	R	2	1431	LRP ARTHUR VAROQUAUX BAT.EX1	rue Jean Moulin
TOMBLAINE	R	3	3191	LRP ARTHUR VAROQUAUX BAT.IN 2 et AT 1	rue Jean Moulin
TOMBLAINE	R	3	3233	LRP ARTHUR VAROQUAUX BAT.IN 1	rue Jean Moulin

TOMBLAINE	R	3	3236	LRP ARTHUR VAROQUAUX BAT.EX 3	rue Jean Moulin
TOMBLAINE	R	3	3571	LRP ARTHUR VAROQUAUX BAT.EX 2	rue Jean Moulin
TOMBLAINE	R	4	1433	ECOLE PAUL LANGEVIN	avenue de la Paix
TOMBLAINE	R	4	1434	PRIMAIRE DE LA PAIX	avenue de Hasberger
TOMBLAINE	R	4	1435	MATERNELLE BROSSOLETTE	rue Mozart
TOMBLAINE	R	5	3429	CLUB CANOE KAYAK	4, boulevard de l'Avenir
TOMBLAINE	R	5	5228	FOYER REALISE	rue du Bois la Dame
TOMBLAINE	V	3	1438	EGLISE	place Rene Herbuvaux
TOMBLAINE	W	4	1439	CETE DE L'EST	75, rue de la Grande Haie
TOMBLAINE	X	2	1443	PISCINE LE LIDO	rue Virginie Mauvais
TOMBLAINE	X	3	1442	COSEC	6, rue Jean Moulin
TONNOY	L	4	1827	SALLE DES FETES	20, place Libération
TONNOY	V	3	1829	EGLISE ST LAURENT	rue de l' Eglise
TOUL	EP		7579	CENTRE DE DETENTION	804, rue Maréchal Lyautey
TOUL	J	4	5973	FPA RESIDENCE A.PIQUOT	13 bis, quai de la Glacière
TOUL	J	4	6227	FOYER DR GROSMAIRIE	115, allée de Louvière Abbaye St Evre
TOUL	J	4	6870	FOYER DR DAUZAIN	cours Raymond Poincaré
TOUL	L	1	1960	SALLE VALCOURT	546, avenue du général Bigeard
TOUL	L	3	1961	CINEMA CLAIR	12, rue de Rigny
TOUL	L	3	1962	MJC - CENTRE CULTUREL JULES FERRY	30, rue Jeanne d'Arc
TOUL	L	3	1963	MEDIATHEQUE CENTRE DE RESSOURCES	rue de Hamm
TOUL	L	3	4349	ESPACE ANDRE MALRAUX	Impasse Bedeuil
TOUL	L	4	1964	THEATRE DU MOULIN	2, rue Anciens Combattants AFN
TOUL	L	4	1966	SALLE JOSEPH OURY	avenue du Pont Bernon
TOUL	L	4	1967	SALLE DES ADJUDICATIONS	13, rue de Rigny
TOUL	L	4	1968	FOYER CLUB MP FORESTIER	7, rue de Hamm
TOUL	L	4	2535	SALLE DES FETES - MESS DU CD NEY	804, rue du Maréchal Lyautey
TOUL	L	4	3757	SALLE POLYVALENTE	Ile des Sables
TOUL	M	1	1969	CENTRE COMMERCIAL CORA	678, avenue du général Bigeard
TOUL	M	3	1971	MAGASIN LIDL	rue Paul Keller
TOUL	M	3	1974	MAGASIN ED	rue Trait la Ville - centre commercial St Michel
TOUL	M	3	5212	MAGASIN POINT P	rue des Etats Unis
TOUL	M	4	794	MAGASIN VERT	120, avenue du général Bigeard
TOUL	M	4	818	MAGASIN LIDL	rue de Verdun
TOUL	N	3	1976	CAFETERIA TRAITEUR ROBERT CHRISTOPHE	26/27, rue St Mansuy
TOUL	N	4	1977	RESTAURANT LE DAUPHIN	65, allée Gaumiron - Z.I Croix de Metz
TOUL	N	4	1978	RESTAURANT GRILL LA SPEZIA	avenue général Bigeard
TOUL	N	4	3709	SARL FORT TRAITEUR	2380, route Villey St Etienne
TOUL	O	5	1095	HOTEL BRASSERIE LA LICORNE	31-33, rue du général Gengoult
TOUL	O	5	5296	A.B.C. HOTEL	12, place des 3 Evêches
TOUL	O	5	5845	HOTEL BAR LE CENTRAL	27, place des 3 Evêches
TOUL	O	5	6235	FOYER D'ACCUEIL ARCHE TOULOISE	7 bis, avenue de la 1ère Armée
TOUL	O	5	6867	HOTEL LA VILLA LORRAINE	15, rue Gambetta
TOUL	O	5	6868	HOTEL DE L'EUROPE	373, av Victor Hugo
TOUL	R	2	1984	LYCEE LOUIS MAJORELLE	18, rue du général Foy
TOUL	R	2	1986	COLLEGE DE LA CROIX DE METZ	rue Louis Majorelle
TOUL	R	2	1987	COLLEGE AMIRAL DE RIGNY	23/25, rue St Léon
TOUL	R	3	1985	LYCEE CAMILLE CLAUDEL	440, avenue du général Bigeard
TOUL	R	3	1988	LPR JOSEPH CUGNOT	16, quai de la Glacière
TOUL	R	3	1989	LYCEE JB VATELOT	6, rue de la République
TOUL	R	3	1991	COLLEGE DE VALCOURT	276, avenue du général Bigeard
TOUL	R	3	2003	GROUPE SCOLAIRE HUMBERT	avenue des Leuques
TOUL	R	4	194	CENTRE D'INFORMATION ET D'ORIENTATION	rue Drouas

TOUL	R	4	1992	MATERNELLE LES EGLANTINES	rue du Pont Chardon
TOUL	R	4	1994	ENSEMBLE SCOLAIRE JB VATELOT	3-4, place du Marche
TOUL	R	4	1997	ECOLE P. & M. CURIE BAT. A	avenue des Leuques
TOUL	R	4	1998	ECOLE PAUL BERT	rue du Murot
TOUL	R	4	1999	MATERNELLE ST EVRE	rue du Chanoine Clanche
TOUL	R	4	2000	MATERNELLE LES ACACIAS	rue de Pramont
TOUL	R	4	2002	PRIMAIRE LA SAPINIERE	rue du Cardinal Tisserand
TOUL	R	4	2004	MATERNELLE GOUVION ST CYR	rue Drouas
TOUL	R	4	2005	GROUPE SCOLAIRE MOSELLY	rue de la Légion Etrangère
TOUL	R	4	2006	GROUPE SCOLAIRE CHATELET	rue Drouas
TOUL	R	4	2007	ECOLE DE LA STE FAMILLE	6, rue de Rigny
TOUL	R	4	2008	LYCEE AGRICOLE CFA	12, rue Drouas
TOUL	R	4	2009	ECOLE P. & M. CURIE BAT. B	avenue des Leuques
TOUL	R	4	2101	GROUPE SCOLAIRE ST MANSUY	11, rue La Viergeotte
TOUL	R	4	2946	LYCEE AGRICOLE CFPJ E. ORLY	4, rue de Hamm
TOUL	R	4	5959	MAISON DE LA PETITE ENFANCE	place de l'Abbaye St Evre
TOUL	R	4	6250	CENTRE EQUESTRE DU TOULOIS	765, rue Maurice Bokanoski
TOUL	R	5	1703	SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	rue du Moulin Saintin
TOUL	R	5	3100	UNITE PEDAGOGIQUE DU REMM	17, rue de la 1ère Armée française
TOUL	R	5	6866	UNITE D'ACCUEIL ET D'ORIENTATION	3, rue du Capitaine Maréchal
TOUL	U	3	2010	CENTRE RION	rue de l'Hôpital Militaire
TOUL	U	3	5210	CENTRE HOSPITALIER ST CHARLES	1, cours Raymond Poincaré
TOUL	U	4	2012	MAISON DE RETRAITE BARAT	cours Raymond Poincaré
TOUL	U	4	4296	MAISON D'ACCUEIL LES OMBELLES	rue Sebastien Choulette
TOUL	V	2	2013	CATHEDRALE ST ETIENNE	place du général de Gaulle
TOUL	V	3	2014	EGLISE ST GENGOULT	place du Marche
TOUL	X	2	2015	HALLE DES SPORTS BALSON	place Porte de Metz
TOUL	X	3	2019	PISCINE DE PLEIN AIR	rue Porte de Moselle
TOUL	X	3	3117	GYMNASSE DE LA CHAMPAGNE	rue de la Champagne
TOUL	X	4	1965	SALLE DES SPORTS LA FONTAINE	rue du Cardinal Tisserand
TOUL	X	4	2017	GYMNASSE P & M CURIE	avenue des Leuques
TOUL	X	4	2018	PISCINE LES GLACIS	avancée Porte de Metz
TOUL	X	4	2020	PATINOIRE	2, rue de Hamm
TOUL	X	4	2021	GYMNASSE DE VALCOURT	route de Valcourt
TOUL	X	4	4973	HALLE DE SPORTS CROIX DE METZ	5, rue d'Austrasie
TOUL	Y	4	6273	MUSEE MUNICIPAL	25, rue Gouvion St Cyr
TREMBLECOURT	L	4	2022	SALLE POLYV. BIBLIOTHEQUE MEDIATHEQUE	22, rue de l'Eglise
TRIEUX	L	3	423	MAISON POUR TOUS G. BRASSENS	77, rue de la Libération
TRIEUX	PA	1	5882	STADE MUNICIPAL MARCEL DURAND	rue Henri Burda
TRIEUX	R	4	5884	MATERNELLE CANARD BLEU	1, place Jean Jaurès
TRIEUX	V	3	424	EGLISE	Grande rue
TRONDES	R	4	2023	ECOLE YVES COUSTEAU	1, rue de l'Eglise
TRONDES	V	3	2024	EGLISE	rue de Genevaux
TRONVILLE	L	4	3052	MAIRIE ECOLE SALLE POLYV.	16, Grand rue
TUCQUEGNIEUX	L	3	425	SALLE MUNICIPALE	rue Georges Clémenceau
TUCQUEGNIEUX	M	4	427	MAGASIN SHOPI	31, rue Clémenceau
TUCQUEGNIEUX	R	3	428	COLLEGE JOLIOT CURIE	rue Georges Clémenceau
TUCQUEGNIEUX	V	3	429	EGLISE	1, place de l'Eglise
TUCQUEGNIEUX	X	3	430	GYMNASSE MUNICIPALE	rue Georges Clémenceau
UGNY	L	4	163	SALLE DES FETES DU JET D'EAU	place Abbé Martin
URUFFE	V	3	2025	EGLISE	rue de l'Eglise
VAL ET CHATILLON	L	3	665	SALLE DES FETES	Grand rue
VAL ET CHATILLON	V	3	666	EGLISE	
VALLEROY	L	3	432	SALLE DES FETES	1, place de la Libération

VALLEROY	R	4	433	ECOLE PRIM. MAIRIE	place de la Mairie
VALLEROY	R	4	4188	ECOLE MATERNELLE DUHAMEL	place de la Mairie
VALLEROY	V	3	434	EGLISE SALLE PAROISSIALE	place de l'Eglise
VALLEROY	X	3	435	SALLE MUNICIPALE OMNISPORTS	rue du Stade
VANDELEVILLE	O	3	2026	CHATEAU DE VANDELEVILLE	3, place Chateau
VANDIERES	L	3	1673	COMPLEXE SALLE POLYVALENTE MAIRIE	3bis, rue Abbé Mamias
VANDIERES	V	3	1674	EGLISE	
VANDOEUVRE LES NANCY	J	4	208	FPA LES JONQUILLES	1, avenue des Jonquilles
VANDOEUVRE LES NANCY	J	4	1521	FOYER A.G.I.H.P.	8, rue des Myosotis
VANDOEUVRE LES NANCY	J	4	6137	MAISON DE RETRAITE	1, rue du Charmois
VANDOEUVRE LES NANCY	L	2	1446	SALLE DES FETES	rue de Parme
VANDOEUVRE LES NANCY	L	3	1448	SYNDICAT DES BOULANGERS	parc des Expositions
VANDOEUVRE LES NANCY	L	3	1449	MJC LORRAINE	rue de Lorraine
VANDOEUVRE LES NANCY	L	3	1454	CENTRE ANDRE MALRAUX	rue de Parme
VANDOEUVRE LES NANCY	L	4	1451	MJC ETOILE	1, place de Londres
VANDOEUVRE LES NANCY	L	4	1452	ESPACE JACQUES PREVERT	1, rue du Vivarais
VANDOEUVRE LES NANCY	L	4	1453	LUOTHEQUE	1, rue Gabriel Peri
VANDOEUVRE LES NANCY	L	4	4469	SALLE D'ACTIVITES ECHTERNACH	square de Louvain
VANDOEUVRE LES NANCY	L	4	4721	EGLISE STE MELAINE	village de Vandoeuvre
VANDOEUVRE LES NANCY	L	4	4982	CHATEAU DU CHARMOIS	avenue du Charmois
VANDOEUVRE LES NANCY	M	1	1457	CENTRE COMMERCIAL LECLERC	2, rue Bernard Palissy
VANDOEUVRE LES NANCY	M	1	1458	PLANET SATURN	9, boulevard Barthou
VANDOEUVRE LES NANCY	M	1	1461	MAGASIN GIF	6, rue d'Albertville
VANDOEUVRE LES NANCY	M	1	4726	CASTORAMA	5, rue Bernard Palissy
VANDOEUVRE LES NANCY	M	2	1460	MAGASIN CAP MODE	boulevard Louis Barthou
VANDOEUVRE LES NANCY	M	2	1463	MATCH DU MONTET	8, square de Liège
VANDOEUVRE LES NANCY	M	2	1466	ESPACE ELECTRO MENAGER LECLERC	10, rue Roberval
VANDOEUVRE LES NANCY	M	2	3481	MAGASIN NOZ	rue d'Albertville
VANDOEUVRE LES NANCY	M	2	5113	MAGASIN VIMA	9, boulevard Louis Barthou
VANDOEUVRE LES NANCY	M	2	7287	SUPERMARCHE ED	avenue Desire Masson
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	1462	MAGASIN BUT	8, avenue du 8ème R.A.
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	1464	CUISINE PLUS	rue d'Albertville
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	1465	CC JEANNE D'ARC LIDL	rue d'Amsterdam
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	1467	L'AUTO LECLERC	4, rue de Roberval
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	1468	VILAR SA	2, rue Roberval
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	1472	MAGASIN NORMA	rue du Morvan
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	4676	ALDI	rue Jean Jaurès
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	4708	CC JEANNE D'ARC	rue d'Amsterdam
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	5329	CENTRE COMMERCIAL ALDI	rue d'Albertville
VANDOEUVRE LES NANCY	M	4	1470	PACIFIC PECHE SA	1, rue Jean Mermoz
VANDOEUVRE LES NANCY	M	4	3085	DOMO MEDICAL	1, rue Bernard Palissy
VANDOEUVRE LES NANCY	M	4	3489	MAGASIN LIDL	7, rue Aristide Briand
VANDOEUVRE LES NANCY	M	4	3491	LE HALL DE L'ELECTRO MENAGER	rue Roberval
VANDOEUVRE LES NANCY	M	4	4983	MAGASIN EASY CASH & MEGA MEUBLES	rue d'Albertville
VANDOEUVRE LES NANCY	N	1	1471	RESTAURANT UNIVERSITAIRE MEDECINE	9, avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	N	2	1476	RESTAURANT UNIVERSITAIRE MONPLAISIR	1, boulevard des Aiguillettes
VANDOEUVRE LES NANCY	N	2	5106	HIPPODROME DE BRABOIS	avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	N	3	1481	CENTRE DE VIE	21, rue du Bois de la Champelle
VANDOEUVRE LES NANCY	N	3	4492	RESTAURANT LEON DE BRUXELLES	rue d'Albertville
VANDOEUVRE LES NANCY	N	4	1479	RESTAURANT BUFFALO GRILL	2, avenue de Bourgogne
VANDOEUVRE LES NANCY	N	4	3729	RESTAURANT LA MEDINA	7, rue Henry Dunant
VANDOEUVRE LES NANCY	N	4	4711	MAC DONALD'S	avenue Jean Jaurès

VANDOEUVRE LES NANCY	O	3	1484	HOTEL IBIS	2, allée de Bourgogne
VANDOEUVRE LES NANCY	O	4	3534	RESIDENCE DE L'ECOLE D'INFIRMIERES	route Nationale 74
VANDOEUVRE LES NANCY	O	4	4783	COTTAGE HOTEL	4, allée de Bourgogne
VANDOEUVRE LES NANCY	O	5	3500	HOTEL RESTAURANT CAMPANILE	1, avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	P	2	1487	DISCOTHEQUE LE CIRCUS	42, rue Jean Mermoz
VANDOEUVRE LES NANCY	PA	1	4874	STADE DES NATIONS	Parc des Sports des Nations
VANDOEUVRE LES NANCY	R	1	1489	FACULTE DE MEDECINE	9, avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	R	1	1548	FACULTE SCIENCES	1, boulevard des Aiguillettes
VANDOEUVRE LES NANCY	R	1	4259	IUT DU MONTET	rue du Doyen Urion
VANDOEUVRE LES NANCY	R	2	1492	LYCEE JACQUES CALLOT	rue Jacques Callot
VANDOEUVRE LES NANCY	R	2	1497	E.S.S.T.I.N.	2, rue Jean Lamour
VANDOEUVRE LES NANCY	R	2	3532	E.N.S.G.	2, avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	R	2	4567	E.N.S.E.M.	2, avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	1491	COLLEGE DU HAUT DE PENOY	rue Clément Marot
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	1493	COLLEGE MONPLAISIR	rue Jacques Callot
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	1496	PRIMAIRE JEANNE D'ARC	9, allée de Fribourg
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	1499	PRIMAIRE BROSOLETTTE	rue de Lisbonne
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	1500	GROUPE SCOLAIRE BRABOIS	rue du Morvan
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	1501	PRIMAIRE EUROPE NATIONS	2, place Delft
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	1502	E.N.S.G. BAT.D	rue du Doyen Roubaud
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	1643	GROUPE SCOLAIRE PAUL BERT B	4, rue Paul Bert
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	3320	I.F.S.I.	route Nationale 74
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	4191	ENSAIA	2, avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	4278	ESSTIN BAT. F	rue Jean Lamour
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	4984	COLLEGE JACQUES CALLOT	rue Jacques Callot
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	1495	GROUPE SCOLAIRE PAUL BERT A	6, rue Paul Bert
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	1504	MATERNELLE JEANNE D'ARC	9, allée Fribourg
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	1505	MATERNELLE JEAN MACE	rue Gabriel Peri
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	1506	GROUPE SCOLAIRE JEAN MACE	rue Jean Mace
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	1507	PRIMAIRE DU CHARMOIS	1/3, rue du Charmois
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	1508	MATERNELLE CHARMOIS	3, rue Charmois
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	1509	MATERNELLE BROSOLETTTE	rue du général Frère
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	1510	MATERNELLE EUROPE NATIONS	rue Hollande
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	1512	MATERNELLE JEAN POMPEY	allée de Cologne
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	5437	BATIMENT ATELA	boulevard des Aiguillettes
VANDOEUVRE LES NANCY	S	2	701	BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	9, avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	S	3	4240	MEDIATHEQUE	rue de Malines
VANDOEUVRE LES NANCY	S	4	2132	CENTRE DOCUMENTATION INPL	2, allée de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	T	1	3086	PARC DES EXPOSITIONS	route Nationale 57
VANDOEUVRE LES NANCY	U	2	4535	HOPITAL D'ENFANTS	rue du Morvan
VANDOEUVRE LES NANCY	U	3	1517	CENTRE ALEXIS VAUTRIN	6, avenue de Bourgogne
VANDOEUVRE LES NANCY	U	3	1523	CLINIQUE ST ANDRE	102, avenue Jean Jaurès
VANDOEUVRE LES NANCY	U	3	1524	CENTRE MEDECINE PREVENTIVE	2, rue Doyen Jacques Parisot
VANDOEUVRE LES NANCY	U	4	1518	MAISON RETRAITE STE FAMILLE	17, rue Bois le Duc
VANDOEUVRE LES NANCY	U	4	1519	MAISON D'ACCUEIL LUCIEN GILLET	6, rue de Ludres
VANDOEUVRE LES NANCY	U	4	3528	CENTRE TRANSFUSION SANGUINE	6, rue du Morvan
VANDOEUVRE LES NANCY	V	2	1447	EGLISE ET SALLE PAROISSIALE STE BERNADETTE	1, rue du général Frère
VANDOEUVRE LES NANCY	V	3	1525	EGLISE ST FRANCOIS D'ASSISE	avenue des Accacias
VANDOEUVRE LES NANCY	V	3	3457	ASSOC ^{ne} CULTUELLE CULTURELLE DIALOGUE	11, avenue des Acacias
VANDOEUVRE LES NANCY	W	3	1526	HOTEL DE VILLE	7, rue de Parme
VANDOEUVRE LES NANCY	W	3	4012	N.A.N.C.I.E. (POLE DE L'EAU)	149, rue Gabriel Peri

VANDOEUVRE LES NANCY	W	3	4193	INPL BAT.SERV.DE LA PRÉSIDENCE	2, avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	X	1	1531	PARC DES SPORTS DES NATIONS	rue de Gembloux
VANDOEUVRE LES NANCY	X	2	1455	HALLE DES SPORTS INTER UNIVERSITAIRE	11, avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	X	3	1529	PISCINE MUNICIPALE	rue de Norvège
VANDOEUVRE LES NANCY	X	3	3467	SALLE DE GYMNASIQUE	rue de Crevic
VANDOEUVRE LES NANCY	X	3	3601	GYMNASE DU CHARMOIS	rue du Charmois
VANDOEUVRE LES NANCY	X	3	5146	PATINOIRE	parc des expositions
VANNES LE CHATEL	L	4	781	SALLE POLYV. MJC	6, rue Poste
VANNES LE CHATEL	O	5	6708	ASSOCIATION VIE	3 et 3 bis, rue de la Liberté
VANNES LE CHATEL	O	5	6869	CENTRE D'HEBERGEMENT V.I.E.	4, rue de la Liberté
VARANGEVILLE	J	4	5928	FPA LES CHARDONNERETS	rue Victor Hugo
VARANGEVILLE	L	3	1533	SALLE G. PHILIPPE	rue Gambetta
VARANGEVILLE	L	4	3546	FOYER LOUIS ARAGON	rue du Colonel Driant
VARANGEVILLE	L	4	4610	SALLE POLYVALENTE	rue de la Meurthe
VARANGEVILLE	O	5	3555	HOTEL RESTAURANT L'ETOILE D'ARGENT	102, rue Gabriel Peri
VARANGEVILLE	R	4	240	HALTE-GARDERIE LES PETITS PIERROTS	rue Victor Hugo
VARANGEVILLE	R	4	1290	GROUPE SCOLAIRE FR.MITTERAND BAT.2	2, rue Victor Hugo
VARANGEVILLE	R	4	1534	GROUPE SCOLAIRE FR.MITTERAND BAT.1	rue Jules Ferry
VARANGEVILLE	R	4	1536	MATERNELLE LOUISE MICHEL	rue Jules Ferry
VARANGEVILLE	V	3	1537	EGLISE ST GORGON	rue Jean Jaurès
VARANGEVILLE	X	4	1538	SALLE DES SPORTS	4, rue du Maréchal Foch
VAUDIGNY	L	3	1771	MAISON DE L'ENVIRONNEMENT	rue de l'Eglise
VAXAINVILLE	L	4	5862	SALLE COMMUNALE	1, rue de la Mairie
VEHO	L	4	667	SALLE DES FETES MAIRIE	11, rue de l'Abbé Gregoire
VELAINE EN HAYE	L	3	2095	CENTRE CULTUREL ET SPORTIF	chemin de la Poste
VELAINE EN HAYE	L	3	7020	ONF BAT n°240 SALLES MECHOU	parc de loisirs
VELAINE EN HAYE	L	3	7031	BAT n°110a HALL D'ACCUEIL	parc de loisirs
VELAINE EN HAYE	L	4	7009	BAT n° 150 ZOO DE HAYE	parc de Loisirs
VELAINE EN HAYE	L	4	7028	ONF SALLE DEPIERRE	parc de Haye entree 2
VELAINE EN HAYE	M	4	2029	C.L.C.	35, route de Toul
VELAINE EN HAYE	N	3	2030	AUBERGE DE LA FORET	Parc de Haye b.t. n° 247
VELAINE EN HAYE	N	4	5307	BRASSERIE LA CALECHE	parc de loisirs - b.t.110 b
VELAINE EN HAYE	N	4	7027	TENNIS CLUB BAT. 276 b	impasse des Erables parc de loisirs
VELAINE EN HAYE	O	4	2033	O.N.F. - C.N.F.F.	parc de Haye
VELAINE EN HAYE	R	4	2031	INSTITUT ST CAMILLE	12 poste de Velaine
VELAINE EN HAYE	R	4	2032	GROUPE SCOLAIRE	72, chemin de la Poste
VELAINE EN HAYE	R	4	4442	ASNL CENTRE DE FORMATION BAT. n° 5	Parc de Haye
VELAINE EN HAYE	T	4	7017	BAT n° 222 HALL D'EXPOSITION	Parc de loisirs
VELAINE SOUS AMANCE	L	4	1539	SALLE DES FETES	3bis, rue Damain la Ville
VELLE SUR MOSELLE	L	4	4837	SALLE POLYVALENTE	5, rue Moselle
VEZELISE	J	4	1835	MAISON RETRAITE ST CHARLES	rue Notre-Dame
VEZELISE	J	4	1836	RESIDENCE DES 3 FONTAINES	29, avenue de la Libération
VEZELISE	L	4	6929	LES HALLES	rue de Nancy
VEZELISE	M	3	1831	LECLERC SERVICE	2, place du général Leclerc
VEZELISE	O	5	6889	HOTEL DE LORRAINE	4, rue Louis et Felix Moreau
VEZELISE	R	3	1832	COLLEGE ROBERT GEANT	5, rue du Haut de Barmont
VEZELISE	R	4	1833	PRIMAIRE MARIE MARVINGT	7, rue de Barmont
VEZELISE	R	4	1834	ECOLE MATERNELLE	15, rue Maréchal Foch
VEZELISE	R	4	1869	STRUCTURE MULTI ACCUEIL PIMPréNELLE	9, rue du Maréchal Foch
VEZELISE	V	3	1837	EGLISE ST COME	place Lyautey
VIGNEULLES	L	4	6124	SALLE POLYVALENTE	7, place de la Vieille Eglise
VILCEY SUR TREY	R	4	2035	FOYER D'HEBERGEMENT LA CHAUMIERE	110, rue Principale
VILLE AU MONTAIS	L	4	5542	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	rue de la Mairie
VILLE AU MONTAIS	V	3	164	EGLISE	

VILLE EN VERMOIS	L	3	1317	SALLE DES FETES	10, rue des Ecoles
VILLE EN VERMOIS	R	4	1312	ECOLE CHARLES SONNINI	8, rue des Ecoles
VILLE HOUDLEMONT	R	4	5388	GROUPE SCOLAIRE	11, rue des Ecoles
VILLE SUR YRON	L	4	436	SALLE POLYVALENTE RENE BERTIN	Le Bachot
VILLERS EN HAYE	L	4	2036	SALLE COMMUNALE	Grande rue
VILLERS LA CHEVRE	L	4	7331	SALLE POLYVALENTE	rue des ecoles
VILLERS LA MONTAGNE	J	4	167	CAT BAT. HEBERGE-MENT ET RESTAURATION	route d'Hussigny
VILLERS LA MONTAGNE	L	3	165	CENTRE SOCIO-CULTUREL	36, rue Gaston Dupuis
VILLERS LA MONTAGNE	L	4	2082	FOYER EDUCATION POPULAIRE	134, rue Emile Curicque
VILLERS LA MONTAGNE	M	2	166	MAGASIN DE BRICOLAGE OBI	route d'Hussigny
VILLERS LES NANCY	J	3	1541	FPA PAUL ADAM	rue Jean Giraudoux
VILLERS LES NANCY	J	4	4162	MAISON RETRAITE LA VERRIERE	rue Albert 1er
VILLERS LES NANCY	J	4	5800	FPA LE CLAIRLIEU	boulevard des Essarts
VILLERS LES NANCY	L	3	1540	CENTRE SOCIO CULTUREL LES ECRAIGNES	6, rue Albert 1er
VILLERS LES NANCY	L	4	1532	CHATEAU DU GEC	boulevard Albert 1er
VILLERS LES NANCY	L	4	1542	CENTRE SOCIO CULTUREL JEAN SAVINE	boulevard des Essarts
VILLERS LES NANCY	L	4	1547	CAVEAU DE LA ROELLE	rue Albert 1er
VILLERS LES NANCY	M	2	1543	SUPERMARCHE MATCH	boulevard des Aiguillettes
VILLERS LES NANCY	M	2	1544	MAGASIN MONOPRIX	boulevard de Baudricourt
VILLERS LES NANCY	M	3	1545	ECOMARCHE	110, avenue Paul Muller
VILLERS LES NANCY	O	3	1562	CENTRE D'ACCUEIL DE REMICOURT	149, rue de Vandoeuvre
VILLERS LES NANCY	R	1	1549	I.U.T. DU MONTET	rue du Doyen Urion
VILLERS LES NANCY	R	1	6081	FACULTE DES SCIENCES BAT.1ER CYCLE	boulevard des Aiguillettes
VILLERS LES NANCY	R	2	1550	LYCEE STANISLAS	rue de Vandoeuvre
VILLERS LES NANCY	R	2	1555	U.F.R. STAPS	30, rue du Jardin Botanique
VILLERS LES NANCY	R	3	1551	COLLEGE GEORGES CHEPFER	rue de la Carrière
VILLERS LES NANCY	R	3	1553	PRIMAIRE DU PLACIEUX	15, rue J.F. Kennedy
VILLERS LES NANCY	R	3	1554	GROUPE SCOLAIRE DES AIGUILLETES	boulevard du Maréchal Lyautey
VILLERS LES NANCY	R	3	3567	E.S.I.A.L.	avenue Paul Muller
VILLERS LES NANCY	R	3	5038	INSTITUT DE MATHEMATIQUES	Campus universitaire Villers
VILLERS LES NANCY	R	4	1557	CENTRE AERE CLAIRLIEU LA RUCHE	1, rue de la Sance
VILLERS LES NANCY	R	4	1558	PRIMAIRE DU CHATEAU	4, rue Albert 1er
VILLERS LES NANCY	R	4	1560	PRIMAIRE MARCEL PAGNOL	boulevard Valtriche
VILLERS LES NANCY	R	4	1561	GRAND SEMINAIRE DE L'ASNEE	11, rue de Laxou
VILLERS LES NANCY	R	4	1855	MATERNELLE ET CANTINE DU PLACIEUX	10, rue J.F. Kennedy
VILLERS LES NANCY	R	4	2121	MATERNELLE S.HERBINIERE LEBERT	boulevard Mal Lyautey
VILLERS LES NANCY	R	4	3575	PRIMAIRE ALBERT CAMUS	rue des Cisterciens
VILLERS LES NANCY	R	4	7246	DOMAINE DE L'ASNEE	11, rue de Laxou
VILLERS LES NANCY	R	5	3495	UNITE D'ACCUEIL ET D'ORIENTATION	62, rue du Baron Buquet
VILLERS LES NANCY	S	3	4896	BIBLIOTHEQUE DES SCIENCES ET TECHN.	rue du Jardin Botanique
VILLERS LES NANCY	U	4	1563	VILLA ST-PIERRE FOURRIER	3, rue Ste Odile
VILLERS LES NANCY	U	4	3123	CPN BATIMENT HARDEVAL B	1, rue Dr Archambault
VILLERS LES NANCY	U	4	3139	CPN BATIMENT HARDEVAL A	1, rue du Dr Archambault
VILLERS LES NANCY	U	4	7044	CPN BATIMENT HARDEVAL C	1, rue Dr Archambault
VILLERS LES NANCY	V	2	3579	EGLISE STE THERESE	boulevard de Baudricourt
VILLERS LES NANCY	V	3	1564	EGLISE ST FIACRE	rue Saint Fiacre
VILLERS LES NANCY	W	2	1566	I.N.R.I.A. LORRAINE	615, rue du Jardin Botanique
VILLERS LES NANCY	W	4	3568	CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE	2, allée Pelletier Doisy
VILLERS LES NANCY	X	3	1528	COMPLEXE SPORTIF DES AIGUILLETES	boulevard des Aiguillettes
VILLERS LES NANCY	X	3	1567	COSEC COMPLEXE SPORTIF	boulevard des Essarts
VILLERS LES NANCY	X	3	1568	GYMNASE GEORGES CHEPFER	rue de la Carrière
VILLERS LES NANCY	X	3	4976	CENTRE EQUESTRE DE BRABOIS	avenue du parc de Brabois
VILLERS LES NANCY	X	4	1569	GYMNASE ALICE MILLIAT	rue Albert 1er

VILLERS LES NANCY	Y	3	3585	JARDIN BOTANIQUE	100, rue du Jardin Botanique
VILLERUPT	J	4	228	RESIDENCE AMBROISE CROIZAT	rue Alfred Mezières
VILLERUPT	L	2	168	SALLE DES FETES MAURICE TOREZ	rue Albert Lebrun
VILLERUPT	L	4	171	MJC GUY MOQUET-CINEMA RIO	6, rue Clémenceau
VILLERUPT	M	1	172	MAGASIN MATCH	3, rue Gambetta
VILLERUPT	M	3	173	COMPLEXE COMMERCIAL NORMA	rue du Moulin
VILLERUPT	N	4	170	BAT.1/2 PENSION DU COLLEGE	rue du 19 mars 1962
VILLERUPT	O	5	225	HOTEL BRASSERIE REX	2, rue Carnot
VILLERUPT	PA	2	4267	STADE DELAUNE	rue Jean Mace
VILLERUPT	R	2	176	COLLEGE THEODORE MONOD	rue du 19 mars 1962
VILLERUPT	R	3	177	L.P.R. HENRI WALLON	1, rue Henri Wallon
VILLERUPT	R	3	178	PRIMAIRE MATERNELLE LANGEVIN	rue Paul Vaillant Couturier
VILLERUPT	R	3	180	ECOLE PRIMAIRE JOLIOT CURIE	place Joliot Curie
VILLERUPT	R	4	181	ECOLE JULES FERRY	rue Clémenceau
VILLERUPT	R	4	3720	MATERNELLE JOLIOT CURIE	place Joliot Curie
VILLERUPT	R	4	6960	MATERNELLE BARA	2, rue de Verdun
VILLERUPT	U	4	182	CLINIQUE DES PEUPLIERS	11, rue du 11 novembre
VILLERUPT	U	4	183	HOTEL MEDICAL PASTEUR	15, rue St Just
VILLERUPT	X	3	184	PISCINE MUNICIPALE	3, rue de Verdun
VILLERUPT	X	3	185	COSEC ELIO FIORANI	rue Jean Mace
VILLERUPT	X	4	186	SALLE MUNICIPALE DES SPORTS	avenue de la Libération
VILLEY LE SEC	L	4	2037	SALLE DES FETES	9, rue de Toul
VILLEY LE SEC	R	5	446	CENTRE EQUESTRE DE LA SABOTIERE	Chemin dit du Radelot
VILLEY SAINT ETIENNE	L	3	1758	SALLE POLYVALENTE	rue de Fontenoy
VILLEY SAINT ETIENNE	L	4	2038	RESTAURANT LES COCOTTES	20, rue de Liverdun
VILLEY SAINT ETIENNE	V	3	2039	EGLISE	
VITERNE	L	4	5021	MAIRIE - ENSEMBLE SOCIO CULTUREL	2, rue de la Mairie
VITERNE	L	4	5306	SALLE COMMUNALE	7, rue de la Mairie
VITERNE	V	3	1840	EGLISE	rue de la Mairie
VITREY	L	4	6848	SALLE POLYVALENTE	3, grande rue
VITRIMONT	L	4	6290	NECROPOLE NATIONALE DE FRISCATI	lieudit le Mouton Noir
VITRIMONT	M	3	669	MEUBLES FOISSEY	route Nationale 4
VITRIMONT	M	4	2867	STATION SERVICE ESSO	route Nationale 333
VITRIMONT	M	4	4325	STATION SERVICE TOTAL	Air d'Anthelupt RN 333
VOINEMONT	L	4	1841	SALLE POLYVALENTE	3, rue de l'Abbé Collet
VOINEMONT	R	4	5022	MATERNELLE	1, Grande rue
WAVILLE	L	4	736	MAIRIE SALLE POLYVALENTE ET SPORTIVE	rue Joyeuse
XAMMES	L	4	3655	SALLE POLYVALENTE	rue du Pont d'Arcot
XERMAMENIL	L	4	671	SALLE POLYVALENTE	51, rue général Mangin
XERMAMENIL	V	3	672	EGLISE	
XEUILLEY	R	3	1842	COMPLEXE ECOLE ET SALLE POLYVALENTE	rue Croix Burnee
XIROCOURT	V	3	1844	EGLISE	
XIVRY CIR COURT	L	4	438	SALLE COMMUNALE	9, rue de l'Eglise
XIVRY CIR COURT	V	3	439	EGLISE	rue de l'Eglise
XONVILLE	L	4	440	SALLE POLYVALENTE	10bis, Grand rue
XOUSSES	L	4	4295	MAISON POUR TOUS	31, Grande rue

Extrait de l'arrêté n° 11/2008/SIDPC du 28 mai 2008 fixant la composition du comité départemental canicule

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 26 juin 2007 fixant la composition du comité départemental canicule pour l'année 2007 visé ci-dessus est abrogé.

Art 2 : Le comité départemental canicule, présidé par le préfet de la Meurthe-et-Moselle ou son représentant, est composé de la manière suivante :

REPRESENTANTS DES SERVICES DE L'ETAT CONCERNES

- le recteur de l'académie de Nancy-Metz ou son représentant
- le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation ou son représentant
- la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ou son représentant, chargé du secrétariat du comité
- la directrice départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ou son représentant
- le délégué départemental de METEO France ou son représentant

- le directeur départemental des services vétérinaires ou son représentant
 - le directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports
REPRESENTANTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
CONSEIL GENERAL
 - M. Michel DINET, président du conseil général ou son représentant
MAIRES DES PRINCIPALES VILLES
 - M. André ROSSINOT, maire de NANCY ou son représentant
 - M. Stéphane HABLOT, maire de VANDOEUVRE ou son représentant
 - M. Jacques LAMBLIN, maire de LUNEVILLE ou son représentant
 - M. Mme Nicole FEIDT, maire de TOUL ou son représentant
 - M. Guy VATTIER, maire de BRIEY ou son représentant
 - M. Edouard JACQUE, maire de LONGWY ou son représentant
 - M. Henry LEMOINE, maire de PONT-A-MOUSSON ou son représentant
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES MAIRES
 - la présidente de l'association départementale des maires de Meurthe-et-Moselle ou son représentant
CENTRES COMMUNAUX D'ACTION SOCIALE
 - le délégué départemental de l'UD- CCAS ou son représentant
REPRESENTANTS DES INSTITUTIONS INTERVENANT DANS LE CHAMP SANITAIRE, MEDICO-SOCIAL ET SOCIAL
MAISONS DE RETRAITE ET AUTRES INSTITUTIONS
 - M. PETIT, directeur de la maison de retraite de ROSIERES -AUX- SALINES
 - M. PERCEAU, directeur de la maison de retraite de SAINT- FIRMIN
 - Mme MATHIEU, directrice de l'U.R.I.O.P.S.S
 - le président du CODERPA ou son représentant
ETABLISSEMENTS DE SANTE et le cas échéant gestionnaires de Maisons de Retraite, d'U.S.L.D et de S.S.I.A.D. :
 - M. SAUVAGE, fédération des établissements d'hospitalisation et assistance privées - association hospitalière St Eloi NEUVES MAISONS
 - M. BOUYSET, délégué départemental de la fédération hospitalière de France
 - Mme PAYA, fédération hospitalière du Nord-Est
ASSOCIATIONS GESTIONNAIRES DE L'AIDE A DOMICILE ET DE SSIAD
 - M. LUCIEN, fédération A.D.M.R.
 - Mme BONNET, infirmière coordinatrice SSIAD de l'OHS de NANCY
ASSOCIATIONS RELEVANT DU CHAMP SOCIAL
 - le délégué départemental de la FNARS ou son représentant
 - la directrice de l'agence départementale d'ADOMA ou son représentant
 - le directeur général de l'ARS responsable du SAMU social ou son représentant
 - le président de l'association Agir ABCD ou son représentant
 - le responsable de l'Armée du Salut de Nancy ou son représentant
 - le président de l'association « chrétiens dans le monde rural » ou son représentant
 - le président de la Croix Rouge Française ou son représentant
 - le président d'Emmaüs France ou son représentant
 - la présidente de « familles rurales » ou son représentant
 - la déléguée générale de la fédération nationale de clubs d'âinés ruraux ou son représentant
 - le président d'Alzheimer 54 ou son représentant
 - le président des Petits Frères des Pauvres ou son représentant
 - le président des œuvres hospitalières de l'ordre de Malte ou son représentant
 - le président de l'union des foyers de jeunes travailleurs ou son représentant
 - le président de « médecins du monde » ou son représentant
INTERVENANTS DE PROXIMITES
 - le directeur de la poste ou son représentant
 - le président de la chambre syndicale des propriétaires et des copropriétaires ou son représentant
 - le directeur d'électricité de France ou son représentant
REPRESENTANTS AU TITRE DE LA PERMANENCE DES SOINS
 - le président du conseil de l'ordre des médecins ou son représentant
 - le directeur du SAMU ou son représentant
 - le directeur du SDIS ou son représentant
 - le directeur de SOS Médecins ou son représentant
 - le représentant du dispositif de régulation des appels téléphoniques mis en place par les médecins libéraux
Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres du comité départemental canicule.
 Nancy, le 28 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,
 Le secrétaire général,
 Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté n° 15/2008/SIDPC54/Secourisme du 3 juin 2008 portant agrément à assurer les formations aux premiers secours - Renouvellement

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'association des secouristes La Poste-France Télécom de Meurthe-et-Moselle est reconnue et agréée au niveau départemental, pour assurer les différentes formations aux premiers secours et ainsi que celles des moniteurs des premiers secours, en application du titre 2, chapitre 2, de l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 susvisé, pour une période de deux années à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 2 : L'agrément renouvelé par le présent arrêté peut être retiré en cas de non-respect des conditions fixées par l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours.

Art. 3 : M. le Directeur de Cabinet et M. BORDOT, représentant légal de l'association des secouristes La Poste-France Télécom de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs du département.
 Nancy, le 3 juin 2008 Pour le préfet, et par délégation,
 Le sous-préfet, directeur de cabinet,
 Jacques RANCHERE

Direction de la réglementation et des libertés publiques
Bureau des réglementations

Extrait de l'arrêté du 21 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
 Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La société hôtelière de Lorraine ARIANE HOTEL est autorisée à installer à l'hôtel ARIANE 10, rue de la Saône à LAXOU – 54520 -, un système de vidéosurveillance, comportant 10 caméras dont 4 caméras intérieures fixes, 4 caméras extérieures fixes et 2 caméras extérieures mobiles, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0136

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La liste des personnes chargées du droit d'accès aux images est annexée au présent arrêté.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le président de la société hôtelière de Lorraine,

- Monsieur le maire de LAXOU,

- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 21 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
 Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Manoncourt en Woëvre

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
 Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : BCT Démolition, représentée par M. Sébastien SEVRIN, gérant, est autorisée à installer au Lieu dit Le Boyer à MANONCOURT EN WOEVRE – 54385 -, un système de vidéosurveillance comportant 1 caméra extérieure mobile, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0031

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Sébastien SEVRIN, gérant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur Sébastien SEVRIN, gérant,

- Monsieur le maire de MANONCOURT EN WOEVRE,

- Monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
 Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 7 mai 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La BNP Paribas, représentée par M. le responsable de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance Place de l'Hôtel de Ville à LONGWY – 54400 - comportant 7 caméras dont 6 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0033

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le responsable de l'agence et les opérateurs de la station de télésurveillance. La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le directeur de la BNP PARIBAS,

- Monsieur le maire de LONGWY,

- Monsieur le sous-préfet de BRIEY,

- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 7 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,

Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La SAS Boulangerie PAUL, est autorisée à installer pour la boulangerie PAUL 169, galerie Espace Foch – Local 5 – 15 bis, rue Foch à NANCY – 54000 -, un système de vidéosurveillance de 2 caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0023

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le directeur du site et M le directeur de région. La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le directeur technique de SAS Boulangerie PAUL,

- Monsieur le maire de NANCY,

- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 24 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,

Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 7 mai 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Bouxières aux Dames

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Monsieur Stéphane HAYE, propriétaire du café de la Paix, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance 31, rue Saint Martin à BOUXIERES AUX DAMES - 54136 – d'1 caméra intérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0042

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Stéphane HAYE, propriétaire et Mme Leslie HAYE.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 7 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur Stéphane HAYE, propriétaire,

- Monsieur le maire de BOUXIERES AUX DAMES,

- Monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,

Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 9 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Mont Saint Martin

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 7 novembre 2007 est abrogé.

Art. 2 : La commune de MONT SAINT MARTIN est autorisée à installer à l'école élémentaire Jean Macé 2bis rue de Marseille, un système de vidéosurveillance, comportant 5 caméras extérieures fixes et 1 caméra extérieure mobile, fonctionnant lors de manifestations extra-scolaires ou pendant que l'établissement est vide, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0094

Art. 3 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 4 : La personne chargée du droit d'accès aux images est monsieur le maire de la commune de MONT SAINT MARTIN.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 5 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 6 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 7 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 8 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de MONT SAINT MARTIN,

- Monsieur le sous-préfet de Briey

- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 9 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,

Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Total France Marketing France Réseau, est autorisé à installer au relais ELF LAXOU, 5, avenue de la Résistance – 54520 LAXOU, un système de vidéosurveillance de 2 caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0025

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Bruno MILLOT, gérant et Mme Patricia MILLOT, co-gérante.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur Bruno MILLOT, gérant

- Monsieur le maire de LAXOU,

- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 24 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,

Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 7 mai 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Chambley-Bussières

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : M. Hervé ENDT, gérant du tabac-presse ENDT, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance 3, rue de la Gare à CHAMBLEY-BUSSIERES - 54890 -, de 2 caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0032

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Hervé ENDT, gérant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur Hervé ENDT, gérant,

- Madame le maire de CHAMBLEY-BUSSIERES,

- Monsieur le sous-préfet de BRIEY,

- Monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,

Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 10 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'institut National Polytechnique de Lorraine est autorisé à installer à l'Ecole Nationale Supérieure des Industries Chimiques – 1, rue Grandville – 54001 NANCY, un système de vidéosurveillance de 3 caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0046

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Michael MATLOZZ, directeur ENSIC, M. Claude ARCIPRESTE, secrétaire général, M. François GREVERAND, responsable service SITI, M. Hervé CABLEY, membre service SITI, M. Thierry BOUCETTA, membre service SITI.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur Michael MATLOSZ, directeur de l'ENSIC,

- Monsieur le maire de Nancy,

- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 10 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,

Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Messein

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : EUROMAT SERVICES, représenté par M. Francis PERROSE, gérant, est autorisé à installer ZAC du Breuil – 13, rue Robert Schuman à MESSEIN – 54850 -, un système de vidéosurveillance de 7 caméras dont 5 caméras intérieures fixes et 2 caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0035

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Francis PERROSE, gérant et M. Stéphane PERROSE, directeur.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur Francis PERROSE, gérant,

- Monsieur le maire de MESSEIN,

- Monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,

Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'Association LE GITE FAMILIAL, est autorisée à installer au 87 bis, avenue du Général Leclerc à NANCY – 54000 -, un système de vidéosurveillance de 2 caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0027

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont MM les travailleurs sociaux et le personnel de surveillance.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur Daniel STALDER, directeur
 - Monsieur le maire de NANCY,
 - Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.
- Nancy, le 24 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Dommartin lès Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La GIE de Dommartin lès Toul – GRAND FRAIS -, représentée par M. William IDELON, directeur exploitation, est autorisée à installer dans son magasin 1, place Albert Lebrun, un système de vidéosurveillance de 32 caméras dont 31 caméras intérieures mobiles et 1 caméra extérieure mobile, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0021

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. William IDELON, directeur exploitation et M. Clément GAUTHIER, responsable encaissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur William IDELON, directeur exploitation GRAND FRAIS,
 - Monsieur le maire de DOMMARTIN LÈS TOUL,
 - Monsieur le sous-préfet de TOUL,
 - Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.
- Nancy, le 24 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Essey lès Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La GIE d'ESSEY LES NANCY – GRAND FRAIS/CUSIN PRIMEURS -, représentée par M. William IDELON, directeur exploitation, est autorisée à installer dans son magasin ZAC du Tronc qui fume, un système de vidéosurveillance de 32 caméras dont 31 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0030

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. William IDELON, directeur exploitation et M. Clément GAUTHIER, responsable encaissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur William IDELON, directeur exploitation GRAND FRAIS,
 - Monsieur le maire d'ESSEY LES NANCY,
 - Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.
- Nancy, le 24 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune d'Ecrouves

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Mme Josiane IBNOU, propriétaire du tabac-presse bimbelerie situé 156, rue de l'hôtel de ville à ECROUVES – 54200 - est autorisée à installer un système de vidéosurveillance de 3 caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0041

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images Mme Josiane IBNOU, propriétaire.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 semaine.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Madame Josiane IBNOU, propriétaire,
 - Monsieur le maire d'ECROUVES,
 - Monsieur le sous-préfet de TOUL,
 - Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.
- Nancy, le 24 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 9 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Mont Saint Martin

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La commune de MONT SAINT MARTIN est autorisée à installer un système de vidéosurveillance au centre Kriegel Valrimont, 10, rue de Bordeaux à MONT SAINT MARTIN comportant 9 caméras intérieures fixes, 2 caméras extérieures mobiles et 9 caméras fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0044

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est le maire de la commune.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le maire de MONT SAINT MARTIN,

- M. le directeur départemental de la sécurité publique,

- M. le sous-préfet de BRIEY.

Nancy, le 9 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,

Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune d'Essey lès Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La SA des Produits de la Nature, représentée par M. Jean-Luc MARTIN, est autorisée à installer au magasin LA VIE SAINTE – 8 bis, rue Catherine Sauvage à ESSEY LES NANCY – 54270 -, un système de vidéosurveillance de 8 caméras comportant 6 caméras intérieures fixes et 2 caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0026

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Jean-Luc MARTIN, directeur général.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 48 heures.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur Jean-Luc MARTIN, directeur général,

- Monsieur le maire de ESSEY LES NANCY,

- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 24 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,

Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La SARL LE NEXT, représentée par M. Jean-Pierre BATRET, est autorisée à installer au bar LE NEXT 26, rue de la Salle à NANCY – 54000 -, un système de vidéosurveillance, comportant 1 caméra intérieure fixe et 1 caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0145

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Jean-Pierre BATRET, propriétaire et M. Rémy BARON, employé.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur Jean-Pierre BATRET, propriétaire,

- Monsieur le maire de NANCY,

- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 24 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,

Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune d'Essey lès Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La SNC LIDL, représentée par M. SOLOFRIZZO, directeur régional, est autorisée à installer dans son magasin 69, 71, 73, 75 rue du Pont de Pierre à ESSEY LES NANCY – 54270 -, un système de vidéosurveillance de 11 caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0020

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. SOLOFRIZZO, directeur régional, M. BEGRAND, responsable réseau et M. VAN CAMMEREN, directeur magasin.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 72 heures.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le SOLOFRIZZO, directeur régional,

- Monsieur le maire de ESSEY LES NANCY,

- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 24 avril 2008

Pour le préfet et par délégation,

La directrice des libertés publiques et de la réglementation,

Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Lexy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : M. Vincent MALARA, gérant du café-bar-tabac « L'OPPORTUN » est autorisée à installer, 12, rue de Lorraine à LEXY – 54720 - un système de vidéosurveillance de 3 caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0040

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Vincent MALARA, gérant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur Vincent MALARA, gérant,

- Monsieur le maire de LEXY,

- M. le sous-préfet de BRIEY,

- Monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 11 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le lycée professionnel régional Hélène Bardot – 12, place Saint Antoine – 54701 PONT-A-MOUSSON est autorisé à installer, un système de vidéosurveillance de 4 caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0043

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est le proviseur de l'établissement.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Madame MICHEL, proviseur,
- Monsieur le maire de PONT-A-MOUSSON,
- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.
Nancy, le 11 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Mont Saint Martin

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La commune de MONT SAINT MARTIN est autorisée à installer à la maison de l'enfance – rue des Jonquilles, un système de vidéosurveillance, comportant 1 caméra extérieure mobile, fonctionnant lors de manifestations extra-scolaires ou pendant que l'établissement est vide, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0029

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. le maire de MONT SAINT MARTIN.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.
Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de MONT SAINT MARTIN,
- Monsieur le sous-préfet de BRIEY,
- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.
Nancy, le 24 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 9 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Mont Saint Martin

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 7 novembre 2007 est abrogé

Art. 2 : La commune de MONT SAINT MARTIN est autorisée à installer à l'école maternelle Jean Macé 2 rue de Marseille, un système de vidéosurveillance, comportant 5 caméras extérieures fixes et 2 caméras extérieures mobiles, fonctionnant lors de manifestations extra-scolaires ou pendant que l'établissement est vide, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.07.0094

Art. 3 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 4 : La personne chargée du droit d'accès aux images est monsieur le maire de la commune de MONT SAINT MARTIN.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 5 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 6 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 7 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 8 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de MONT SAINT MARTIN,
- Monsieur le sous-préfet de Briey
- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.
Nancy, le 9 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La SARL PC Presse, représentée par Mme Patricia DE ABREU, est autorisée à installer, 36, rue Victor Hugo à PONT A MOUSSON – 54700 -, un système de vidéosurveillance de 6 caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0024

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont Mme Patricia DE ABREU, gérante et M. Carlos MARQUES, associé.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Madame Patricia DE ABREU, gérante,
- Monsieur le maire de PONT A MOUSSON,
- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.
Nancy, le 24 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune d'Auboué

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Art. 1^{er} : La direction départementale de la Poste, est autorisée à installer pour son établissement de AUBOUÉ, 1, place Albert Lebrun, un système de vidéosurveillance de 4 caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0016

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le chef d'établissement ou son remplaçant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le chef d'établissement de la poste d'AUBOUÉ,
 - Monsieur le maire de AUBOUÉ,
 - Monsieur le sous-préfet de Briey
 - Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.
- Nancy, le 24 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Briey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Art. 1^{er} : La direction départementale de la Poste, est autorisée à installer pour son établissement de BRIEY, 14, rue R. Mondon, un système de vidéosurveillance de 7 caméras comportant 6 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0014

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le chef d'établissement ou son remplaçant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le chef d'établissement de la poste de BRIEY,
 - Monsieur le maire de BRIEY,
 - Monsieur le sous-préfet de BRIEY,
 - Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.
- Nancy, le 24 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nomeny

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Art. 1^{er} : La direction départementale de la Poste, est autorisée à installer pour son établissement de NOMENY, 4 bis, rue du Grand Couronné, un système de vidéosurveillance de 2 caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0018

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le chef d'établissement ou son remplaçant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le chef d'établissement de la poste de NOMENY,
- Monsieur le maire de NOMENY,
- Monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Richardmémil

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Art. 1^{er} : La direction départementale de la Poste, est autorisée à installer pour son établissement de RICHARDMENIL, 61, rue de Gaulle, un système de vidéosurveillance de 2 caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0022

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le chef d'établissement ou son remplaçant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le chef d'établissement de la poste de RICHARDMENIL,
- Monsieur le maire de RICHARDMENIL,
- Monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Trieux

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Art. 1^{er} : La direction départementale de la Poste, est autorisée à installer pour son établissement de TRIEUX, 33, rue Marc Raty, un système de vidéosurveillance de 6 caméras comportant 5 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0015

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le chef d'établissement ou son remplaçant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le chef d'établissement de la poste de TRIEUX,
- Monsieur le maire de TRIEUX,
- Monsieur le sous-préfet de Brier,
- Monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vézelize

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La direction départementale de la Poste, est autorisée à installer pour son établissement de VEZELISE, 2, rue Marcel Astorg, un système de vidéosurveillance de 4 caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0017

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le chef d'établissement ou son remplaçant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le chef d'établissement de la poste de VEZELISE,
- Monsieur le maire de VEZELISE,
- Monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 19 mai 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La pâtisserie RECOUVREUR, représentée par Mme Frédérique MASSON-BEDARD, gérante, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance 11, rue de la Faïencerie à NANCY – 54000 - de 2 caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0037

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont Mme Frédérique MASSON-BEDARD, gérante et M. Christian BEDARD.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 5 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Madame Frédérique MASSON-BEDARD, gérante,
- Monsieur le maire de NANCY,
- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 19 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 10 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La SNCF est autorisée à installer à la gare SNCF de NANCY - 3, place Thiers, un système de vidéosurveillance de 16 caméras comportant 10 caméras intérieures fixes et 6 caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0034

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le directeur d'établissement, M. le chef de gare service DUO et M. le chef de gare adjoint service RDUO.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 72 heures.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le directeur d'établissement de la gare SNCF de Nancy,
- Monsieur le maire de Nancy,
- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 10 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Velaine en Haye

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La société SOTRAMA, représentée par M. Hervé PERRIN, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance bâtiment S 245 – Rue de Haye à VELAINE EN HAYE – 54840 - de 2 caméras extérieures mobiles, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0045

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Hervé PERRIN, manager général et M. Arnaud ROSE, conseiller à la sécurité.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 72 heures.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur Hervé PERRIN, manager général,
- Monsieur le maire de VELAIN EN HAYE,
- M. le sous-préfet de TOUL,
- Monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 24 avril 2008 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Mont Saint Martin

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La SARL MI 1 Yves ROCHER, représentée par Mme Maude ROVERATI, gérante, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance rue du Faisceau – Galerie marchande AUCHAN à MONT SAINT MARTIN – 54350- comportant 3 caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0048

Art. 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Maude ROVERATI, gérante.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 8 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Madame Maude ROVERATI, gérante,
 - Monsieur le maire de MONT SAINT MARTIN,
 - Monsieur le sous-préfet de BRIEY,
 - Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique.
- Nancy, le 24 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 2 juin 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;
Considérant que suite à une erreur matérielle, le nombre de caméras pouvant être autorisées dans cet établissement est de quatre et non de trois ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Les arrêtés préfectoraux des 13 février 2004 et 21 avril 2008 sont abrogés.

Art. 2 : Le bureau de tabac « Au Charmois », représenté par Mme Valérie GUERIN, 5, place Saint Jacques à LUNEVILLE – 54300 est autorisée à installer quatre caméras intérieures fixes de vidéosurveillance en conformité avec le plan produit sous le n° : 54.04.0005

Art. 3 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Valérie GUERIN, exploitante du débit de tabac,
- M. le maire de LUNEVILLE,
- M. le sous préfet de Lunéville,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 2 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Voies et délais de recours : Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez. Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques –

Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08. En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté. Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif, 5, place de la Carrière – CO N°38 - 54036 NANCY Cédex. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête.

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Extrait de l'arrêté du 21 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 16 avril 1999 sus-visé n° 54.97.0009 est modifié comme suit :

La BNP Paribas, représentée par M. le responsable de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance 58, rue Saint Jean à NANCY – 54000 - comportant 7 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de la BNP Paribas,
 - M. le maire de NANCY,
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique.
- Nancy, le 21 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 7 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Dombasle sur Meurthe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 27 mai 1997 sus-visé n° 54.97.0086 est modifié comme suit :

La Banque Populaire de Lorraine Champagne, représentée par M. le responsable de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance 103 bis, avenue du Général Leclerc à DOMBASLE SUR MEURTHE comportant 4 caméras dont 3 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de la Banque Populaire de Lorraine
 - M. le maire de DOMBASLE SUR MEURTHE
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique,
- Nancy, le 7 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 21 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune d'Essey les Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 27 mai 1997 sus-visé n° 54.97.0087 est modifié comme suit :

La Banque Populaire de Lorraine Champagne, représentée par M. le responsable de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance Rue du 11 novembre 1918 à ESSEY LES NANCY - 54270 comportant 8 caméras dont 7 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de la Banque Populaire de Lorraine
 - M. le maire de ESSEY LES NANCY
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique,
 Nancy, le 21 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
 La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
 Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 21 avril 2007 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Jarville La Malgrange

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
 Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 27 mai 1997 sus-visé n° 54.97.0090 est modifié comme suit :

La Banque Populaire de Lorraine Champagne, représentée par M. le responsable de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance 20, rue de la République à JARVILLE - 54140 comportant 8 caméras dont 7 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de la Banque Populaire de Lorraine
 - M. le maire de JARVILLE LA MALGRANGE
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique,
 Nancy, le 21 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
 La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
 Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 21 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
 Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 27 mai 1997 sus-visé n° 54.97.0093 est modifié comme suit :

La Banque Populaire de Lorraine Champagne, représentée par M. le responsable de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance 5, rue de la Mortagne à LAXOU - 54520 comportant 7 caméras dont 6 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de la Banque Populaire de Lorraine,
 - M. le maire de LAXOU,
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique,
 Nancy, le 21 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
 La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
 Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 21 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
 Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 27 mai 1997 sus-visé n° 54.97.0094 est modifié comme suit :

La Banque Populaire de Lorraine Champagne, représentée par M. le responsable de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance 4 bis, rue Alfred Mézières à LONGWY Bas - 54400 comportant 5 caméras dont 4 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de la Banque Populaire de Lorraine,
 - M. le maire de LONGWY,
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 21 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
 La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
 Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 21 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
 Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 27 mai 1997 sus-visé n° 54.97.0092 est modifié comme suit :

La Banque Populaire de Lorraine Champagne, représentée par M. le responsable de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance 2, avenue Sainte Anne à LAXOU - 54520 comportant 3 caméras dont 2 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de la Banque Populaire de Lorraine,
 - M. le maire de LAXOU,
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique,
 Nancy, le 21 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
 La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
 Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 28 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
 Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2008 sus-visé n° 54.07.0129 est modifié comme suit :

La société MHK Distribution Le Bonhomme de Bois, représentée par M. Michel HECK, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance 6, rue d'Amerval à NANCY - 54000 - comportant 6 caméras dont 4 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Monsieur Michel HECK, gérant,
 - Monsieur le maire de NANCY,
 - Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique,
 Nancy, le 28 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
 La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
 Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 9 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Mont Saint Martin

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
 Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 20 février 2008 sus-visé n° 54.07.0096 est modifié comme suit :

La commune de MONT SAINT MARTIN est autorisée à installer à l'école élémentaire Albert Lehlen, 2A rue de Marseille, un système de vidéosurveillance comportant 1 caméra extérieure mobile et 5 caméras extérieures fixes fonctionnant lors de manifestations extra-scolaires ou pendant que l'établissement est vide, en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le maire de MONT SAINT MARTIN
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique,
 - M. le sous-préfet de Briey,
 Nancy, le 9 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
 La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
 Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 7 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune d'Homécourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 15 avril 2005 n° 54.05.0019 est modifié comme suit :
« La direction départementale de la Poste, est autorisée à installer pour son établissement d'HOME COURT, 10, rue Jeanne d'Arc, un système de vidéosurveillance de 6 caméras comportant 5 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit. »

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. directeur départemental de la Poste
 - M. le maire d'HOME COURT
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique
- Nancy, le 7 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 7 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Vandœuvre-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 19 juin 1998 sus-visé n° 54.98.0032 est modifié comme suit :

« La direction départementale de la Poste est autorisée à installer pour son établissement de Vandœuvre Montet -Octroi, situé 9, square de Liège un système de vidéosurveillance de 3 caméras comportant 2 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit. »

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur départemental de la Poste
 - M. le maire de VANDOEUVRE-LES-NANCY,
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique.
- Nancy, le 7 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 7 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997 sus-visé n° 54.97.0240 est modifié comme suit :

« La direction départementale de la Poste, est autorisée à installer pour son établissement situé à NANCY, lieu-dit ST NICOLAS, 2, quai de la bataille, un système de vidéosurveillance de 9 caméras comportant 8 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit. »

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur départemental de la Poste
 - M. le maire de NANCY
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique.
- Nancy, le 7 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 7 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 1999 sus-visé n° 54.99.0047 est modifié comme suit :

« La direction départementale de la Poste est autorisée à installer pour son établissement de Nancy Beauregard, situé 195, avenue de Boufflers un système de vidéosurveillance de 4 caméras comportant 2 caméras intérieures fixes et 2 caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit. »

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur départemental de la Poste
 - M. le maire de NANCY,
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique,
- Nancy, le 7 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 7 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 17 mars 2000 sus-visé n° 54.00.0019 est modifié comme suit :

« La direction départementale de la Poste est autorisée à installer dans son établissement de TOUL, 16, rue Drouas un système de vidéosurveillance de 3 caméras comportant 2 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit. »

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur départemental de la Poste
 - Mme le maire de TOUL,
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique.
- Nancy, le 7 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 21 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 sus-visé n° 54.97.0184 est modifié comme suit :

La Banque CIC EST, représentée par M. le responsable de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance 3, rue Carnot à LUNEVILLE – 54300 - comportant 6 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de la Banque CIC EST,
- M. le maire de LUNEVILLE,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 21 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Saint Max

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 sus-visé n° 54.97.0193 est modifié comme suit :

La Banque CIC EST, représentée par M. le responsable de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance 33, avenue Carnot à

SAINT MAX – 54130 - comportant 5 caméras dont 4 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de la Banque CIC EST,
 - M. le maire de SAINT MAX,
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique.
- Nancy, le 21 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 21 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Saint Nicolas de Port

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 sus-visé n° 54.97.0194 est modifié comme suit :

La Banque CIC EST, représentée par M. le responsable de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance 4, rue Anatole France à SAINT NICOLAS DE PORT - 54210 - comportant 4 caméras dont 3 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de la Banque CIC EST,
 - M. le maire de SAINT NICOLAS DE PORT,
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique.
- Nancy, le 21 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 21 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Vandoeuvre lès Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 sus-visé n° 54.97.0196 est modifié comme suit :

La Banque CIC EST, représentée par M. le responsable de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance au centre commercial Bonifacio à VANDOEUVRE LES NANCY – 54500 - comportant 8 caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de la Banque CIC EST,
 - M. le maire de VANDOEUVRE LES NANCY,
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique.
- Nancy, le 21 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 21 avril 2008 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de Villerupt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 sus-visé n° 54.97.0172 est modifié comme suit :

La Banque CIC EST, représentée par M. le responsable de l'agence, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance 10, rue Poincaré à VILLERUPT – 54190 - comportant 5 caméras dont 4 caméras intérieures fixes et 1 caméra extérieure fixe en conformité avec le plan produit.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de la Banque CIC EST,

- M. le maire de VILLERUPT,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 avril 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques et de la réglementation,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 15 mai 2008 fixant la composition de la commission départementale d'action touristique

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté préfectoral modifié du 4 novembre 2004 est abrogé;

Art. 2 : La composition de la commission départementale d'action touristique est fixée comme suit:

- 1 - En qualité de membres permanents
- M. le délégué régional au tourisme, ou son représentant,
- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, ou son représentant,
- M. le directeur départemental des services fiscaux, ou son représentant,
- M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours, ou son représentant,
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, ou son représentant,
- M. le directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports, ou son représentant,
- M. le directeur départemental de l'équipement, ou son représentant,
- M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, ou son représentant.

Un représentant des offices de tourisme et syndicats d'initiative

- M. Daniel DENNINGER, titulaire

- Mme Anne HARBONVILLE, suppléante

Un représentant du comité départemental du tourisme

- la directrice du comité départemental du tourisme, titulaire

- M. Stéphane LOSER, suppléant

Un représentant de la chambre de commerce et d'industrie

- M. Jean-Marie VILADECAS, titulaire

- M. Yves SCHULTZ, suppléant

Un représentant de la chambre de métiers

- Mme Danielle NICOLAS, titulaire

- M. Thierry LATARCHE, suppléant

Un représentant de la chambre d'agriculture

- Mme Rachel THOMAS, titulaire

Un représentant des consommateurs

- M. Pierre VIDAL, titulaire

- Mme Marie-Louise MARION, suppléante

Un représentant des usagers handicapés à mobilité réduite

- Melle Aurélie GAUDEAU, titulaire

- M. Jean-Michel LELIEVRE, suppléant

2 - En qualité de membres représentant les professionnels du tourisme siégeant dans l'une des trois formations suivantes pour les affaires les intéressant directement

Première formation compétente en matière de classement, d'agrément et d'homologation

- Représentants des hôteliers et des restaurateurs

Hôteliers

. Mme Nicole GIRARD, titulaire

. Mme Véronique CHEVRY, suppléante

. M. Etienne GIRARD, titulaire

. M. Philippe GIRARD, suppléant

. Mme Bernadette DAOUT, titulaire

. M. Gérard GATINOIS, suppléant

Restaurateurs

. M. Michel BEDU, titulaire

. Mme Elisabeth DURAND, suppléante

- Représentants des loueurs de meubles saisonniers classés et des agents immobiliers, au titre de la première catégorie

Loueurs de meubles saisonniers

. Mme Catherine CHONE, titulaire

. M. Jean-Michel HABLAINVILLE, suppléant

. Mme Jocelyne GABRIEL, titulaire

. Mme Joëlle HOGARD, suppléante

Agents immobiliers

. M. Gérard PAQUIN, titulaire

. M. Gérard ABRAHAM, suppléant

- Représentants des gestionnaires et des usagers des terrains de camping-caravanage

Gestionnaires

. M. Mike MASSEY, titulaire

. Mme Laurence AUBERT, titulaire

Usagers

. M. Gérard PITZ, titulaire

. M. Gaston EDMOND, suppléant

. M. Michel DUFOUR, titulaire

- Représentant des offices de tourisme et syndicats d'initiative

. Mme Geneviève FONTAINE, titulaire

. M. Daniel GODARD, suppléant

- Représentants des entreprises de remise et de tourisme

- . M. Martial TOUSSAINT, titulaire
 - . M. Claude ERLACHER, suppléant
 - Représentants de la fédération française d'équitation
 - . Mme Cécile PAULY, titulaire
 - . M. Jean COLLIN, suppléant
 - Représentants des professionnels des activités hippiques
 - . M. Loïc GODEC, titulaire
 - Représentants des circonscriptions des haras
 - . M. Christian HAESSLER, titulaire
 - . Mme Marion CONNAN, suppléante
- Deuxième formation compétente en matière de délivrance d'autorisations administratives pour la commercialisation des prestations touristiques
- Représentants des agents de voyage
 - . M. Didier OUAKNINE, titulaire
 - . M. Hervé CAILLAU, suppléant
 - . Mme Francine LEINSTER, titulaire
 - . M. Eric MAIER, suppléant
 - Représentants des associations de tourisme agréées au sens des dispositions législatives du titre II du livre II
 - . M. Alain MEYER, titulaire
 - . M. Jean-Pierre KOPP, suppléant
 - . M. Jérôme GUERY, titulaire
 - . M. Stéphane SIRIANNI, suppléant
 - Représentants des organismes locaux de tourisme
 - . M. Serge HEREDIA, titulaire
 - . M. Gilbert LEROY, suppléant
 - . Mme Myriam BARNABE, titulaire
 - . M. Frédéric CHAUSSON, suppléant
 - Représentants des gestionnaires d'hébergements classés Hôtels
 - . Mme Nicole GIRARD, titulaire
 - . M. Etienne GIRARD, suppléant
 - . Mme Véronique CHEVRY, titulaire
 - . M. Philippe GIRARD, suppléant
 - Campings
 - . M. Mike MASSEY, titulaire
 - . Mme Laurence AUBERT, titulaire
 - Représentants des gestionnaires d'activités de loisirs
 - . M. Bernard MULLER, titulaire
 - . M. François SCHERER, suppléant
 - Représentants des agents immobiliers et administrateurs de biens
 - . M. Olivier BERTRAND, titulaire
 - . M. Gérard PAQUIN, suppléant
 - Représentant des organismes de garantie financière
 - Association professionnelle de solidarité du tourisme
 - . M. François PIOT, titulaire
 - . Mme Gaetana FRIGI, suppléante
 - Comité local des banques
 - . Mme LENOIR LEROY, titulaire
 - . M. BREANT, suppléant
 - Représentant des transporteurs routiers de voyageurs
 - . M. Gérard MARIN, titulaire
 - . M. Thierry WECKERLE, suppléant
- Troisième formation compétente en matière de projets d'établissements hôteliers
- Représentants des hôteliers
 - . Mme Nicole GIRARD, titulaire
 - . M. Gérard GATINOIS, suppléant
 - . M. Philippe GIRARD, titulaire
 - . M. Etienne GIRARD, suppléant
 - . M. Alain HENRION, titulaire
 - . Mme Catherine PILOT, suppléante
 - . M. Michel BEDU, titulaire
 - . Mme Véronique CHEVRY, suppléante
 - Représentants des agents de voyage
 - . M. Didier OUAKNINE, titulaire
 - . Mme Francine LEINSTER, suppléante

Art. 3 : Les membres de la commission sont nommés pour une période de 3 ans renouvelable.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission départementale d'action touristique.

Nancy, le 15 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits : Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez. Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M. le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08. En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté. Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif – B.P. 1038 F – 67070 Strasbourg. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique). Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et,

le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Extrait de l'arrêté du 27 mai 2008 portant classement du restaurant à l'enseigne « L'Auberge de Flirey », situé 19, rue du Jury - 54470 Flirey, dans la catégorie « restaurant de tourisme »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que les conditions prévues par l'arrêté ministériel du 27 septembre 1999 susvisé sont remplies;

ARRETE

Art. 1^{er} : Est classé dans la catégorie « restaurant de tourisme » le restaurant à l'enseigne « L'Auberge de Flirey », situé 19, rue du Jury 54470 Flirey.

gérant: M. François ANGUILLE

Numéro de SIRET: 48935484500013

Art. 2 : Ce classement est valable 3 ans. A l'issue de ce délai, il pourra être renouvelé sur présentation d'une nouvelle déclaration du gérant.

Art. 3 : En cas de changement des conditions de classement, le gérant est tenu d'en informer le préfet, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Art. 4 : En cas de changement de gérant, une nouvelle déclaration de classement devra être déposée.

Art. 5 : Dans le cadre du contrôle de la conformité de l'établissement par le préfet, le gérant admet la visite des agents des administrations de l'Etat habilités.

Art. 6 : Le gérant est tenu d'apposer le panonceau correspondant au classement accordé, en conformité avec le modèle réglementaire annexé à l'arrêté ministériel du 8 novembre 1999 susvisé.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera notifié à M. François ANGUILLE, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et dont copie sera adressée à:

M. le préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle (délégation régionale au tourisme)

M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

M. le président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 27 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits : Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez. Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme la ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08. En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté. Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif – CO 20038 – 54036 NANCY Cedex. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique). Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Extrait de l'arrêté du 27 mai 2008 portant modification de l'arrêté du 14 février 1997 accordant une habilitation à la société Novotel Nancy Ouest située RN 54 - 54520 Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu l'arrêté préfectoral du 14 février 1997 accordant une habilitation à la société Novotel Nancy Ouest située RN 54 - 54520 Laxou;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1er de l'arrêté susvisé du 14 février 1997 est modifié comme suit:

« La personne désignée pour diriger l'activité réalisée au titre de l'habilitation est M. Pierre BANDIN, directeur de l'établissement »

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 27 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits : Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez. Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme la Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08. En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté. Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Nancy – CO 20038 – 54036 NANCY Cedex. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date du

rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique). Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Extrait de l'arrêté du 27 mai 2008 portant modification de l'arrêté du 29 mai 1998 accordant une habilitation à la société Novotel Nancy Sud située RN 57 - 54810 Houdemont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu l'arrêté préfectoral du 29 mai 1998 accordant une habilitation à la société Novotel Nancy Sud située RN 57 - 54810 Houdemont;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1er de l'arrêté susvisé du 29 mai 1998 est modifié comme suit : « La personne désignée pour diriger l'activité réalisée au titre de l'habilitation est M. Alain HENRION, directeur de l'établissement »

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits : Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez. Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme la Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08. En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté. Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Nancy – CO 20038 – 54036 NANCY Cédex. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique). Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Direction du développement durable et des politiques interministérielles

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Extrait de l'arrêté modificatif du 5 juin 2008 à la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté du 13 novembre 2006 portant composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites relatif à la formation spécialisée dite "de la nature" est modifié comme suit :

2-2 : Collège des élus :

Titulaires : Mme Rachel THOMAS conseiller général du canton de CHAMBLEY- BUSSIERES et M. Olivier JACQUIN conseiller général du canton de THIAUCOURT-REGNIEVILLE

Suppléants : M. Jean-Paul VINCHELIN conseiller général du canton de NEUVES-MAISONS et Jean-Marie UHLRICH conseiller général du canton de POMPEY

2-4 : Collège des personnes compétentes :

Titulaire : M. François VERNIER, président de l'association FLORAINE

Art. 2 : L'article 3 de l'arrêté du 13 novembre 2006 susvisé relatif à la formation spécialisée dite "des sites et paysages" est modifié comme suit :

3-2 : Collège des élus :

Titulaires : Mme Rachel THOMAS conseillère générale du canton de CHAMBLEY- BUSSIERES et M. Jean-Pierre MINELLA conseiller général du canton de HOMECOURT

Suppléants : M. Olivier JACQUIN conseiller général du canton de THIAUCOURT-REGNIEVILLE et M. Gauthier BRUNNER conseiller général du canton de VEZELISE

Titulaires : M. Bernard MUNIER maire de GRIPPORT et M. Didier DANTE troisième vice-président de la communauté de communes du pays de BRIEY et maire d'AVRIL

Art. 3 : L'article 4 de l'arrêté du 13 novembre 2006 susvisé relatif à la formation spécialisée dite "de la publicité" est modifié comme suit :

4-2 : collège des élus :

Titulaire : M. Pierre BAUMANN conseiller général du canton de LAXOU

Suppléant : M. René MANGIN conseiller général du canton de JARVILLE

Art. 4 : L'article 5 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2006 susvisé relatif à la formation spécialisée dite "des carrières" est modifié comme suit :

5-2 : collège des élus :

Titulaire : M. Jean-Paul VINCHELIN conseiller général du canton de NEUVES-MAISONS

Suppléant : M. Laurent RIGHI conseiller général du canton d'HERSERANGE

Art. 5 : L'article 5 bis de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2006 susvisé relatif à la formation spécialisée dite "de la faune sauvage captive" est modifié comme suit :

5 bis-2 : collège des élus :

Titulaire : Mme Rachel THOMAS conseillère générale du canton de CHAMBLEY-BUSSIERES

Suppléant : M. Olivier JACQUIN conseiller général du canton de THIAUCOURT-REGNIEVILLE

Art. 6 : Le mandat des membres visé aux articles 1, 2, 3, 4, 5 et 5 bis expirera le 12 novembre 2009. Ce mandat est renouvelable.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée aux membres de la commission.

Nancy, le 5 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 6 juin 2008 autorisant la capture temporaire de spécimens d'espèces animales protégées

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : M. LEBLANC Guillaume, technicien au CNRS de Lyon, titulaire de l'agrément de piégeage n° 35-3-643 et domicilié 7 rue des Halles à 55 140 Pagny la Blanche Côte est autorisé à capturer, à marquer et à relâcher des spécimens de Chat forestier Felis sylvestris..

Art. 2 : Le nombre total d'animaux capturés pour la durée de l'étude concernant trois départements (54, 55 et 88) ne devra pas dépasser 50 individus. Aucune capture ne devra être réalisée pendant la période d'élevage des jeunes.

Art. 3 : Les animaux capturés vivants dans des pièges de types « boîte à fauves » seront relâchés dans les meilleurs délais après les manipulations prévues dans le protocole scientifique. Une dizaine de chats forestiers pourront être équipés de colliers émetteurs VHF afin de déterminer les domaines vitaux saisonniers et l'utilisation de l'espace par l'espèce.

Art. 4 : Dans le département de Meurthe-et-Moselle les communes concernées par l'étude sont : Vannes le Châtel, Allamps, Barisey-la-Côte et Barisey-au-Plain.

Art. 5 : La présente autorisation est valable pour les années 2008 à 2013.

Art. 6 : M. LEBLANC transmettra un rapport de ces activités à la Direction Régionale de l'Environnement Lorraine et au Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, Direction de la Nature et des Paysages, Sous-direction de la Chasse, de la Faune et de la Flore Sauvages.

Art. 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Nancy à compter de l'accomplissement de la dernière des deux formalités de publicité prévues à l'article 8 ci-après.

Art. 8 : Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à M. LEBLANC Guillaume ;
- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
- et dont une copie sera par ailleurs adressée à MM le :

- . Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, Direction de la Nature et des Paysages,
- . Sous-Préfet de Toul,
- . Directeur régional de l'Environnement,
- . Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- . Directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- . Directeur territorial de l'Office National des Forêts,
- . Directeur départemental de la sécurité publique,
- . Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle du 28 mai 2008 concernant l'extension de 230 m² de vente d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne ED à Richardménil

Réunie le 28 mai 2008, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SAS ED, en qualité d'exploitante, afin d'être autorisée à procéder à l'extension de 230 m² de vente d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne ED à RICHARDMENIL, portant la surface totale de vente à 965 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Richardménil.

Nancy, le 30 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières

Arrêté n° 08.BMSSE.44 du 2 juin 2008 accordant délégations d'ingénierie publique

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU le code des Marchés Publics ;
 VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
 VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
 VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
 VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
 VU la loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, et notamment son article premier ;
 VU le décret n°67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement ;
 VU le décret n°82-627 du 21 juillet 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de la navigation ;
 VU le décret n°2000-257 du 15 mars 2000 relatif à la rémunération des prestations d'ingénierie réalisées au profit de tiers par certains services des ministères de l'équipement et de l'agriculture ;
 VU le décret n°2003 du 14 novembre 2003 relatif aux attributions et à l'organisation des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;
 VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
 VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;
 VU l'arrêté du 18 décembre 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant Monsieur François HURSON directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est à compter du 1^{er} février 2003 ;
 VU l'arrêté du 26 août 2004 du ministre de l'agriculture et de la pêche nommant Monsieur Yves ROYER directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004 ;
 VU l'arrêté du 11 octobre 2005 du ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer nommant Monsieur Jean-Philippe MORETAU chef du service de la navigation du Nord-Est à compter du 2 novembre 2005 ;
 VU l'arrêté du 16 février 2007 du ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer nommant Monsieur Michel MARTY directeur départemental de l'équipement de la Meurthe-et-Moselle à compter du 19 février 2007 ;
 Vu la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;
 Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement, pour :

- autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée
- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

Art. 2 : Délégation est donnée à Monsieur Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, pour :

- autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée
- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

Art. 3 : Délégation est donnée à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, pour :

- autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée
- signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

Art. 4 : Délégation est donnée à Monsieur François HURSON, directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est, pour :

- autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée
- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

Art. 5 : Messieurs MARTY, MORETAU, ROYER et HURSON définissent par arrêté pris au nom du préfet, chacun en ce qui le concerne, la liste de leurs subordonnés habilités à signer les actes d'ingénierie publique dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 6 : L'arrêté préfectoral n°07.BMSSE.102 du 20 août 2007 accordant délégations d'ingénierie publique, est abrogé.

Art. 7 : Le présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle,

- Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle,
 - Monsieur Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est,
 - Monsieur François HURSON, directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est,
- sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le secrétaire général pour les affaires régionales de Lorraine,
- Monsieur le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 juin 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté du 4 juin 2008 portant désignation de la personne responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;
 VU le décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques, pris pour l'application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 ;
 SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Art. 1^{er} : Mme Laurence STENGER, attachée principale de préfecture, exerçant les fonctions de Chef du Bureau du management stratégique des services de l'Etat et affaires financières, est désignée en qualité de personne responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques, pour l'ensemble des services placés sous son autorité.

Art. 2 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 4 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Arrêté n° 08.BMSSE.46 du 5 juin 2008 accordant délégation de signature à Monsieur Joseph SCHWARTZ, directeur régional des douanes et droits indirects

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
 VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
 VU le décret n° 82-632 du 21 juillet 1982 relatif aux pouvoirs des préfets sur les services douaniers ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
 Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
 VU l'arrêté ministériel du 17 avril 2008 nommant M. Joseph SCHWARTZ, directeur régional des douanes et droits indirects à Nancy à compter du 1^{er} juin 2008 ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Joseph SCHWARTZ, directeur régional des douanes et droits indirects, pour les matières relevant de la gestion courante du personnel, du matériel et des locaux abritant ses services.

Art. 2 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier ministre,
 - 2) aux ministres,
 - 3) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional,
 - 5) au Président du Conseil Général,
 - 6) au Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

Art. 3 : L'arrêté préfectoral n°07.BMSSE.98 du 20 août 2007 accordant délégation de signature à M. Philippe BAILLET, est abrogé.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Joseph SCHWARTZ, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 juin 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté du 10 juin 2008 portant création de la commission départementale de présence postale territoriale

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Il est institué dans le département de Meurthe-et-Moselle, une commission départementale de présence postale territoriale.

Art. 2 : La commission départementale de présence postale territoriale donne un avis sur le projet de maillage des points de contact de La Poste dans le département, qui lui est présenté par La Poste dans les conditions prévues par le décret du 11 octobre 2006 susvisé.

Art. 3 : La commission départementale de présence postale territoriale propose la répartition de la dotation départementale du fonds postal national de péréquation territoriale, dans les conditions prévues par le contrat pluriannuel de la présence postale territoriale passé entre l'Etat, La Poste et l'association nationale la plus représentative des maires, conformément à l'article 6 de la loi du 2 juillet 1990.

Art. 4 : La commission départementale de présence postale territoriale est informée par La Poste des projets d'évolution du réseau postal dans le département et des projets d'intérêt local, notamment en matière de partenariats et de regroupements de services incluant La Poste. La commission peut consulter, avec l'accord de ses membres, toute personne susceptible de lui apporter les informations utiles à l'accomplissement de ses missions, et notamment des représentants d'organismes publics ou privés intéressés par un partenariat ou le cofinancement de nouvelles formes de services de proximité.

Art. 5 : La commission départementale de présence postale territoriale est composée comme suit :

4 représentants des communes du département :

Titulaires :

- Monsieur Laurent GARCIA,

Maire de

54520 LAXOU

représentant les zones urbaines sensibles

- Monsieur Ennio BAZZARA

Vice-président de la communauté de communes du Grand Couronné

Maire de

54280 MONCEL SUR SEILLE

représentant les groupements de commune

- Monsieur Jean-Pierre CARRIERE

Maire de

54760 FAULX

représentant les communes de moins de 2000 habitants

- Monsieur Stéphane HABLLOT

Maire de

54500 VANOEUVRE-les-NANCY

représentant les communes de plus de 2000 habitants

2 représentants du Conseil Général :

Titulaires :

- Madame Josiane TALLOTTE

Conseillère générale de Meurthe-et-Moselle

- Madame Rachel THOMAS

Conseillère générale de Meurthe-et-Moselle

Suppléants :

- Monsieur Christian ARIES

Vice-président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle

- Monsieur Maurice VUILLAUME

Vice-président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle

2 représentants du Conseil Régional :

Titulaires :

- Madame Monette CASCINELLI

Conseillère régionale

- Monsieur René MANGIN

Conseiller régional

Le représentant de La Poste :

- Monsieur Jean-Paul LECLERC

Directeur territorial de l'enseigne La Poste Lorraine-Sud

Le représentant de l'Etat :

- Monsieur Philippe SAFFREY

Sous Préfet de LUNÉVILLE

Art. 6 : Un règlement intérieur est adopté par chaque commission pour en préciser les modalités pratiques de fonctionnement.

Art. 7 : La commission départementale de présence postale territoriale se réunit au moins une fois par an et, en tant que de besoin, à l'initiative de son président ou à l'invitation de La Poste ou du représentant de l'Etat dans le département, notamment dans les conditions prévues à l'article 29 de la loi du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire.

Le secrétariat de la commission assure la diffusion des délibérations et des avis de la commission départementale de présence postale territoriale.

Art. 8 : Seuls les représentants des collectivités territoriales participent aux votes. Le président de la commission a voix prépondérante.

Art. 9 : La commission élit un président en son sein.

Aucune règle de quorum n'est fixée.

La CDPPT se réunit sur convocation écrite de son président, soit directement à son initiative, soit à la suite de la demande écrite du représentant de l'Etat dans le département ou du représentant de La Poste dans le département adressée au président. La convocation précise les sujets dont l'inscription à l'ordre du jour est demandée.

Art. 10 : L'arrêté du 22 octobre 2007 portant création de la commission départementale de présence postale territoriale est abrogé.

Art. 11 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur territorial de l'enseigne La Poste Lorraine-Sud sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun de ses membres. Le présent arrêté sera affiché

pendant 15 jours en préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le Trésorier-payeur général.

Nancy, le 10 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

Jean-Michel MOUGARD

Direction des relations avec les collectivités locales Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire

Extrait de l'arrêté du 22 mai 2008 autorisant la nomination de régisseurs d'Etat auprès de la police municipale de la commune de Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : M. Stéphane HERVEUX, brigadier, est nommé en qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 par la route.

Art. 2 : M. Wahid ROURE, gardien, est nommé régisseur suppléant.

Art. 3 : Les arrêtés des 24 mars 2003 et 23 octobre 2006 sont abrogés.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Laxou et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au régisseur et à son suppléant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

Nancy, le 22 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 26 mai 2008 autorisant la création d'une régie d'Etat auprès de la police municipale de la commune de Briey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Une régie de recettes de l'Etat est créée auprès de la police municipale de Briey pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

Art. 2 : Le régisseur, responsable de la police municipale, peut être assisté par d'autres agents de police municipale désignés comme suppléant ou mandataire.

Art. 3 : Le régisseur, son suppléant et ses mandataires encaissent et reversent les fonds à la trésorerie de Briey.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le maire de Briey et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 26 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 26 mai 2008 autorisant la nomination de régisseurs d'Etat auprès de la police municipale de la commune de Briey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : M. Jean-Marie PFLUGHAUPT, gardien de police municipale, est nommé en qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

Art. 2 : M. Frédéric GALLAND, fonctionnaire territorial, est nommé régisseur suppléant de cette régie.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le maire de Briey et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et à son suppléant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

Nancy, le 26 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

Jean-Michel MOUGARD

Sous-préfecture de Toul

Extrait de l'arrêté du 4 juin 2008 portant modification des statuts du S.I.S. du 1^{er} cycle de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application de l'article L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par cet article est atteinte ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 4 des statuts est modifié comme suit :

"article 4 : Administration – le syndicat est administré par un comité composé de membres désignés par les conseils municipaux des communes intéressées, chacune étant représentée par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

Les délégués suppléants sont appelés à siéger au conseil avec voix délibérative en cas d'absence ou d'empêchement des délégués titulaires. En la présence des délégués titulaires, les suppléants pourront assister au débat sans y participer".

Art. 2 : Le sous-préfet de Toul, le président du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1^{er} cycle de TOUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 4 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le sous-préfet de Lunéville, sous-préfet de Toul par intérim,
Philippe SAFFREY

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Direction interrégionale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

Unité départementale de Meurthe-et-Moselle

Arrêté du 15 juin 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel SINGER, directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

Le directeur interrégional

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

VU l'arrêté ministériel en date du 16 mars 2001 nommant M. Michel SINGER, directeur régional de Lorraine.

VU l'arrêté préfectoral n° 2008/BMSSE.23 en date du 6 mai 2008 portant délégation de signature à M. Michel SINGER, directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la Répression des Fraudes ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Art. 1^{er} : En application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2008 BMSSE.23 en date du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à M. SINGER, directeur interrégional, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Christian JEANNOT directeur départemental,
- Mme Evelyne UBEAUD directrice départementale,
- M Michel FRANCOIS, inspecteur principal.

Art. 2 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Metz, le 15 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur interrégional de Lorraine,
Michel SINGER

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Extrait de la décision du 21 mai 2008 portant agrément au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.)

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

DECIDE

Art. 1^{er} : Le centre hospitalier universitaire de Nancy bénéficie d'une subvention du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics ou privés d'un montant de 62 224.01 € au titre de la mise en œuvre d'un projet de stérilisation entre les établissements suivants : C.H.U. de Nancy, S.I.N.C.A.L., C.H. de Lunéville, clinique de Lunéville, maternité régionale de Nancy, centre de santé M.G.E.N., C.L.C.C. Alexis Vautrin, C.H. de Pont à Mousson, C.H. de Toul, C.H. de Commercy.

Cette subvention sera versée à l'établissement par la caisse des dépôts et consignations, gestionnaire du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (F.M.E.S.P.P.).

Art. 2 : Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et le directeur du centre hospitalier universitaire de Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 21 mai 2008 Le directeur de l'A.R.H. de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté n° 18 du 6 juin 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de Faulx

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le Président du Conseil d'Administration en attente de désignation par le prochain Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de Faulx.

Art. 2 : La composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de FAULX est fixée comme suit :

- 1) Un collège de représentants des collectivités territoriales comportant six membres :

a) Cinq représentants du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle :

- Monsieur Jean-Marie ULLRICH, Vice-Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
- Monsieur Bernard LECLERC, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
- Monsieur Noël GUERARD, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
- Monsieur Gérard ROYER, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
- Monsieur Yves BISTON, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).

b) Un représentant de la Commune siège de l'Etablissement :

- Monsieur Jean-Pierre CARRIERE, Maire de FAULX (fin du mandat en mars 2014).

2) Un collège des personnels comportant six membres :

a) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement :

- Monsieur le Docteur Régis MALINGREY (fin du mandat en mai 2010).

b) Deux autres membres de la Commission Médicale d'Etablissement :

- Madame Christine SCHIRMEYER-BIGEARD, Pharmacienne (fin du mandat en mai 2010),
- En attente désignation d'un autre membre de la Commission Médicale d'Etablissement.

c) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :

- Madame Maria LAPOINTE, Aide-soignante (fin du mandat en décembre 2010).

d) Deux représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :

- Monsieur Jean-Marc LAPOINTE, Agent de maîtrise, représentant le Syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),
- Monsieur Rémi DONNOT, Aide-soignant, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).

3) Un collège de personnalités qualifiées et de représentants des usagers comportant six membres :

a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :

- Madame Marie-José DOLCI, représentant le PAIS du Val de Lorraine (fin du mandat en janvier 2010).
- Monsieur le Docteur Eric MAGNE, Médecin (fin du mandat en novembre 2008),
- Madame Silvia CHAPTAL, Infirmière Libérale (fin du mandat en octobre 2010).

b) Trois représentants des usagers :

- Représentant des usagers en attente de désignation.
- Représentant des usagers en attente de désignation.
- Représentant des usagers en attente de désignation.

Art. 3 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 17 du 5 Mai 2008.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 juin 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 27 du 28 mai 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le Président du Conseil d'Administration, élu parmi le collège de représentants des Collectivités Territoriales est Monsieur Yves WILLER.

Art. 2 : La composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixée comme suit :

1) Un collège de représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :

a) Six représentants du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle :

- Monsieur Yves WILLER, Maire de Mont-sur-Meurthe, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
- Madame Dominique OLIVIER, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
- Madame Michèle PILOT, Maire de Foug, Vice-Présidente du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
- Monsieur André BARBIER, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
- Monsieur Pierre BAUMANN, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
- Monsieur Serge DE CARLI, Maire de Mont Saint Martin, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).

b) Un représentant de la Commune siège de l'Etablissement :

- Monsieur Jean-Pierre REICHHART, Conseiller Municipal de la Ville de Laxou, (fin du mandat en mars 2014).

c) Un représentant de la Région dans laquelle l'Etablissement a son siège :

- Madame Claudine BARTHELEMY, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).
- 2) Un collège des personnels comportant huit membres :
 - a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :
 - Monsieur le Docteur Jean-Pascal PAREJA, Président de la CME, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011),
 - Madame le Docteur Martine ATTIA, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011),
 - Monsieur le Docteur Bernard KABUTH, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011),
 - Monsieur le Docteur Bernard NORROY, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011).
 - b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :
 - Monsieur Pascal BACROIX, Cadre de Santé (fin du mandat en octobre 2010).
 - c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :
 - Monsieur Luc FERRETTI, représentant le syndicat CGT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Monsieur Michel COLLIN, Cadre de Santé, représentant le syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Monsieur Claude ROMBACH, Infirmier, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).
- 3) Un collège de personnalités qualifiées et de représentants des usagers comportant six membres :
 - a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
 - Monsieur Henri BRUGIERE, Vice-Président de l'Association "La Soupe pour les Sans Abri" (fin du mandat en novembre 2010),
 - Monsieur Jean-Paul SCHLITTER, Médecin non hospitalier (fin du mandat en octobre 2010),
 - Madame Sidonie BAUDOT, Infirmière Libérale (fin du mandat en avril 2010).
 - b) Trois représentants des usagers :
 - Monsieur André LOUP, représentant l'UNAFAM (Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux) (fin du mandat en mai 2010),
 - Monsieur Pascal HOULNE, Directeur Général de l'ARS (Accueil et Réinsertion Sociale) (fin du mandat en janvier 2011),
 - Monsieur Michel VIRION, Retraité, représentant l'AFTOC (Association Française des Personnes souffrant de Troubles Obsessionnels Compulsifs) (fin du mandat en décembre 2009).

Art. 3 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 26 du 5 Mai 2008.
Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
 Nancy, le 28 mai 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
 et par délégation,
 La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
 Christiane PERNET

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement

Arrêté n° 08-DRIE-54-01 du 4 juin 2008 portant subdélégation de signature

Le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
 Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
 Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment son article 38 4° ;
 Vu l'arrêté ministériel du 5 juillet 2001 nommant M. Jérôme GOELLNER en qualité de Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine ;
 Vu l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.27 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à M. Jérôme GOELLNER, Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine,

ARRETE

Art. 1^{er} : En application de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.27 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à M. Jérôme GOELLNER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine, délégation est donnée en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme GOELLNER, à Mmes Clémentine MARCOVICI et Catherine LAGNEAU, ingénieurs des mines, MM. Jean-François LAIGRE, ingénieur en chef du génie rural des eaux et des forêts, Norbert LAMBIN, chef de mission, Alain MARNET, secrétaire général, chef de mission.

Art. 2 : Les délégations de signature qui sont conférées à M. Jérôme GOELLNER à l'article 1 de l'arrêté n° 08.BMSSE.27 du 6 mai 2008 susvisé, sont également exercées :

a) Pour les matières visées au paragraphe 1 de l'arrêté susvisé, par Mme Catherine LAGNEAU, ingénieur des mines, MM. Pascal PELINSKI et Michel GOUTFREIND, chefs de mission, Michel BORGONOVO, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Bruno FERRY et Philippe NICOLAS,

attachés principaux d'administration centrale, Mme Bertha BESTEIRO, M. Michel DELVOT, ingénieurs de l'industrie et des mines.

b) Pour les matières visées au paragraphe 2 de l'arrêté susvisé, par MM. Jean-François LAIGRE, ingénieur en chef du génie rural des eaux et des forêts, Pascal PELINSKI et Bertrand HELBLING, chefs de mission, Mme Pascale HANOCQ et M. Robert MAZZOLENI, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines.

c) Pour les matières visées au paragraphe 3 de l'arrêté susvisé, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Mathias MONDAMERT, ingénieur de l'industrie et des mines, Yan SAUVALLÉ, ingénieur des travaux publics de l'Etat, Mme Pascale SAR, ingénieur.

d) Pour les matières visées au paragraphe 4 de l'arrêté susvisé, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Cyril DROIT, ingénieur de l'industrie et des mines, Alfred LANDKOCZ, Olivier LESIEUR, Philippe RICHARD, techniciens supérieurs de l'industrie et des Mines, et Alain VIGENT, technicien principal du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

e) Pour les matières visées au paragraphe 5 de l'arrêté susvisé, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, et pour les affaires visées en 5.2, 5.3, 5.4 et 5.5 par Serge ALDON, ingénieur de l'industrie et des mines, Mme Pascale SAR, ingénieur, ainsi que par :

- M. Robert DOLLARD, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,
- M. Gilbert BALWA, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
- M. Thierry DILLER, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
- M. Jean-Luc RAUBER, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
- M. Olivier LESIEUR, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
- M. Alain VIGENT, technicien principal du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Michaël ALBRECHT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Claude DEREANT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Jean-Louis HAVETTE, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. François CODET, ingénieur de l'industrie et des mines,
- M. Michel LASSERRE, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,
- M. Alain VINCENT, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,
- Mme Régine SCHEFFER, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines.

f) Pour les matières visées au paragraphe 6 de l'arrêté susvisé, par MM. Norbert LAMBIN et Pascal PELINSKI, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Mathias MONDAMERT et Mme Laetitia HAURE, ingénieurs de l'industrie et des mines, MM. Yan SAUVALLÉ, ingénieur des travaux publics de l'Etat, Jacques-Louis GEISLER, technicien supérieur de l'industrie et des mines.

g) Pour les matières visées au paragraphe 7 de l'arrêté susvisé, par Mme Clémentine MARCOVICI, ingénieur des mines, MM. Jacques MOLE et Pascal PELINSKI, Chefs de mission, Maxime COURTY et Jean-Luc OURY, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines.

Art. 3 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur régional.

Metz, le 4 juin 2008 Pour le préfet de par délégation,
 Le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
 Jérôme GOELLNER

Direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports

Liste des associations de Meurthe-et-Moselle ayant reçu l'agrément jeunesse et éducation populaire après avis de la commission départementale du 27 mai 2008

- Mouvement pour une alternative non violente
 22 rue Mozart
 54600 Villers-lès-Nancy n° 54-2443
- Art Institut Alternative
 73 rue Jean Godefroy
 54230 Neuves-Maisons n° 54-2444
- Jeunesse, Sport, Culture Haut du Lièvre Haussonville
 6 rue Cyfflé
 54000 Nancy n° 54-2445
- Maison des jeunes et de la culture
 99 rue des jardins fleuris
 54340 Pompey n° 54-2446
- Maison pour tous
 Mairie
 54540 Sainte-Pôle n° 54-2447
- Familles rurales Azeailles
 Mairie
 Place du général Héllé
 54122 Azeailles n° 54-2448

Nancy, le 9 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur régional adjoint de la jeunesse et des sports,
 Bernard FUSS

Direction interdépartementale des routes – Est
Division d'exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-032 en date du 3 juin 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A31 à l'échangeur de Frouard n° 22

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Art. 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31 SENS NANCY-METZ et METZ-NANCY
Points Repères PR.	Echangeur 22 FROUARD PR: 256+600
SECTION	Bretelles NANCY-FROUARD et FROUARD-NANCY
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement de la couche de roulement
PERIODE GLOBALE	Du 9 juin au 13 juin 2008 de nuit
SYSTEME D'EXPLOITATION	- Fermeture de la bretelle NANCY-FROUARD - Fermeture de la bretelle FROUARD-NANCY Schéma de signalisation type cf115
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : MISE EN PLACE PAR : DIR Est – CEI Champigneulle DIR Est – CEI Champigneulle

Art. 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
1	9 au 11 juin 2008	Echangeur 22 Sens + PR: 256+600	Neutralisation de la Bre-telle de sortie Nancy-Frouard	Les nuits de 20h30 à 6h00 l'usager est invité à continuer sur A31 direction Metz, sortir à l'échangeur n°24 Cus-tines, retour sur A31 direction Nancy et sortir à Frouard.
2	10 au 12 juin 2008	Echangeur 22 Sens - PR: 256+600	Neutralisation de la Bre-telle d'entrée Frouard-Nancy	Les nuits de 20h30 à 6h00, l'usager est invité à prendre la direction A31 direction Metz par la RD 570 et la bretelle Frouard-Metz puis sortir à l'échangeur n°24 Cus-tines et retour sur A31 direction Nancy.

Art. 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle, publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de FROUARD diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire de la radio locale Presse locale

affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Art. 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Art. 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Art. 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de (Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et

Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de FROUARD.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,

- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,

- Monsieur le Directeur de SCREG-COLAS (Heillecourt),

Moulins-lès-Metz, le 3 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
 Le chef de la division d'exploitation de Metz,
 David MAZOYER

Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-033 en date du 3 juin 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A31 au PR238/239

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Art. 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31
Points Repères PR.	PR 235+800 au 341+350 les deux sens
SECTION	
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement de la couche de roulement du PR 238 au PR 239 dans le sens Paris/Nancy
PERIODE GLOBALE	De nuit du 10 au 12 juin 2008
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation VD sens Paris Nancy Neutralisation VG sens Nancy Paris Basculement circulation sens Paris Nancy sur le sens Nancy Paris Limitation de vitesse à 50km/h dans le basculement et 90km/h au droit du chantier. Schémas types: cf 113a, cf 114a, cf 122b, cf122 suite.
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : MISE EN PLACE PAR : DIR-Est/District de Nancy CEI District de Nancy/CEI de Fléville

Art. 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	10 juin 2008 au 11 juin 2008 de nuit	AK5 PR235,8	Neutralisation Voie de droite sens Paris Nancy	Fermeture Bretelle Paris/Gondreville : les usagers sont invités à rester sur l'A31 jusqu'à l'échangeur n°17 de Velaine, bretelle Paris/Velaine, RD400 direction Velaine, bretelle Nancy/Velaine, A31 direction Paris et bretelle Nancy/Gondreville pour accès à Gondreville
	11 juin 2008 au 12 juin 2008 de nuit	AK5 PR 241,350	Neutralisation Voie de gauche sens Nancy Paris	Fermeture Bretelle Gondreville /Nancy : les usagers sont invités à prendre la RD 400 direction Velaine, traversée de Velaine, RD400 jusqu'à l'échangeur n°17 de Velaine puis la bretelle Velaine/Nancy et l'A31 direction Nancy
		ITPC 237,200	Basculement circulation sens Paris Nancy sur le sens Nancy Paris	
		ITPC 239,950		

Art. 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,

- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire de la radio (Radio Bleu Sud Lorraine)
- presse locale
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Art. 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Art. 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Art. 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société SCREG est/COLAS

Moulins-lès-Metz, le 3 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-034 en date du 5 juin 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A31/A33, bretelle Paris/Strasbourg

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Art. 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	Bretelle A31/A33 Paris/Strasbourg
PR + SENS	PR 248+000 sens Toul vers Epinal
SECTION	Bretelle Paris-Strasbourg
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement de la couche de roulement
PERIODE GLOBALE (date à date)	La nuit du 12 au 13 juin 2008
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation VD sens Paris/Strasbourg A31 Fermeture Bretelle A31/A33 Paris/Strasbourg Neutralisation VD sens Metz/Strasbourg A33
SIGNALISATION TEMPORAIRE	MISE EN PLACE PAR : DIR-Est - District de Nancy
	SOUS LA RESPONSABILITE DE : District de Nancy-CEI de Fléville

Art. 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

PHASE N°	DATE A DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	MESURES D'EXPLOITATION
	La nuit du 12 au 13 juin 2008	A 31 du PR 246+5 PR 248+00	Neutralisation de la voie de droite Fermeture bretelle Paris/Strasbourg	Les usagers sont invités à rester sur la section courante de l'A31 direction Metz jusqu'à l'échangeur n° 22 de Frouard, bretelle Nancy/Frouard, rond point de la RN 57.

	A33 PR 0+00	Neutralisation de la voie de droite	puis la bretelle Frouard/Paris, section courante de l'A31 direction Paris, puis A33 direction Strasbourg.
--	-------------	-------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------

Art. 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire de Radio bleu sud lorraine.
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Art. 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Art. 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Art. 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de l'entreprise SCREG-Est/COLAS-Est

Moulins-lès-Metz, le 5 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-036 en date du 10 juin 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de la structure de chaussée à l'échangeur dit de Moncel lès Lunéville sur la RN 59

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Art. 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

ROUTE	N 59
Points de repères	PR: 3 à 3+400 Deux sens
	PR: sens: PR: sens:
Section	Echangeur
Nature des travaux	Réfection de couche de roulement et purge localisée sous bretelle. Limitation de vitesse à 90 Km/h au droit des coupures de chaussée avec sortie obligatoire. Schémas N° cf 129a.
Période globale	3 jours du 16 au 18 juin

Système d'exploitation	Sous déviation
Signalisation temporaire	A la charge de : DIR EST
	Mise en place par : CEI de Lunéville

Art. 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION POSEE LE :
	16/17 et 18 juin 2008	Echangeur dit de Moncel	Fermeture et déviation RN 59 au PR 6 sens moins Fermeture D590 au niveau de la bretelle d'accès N333 vers Nancy (100m avant giratoire)	16/06 : déviation via D148 et D914 jusqu'au 18/06 16/06 : déviation Sarrebourg/Saint-Dié via N333 et échangeur de Lunéville centre à Chaufontaine jusqu'au 18/06

Art. 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.
Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,
- affichage du présent arrêté au sein des communes de Lunéville, Fraimbois, Gerbéviller, Xermaménil et Rehainviller,
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse,
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Art. 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Art. 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Art. 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Sous-Préfet de Lunéville, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour affichage ou publication à :

- Messieurs les Maires des communes de Lunéville, Fraimbois, Gerbéviller, Xermaménil et Rehainviller.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de l'entreprise SCREG-Est.

Moulin-lès-Metz, le 10 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZoyer

Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-037 en date du 12 juin 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur la bretelle Rosières/Nancy au diffuseur de Dombasle sur A33

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Art. 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A33 bretelle Rosières/Nancy du diffuseur de Dombasle sens Strasbourg/Nancy
PR + SENS	PR 24+100
SECTION	Bretelle Rosières/Nancy
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement de la couche de roulement
PERIODE GLOBALE (date à date)	La journée du 20 juin 2008
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation VD sens Strasbourg vers Nancy Fermeture Bretelle Rosières/Nancy du diffuseur de Dombasle Limitation de vitesse à 90Km/h au droit de la neutralisation de la voie de droite sens Strasbourg/Nancy au PR 25+000 Schéma N° cf 113 a
SIGNALISATION TEMPORAIRE	MISE EN PLACE PAR : DIR-Est/DE de Metz
	Sous la responsabilité : DE : District de Nancy-CEI de Fléville

Art. 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

	DATE A DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION
	20 juin 2008 de 9h à 16h	Sur A33 PR 25+000	Neutralisation de la voie de droite sens Strasbourg/Lunéville Fermeture bretelle Rosières/Nancy	Les usagers sont invités à rester sur la section courante de la RD 116 avenue de Rosières, puis prendre l'avenue des Vosges, Route de Blainville et accès Nancy par la bretelle Dombasle/Nancy de l'échangeur des sables. Les usagers sortant de Dombasle pour la direction de Nancy seront invités à prendre la route de Blainville et accès Nancy par la bretelle de Dombasle/Nancy de l'échangeur des sables.

Art. 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,
- affichage du présent arrêté au sein de la commune de Dombasle
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un message Radio sur Radio Bleu
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Art. 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Art. 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Art. 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Dombasle.
- Une ampliation sera adressée pour information à :
- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
 - Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
 - Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
 - Monsieur le Directeur de l'entreprise SCREG Est /COLAS Est
 Moulins-lès-Metz, le 12 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
 Le chef de la division d'exploitation de Metz,
 David MAZOYER

Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-038 en date du 12 juin 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'entretien et de remise en conformité des équipements sur la RN 52 (viaduc de la Chiers)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Art. 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN-52
Points Repères PR.	SENS: Entre les PR14+128 et 18+247 SENS: Metz / Belgique Entre les PR18+247 et 14+128 SENS: Belgique / Metz
SECTION	Section courante
NATURE DES TRAVAUX	Travaux d'entretien et de remise en conformité des équipements
PERIODE GLOBALE	Du lundi 23 juin au mardi 24 juin 2008 de 8h00 à 17h00
SYSTEME D'EXPLOITATION	Coupure d'axe avec la mise en place d'une déviation (Manuel du chef de chantier - Volume 2 - fiche CF 129a) Limitation de vitesse à 90Km/h au droit de la coupure.
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : MISE EN PLACE PAR : DIR-Est/DE de Metz DISTRICT de Metz- CEI de Villers-la-Chèvre

Art. 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	23/06/08	14+128 sens + 18+247 sens -	Coupure de la section courante Coupure de la section courante	Par RD520 puis RD618 Par RD618 puis RD520
	24/06/08	14+128 sens + 18+247 sens -	Coupure de la section courante Coupure de la section courante	Par RD520 puis RD618 Par RD618 puis RD520

Sens (+) Metz vers Longwy

Sens (-) Longwy vers Metz

Art. 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,
- affichage du présent arrêté au sein de la commune de LONGWY ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Art. 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Art. 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Art. 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le

Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de LONGWY,
 - Une ampliation sera adressée pour information à :
 - Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
 - Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
 - Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement de Meurthe et Moselle,
 - Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
 - Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
 - Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
 - Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Moulins-lès-Metz, le 12 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
 Le chef de la division d'exploitation de Metz,
 David MAZOYER

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/MH/MC - n° 441/08 du 27 mai 2008 modifiant l'arrêté DDASS/AES/MH/MC - n° 0057/08 du 25 janvier 2008 autorisant le transfert d'une officine de pharmacie

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le numéro de licence porté sur l'arrêté préfectoral sus visé ne permet pas son inscription dans l'application nationale PHAR et qu'il y a lieu de lui donner un numéro conforme aux opérations demandées par la Circulaire N° DHOS/O5/MISSION MARINE/2007/421 du 27 novembre 2007 pour la mise en oeuvre des simplifications administratives relatives à l'exploitation des officines de pharmacie et l'utilisation de l'application nationale PHAR ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Dans l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral DDASS/AES/MH/MC - n° 0057/08 du 25 janvier 2008 autorisant le transfert de l'officine de pharmacie sise 14 place du Marché à Toul (54200) vers le 365 avenue du Colonel Péchot à Toul sollicité par Madame Christelle DEFLIN, il y a lieu de lire : la licence est enregistrée sous le n° 54#01054 en lieu et place du n° 522.

Art. 2 : Le présent arrêté sera notifié à Madame Christelle DEFLIN.

Il peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont copie sera adressée à Madame Christelle DEFLIN ; Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (Inspection Régionale de la Pharmacie) ; Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine ; Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle ; Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine.

Nancy, le 27 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,
 Le secrétaire général,
 Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/494-08 du 2 juin 2008 portant agrément n° 171 de l'entreprise de transports sanitaires POMPEY AMBULANCES, 6 rue du Chanoine Pérignon - 54340 Pompey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le dossier déposé à l'appui de la demande de Madame KSIBI Latifa est conforme à l'article R 6312-13 du code de santé publique ;
 Considérant que les locaux répondent aux normes actuellement en vigueur ;
 Considérant que les véhicules mis en circulation proviennent d'un parc existant dans le département ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Est agréée, à titre provisoire pour un mois, pour l'accomplissement des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente, de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale, l'entreprise de transports sanitaires terrestres ci-après désignée :

POMPEY AMBULANCES
 6 rue du Chanoine Pérignon
 54340 POMPEY

exploitée par Madame KSIBI Latifa.

Art. 2 : La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.

Art. 3 : Toute modification de l'entreprise doit être signalée à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Art. 4 : L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

Art. 5 : Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

Art. 6 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément,

- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,

- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

Nancy, le 2 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Service solidarité autonomie

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité Autonomie / N° 446 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome du centre de soins Sainte Marie à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD Centre de soins Sainte Marie – 28 rue de la Primatiale – 54000 - Nancy.
N° FINESS : 540 005 345

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	11 228,00	362 175,43
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	334 190,43	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	16 757,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	336 470,43	362 175,43
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	25 705,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00.

Art. 3 : La dotation globale de soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Nancy rue Primatiale est fixée à 336 470,43 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 31,50 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre de soins Sainte Marie à Nancy, gestionnaire du service.

Nancy, le 3 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 447 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Briey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de BRIEY :

N° FINESS (EJ) 54 000 0767

Dotation globale de financement « soins » : 865 834,58 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 29,04 €

pour les GIR 3 et 4 : 22,23 €

pour les GIR 5 et 6 : 15,42 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Briey.

Nancy, le 3 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 448 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre de moyen séjour de Faulx

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre de moyen séjour de Faulx :

N° FINESS (EJ) 54 000 026 2

Dotation globale de financement « soins » : 1 722 455,02 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 38,45 €

pour les GIR 3 et 4 : 28,73 €

pour les GIR 5 et 6 : 18,67 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre de moyen séjour de Faulx.

Nancy, le 3 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 449 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON :

N° FINESS (EJ) 54 000 001 6

Dotation globale de financement « soins » : 909 357,82 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 36,08 €

pour les GIR 3 et 4 : 27,07 €

pour les GIR 5 et 6 : 18,05 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Pont à Mousson

Nancy, le 3 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 451 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « maison de retraite » du Centre Hospitalier de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de TOUL :

N° FINESS (EJ) 54 000 004 9

Dotation globale de financement « soins » : 889 155,49 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 31,30 €
pour les GIR 3 et 4 : 23,99 €
pour les GIR 5 et 6 : 16,69 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Toul.

Nancy, le 3 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 452 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'association hospitalière de Jœuf

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Association hospitalière de Jœuf :

N° FINESS (EJ) 54 000 088 2

Dotation globale de financement « soins » : 723 155,45 euros

Tarifs journaliers de soins :

Pour les GIR 1 et 2 : 40,39 €
Pour les GIR 3 et 4 : 40,38 €
Pour les GIR 5 et 6 : /

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association hospitalière de Jœuf.

Nancy, le 3 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 453 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre de Moyen Séjour de Faulx

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale et le prix de journée de soins 2008 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre de Moyen Séjour de FAULX :

N° FINESS (EJ) 54 000 0262

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 250 977,77 euros

- Prix de journée de soins : 31,77 euros

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à centre de moyen séjour de Faulx.

Nancy, le 3 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 454 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale et le prix de journée de soins 2008 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de SAINT-NICOLAS-DE-PORT :

N° FINESS (EJ) 54 000 0114

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 652 124,88 euros

- Prix de journée de soins : 41,27 euros

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier spécialisé de Saint-Nicolas-de-Port.

Nancy, le 3 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 455 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » du Centre Hospitalier de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale et le prix de journée de soins 2008 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de TOUL :

N° FINESS (EJ) 54 000 0049

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 348 610,74 euros

- Prix de journée de soins : 32,49 euros

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Toul.

Nancy, le 3 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité Autonomie / N° 457 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Audun-le-Roman

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD d'AUDUN-LE-ROMAN – géré par la Caisse régionale de la sécurité sociale dans les mines de l'Est – 4 rue du Casino – 57804 FREYMING-MERLEBACH.

N° FINESS (ET) : 54 000 4165

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	88 150,00	568 154,49
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	467 784,49	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	12 220,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	568 154,49	568 154,49
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0 €.

Art. 3 : La dotation globale de soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées d'Audun-le-Roman est fixée à 568 154,49 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 36,42 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la Caisse régionale de la sécurité sociale dans les mines de l'Est à FREYMING-MERLEBACH, gestionnaire du service.
Nancy, le 3 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité Autonomie / N° 458 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Briey-Homécourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD de BRIEY-HOMECOURT – géré par la Caisse régionale de la sécurité sociale dans les mines de l'Est – 4 rue du Casino – 57804 FREYMING-MERLEBACH.

N° FINESS (ET) : 54 001 2762

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	76 492,38	489 683,28
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	403 790,90	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	9 400,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	489 683,28	489 683,28
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €.

Art. 3 : La dotation globale de soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Briey-Homécourt est fixée à 489 683,28 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 35,31 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la Caisse régionale de la sécurité sociale dans les mines de l'Est à FREYMING-MERLEBACH, gestionnaire du service.

Nancy, le 3 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité Autonomie / N° 459 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Colombey-les-Belles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD 4 rue de la gare – 54170 – COLOMBEY-LES-BELLES.

N° FINESS E.J : 54 000 210 2

N° FINESS ET : 54 000 727 5

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	59 288,00	369 880,84
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	294 619,84	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	15 973,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	349 880,84	369 880,84
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	20 000,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €

Art. 3 : La dotation globale de soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Colombey-Les-Belles est fixée à 349 880,84 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 38,87 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au GIP « Bien vieillir en pays de Colombey et du sud-Toulois » gestionnaire du service.

Nancy, le 3 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité Autonomie / N° 460 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome d'Haroué

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD de l'ASAPA – 7 rue Général Pouget – 54740 - HAROUÉ.

N° FINESS : 54 001 256 4

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	125 468,78	423 440,20
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	290 360,34	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 611,08	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	414 654,21	423 440,20
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	8 785,99	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €.

Art. 3 : La dotation globale de soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées d'Haroué est fixée à 414 654,21 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 38,58 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Association ASAPA à Haroué, gestionnaire du service

Nancy, le 3 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité Autonomie / N° 468 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins du Centre "Germaine Marchal" de Nancy géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la section soins de l'établissement ci-dessous désigné :

Centre Germaine Marchal – Centre Jacques Parisot 78 rue Jacques Callot – 54550 BAINVILLE SUR MADON

N° FINESS : 54 001 0956

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	0,00	55 107,01
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	33 304,99	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	21 802,02	
	Déficit reporté		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	38 207,92	55 107,01
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	15 812,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	1 087,09	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 1 087,09 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 du Centre "Germaine Marchal" de NANCY est fixée à :

38 207,92 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 18,88 €

GIR 3 et 4 : 16,64 €

GIR 5 et 6 : 14,40 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au Centre Jacques Parisot de BAINVILLE SUR MADON.

Nancy, le 3 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité Autonomie / N° 469 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « HOTELIA » à Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite HOTELIA 8 rue de la Saône 54520 LAXOU

N° FINESS : 54 00 08216

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 942,81	919 827,47
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	778 392,11	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	377,95	
	Déficit reporté	134 114,60	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	919 827,47	919 827,47
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 134 114,60 euros de déficit.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite HOTELIA de LAXOU est fixée à 919 827,47 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 26,17 €

GIR 3 et 4 : 20,41 €

GIR 5 et 6 : 14,65 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite HOTELIA de LAXOU.

Nancy, le 3 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité Autonomie / N° 470 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome de Giraumont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de Giraumont, avenue Sainte Barbe, 54780 GIRAUMONT

N° FINESS : 54 001 3661

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 010,02	254 164,61
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	249 154,59	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	0,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	231 988,31	254 164,61
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	22 176,30	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 22 176,30 euros d'excédent.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite de GIRAUMONT est fixée à 231 988,31 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 20,54 €

GIR 3 et 4 : 14,43 €

GIR 5 et 6 : 8,27 €

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY

CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de GIRAUMONT.

Nancy, le 3 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 471 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'Association Hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale et le prix de journée de soins 2008 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit : Association Hospitalière St Eloi à NEUVES MAISONS : N° FINESS (EJ) 54 000 0437

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 431 762,12 €

- Prix de journée de soins : 31,00 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association hospitalière Saint Eloi à Neuves Maisons.

Nancy, le 3 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité Autonomie / N° 472 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'Office d'hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle, 38 rue de Dieuze à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné : SSIAD 38 rue de Dieuze- 54000 NANCY – géré par l'Office d'hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle – 78 rue Jacques Callot – 54550 BAINVILLE SUR MADON.

N° FINESS : 540 003 175

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	144 929,28	1 219 015,03
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 069 240,45	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	4 845,30	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 219 015,03	1 219 015,03
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €.

Art. 3 : La dotation globale de soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Nancy, rue de Dieuze, est fixée à 1 219 015,03 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 35,78 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard

des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Office d'hygiène sociale de Meurthe-et-Moselle à BAINVILLE SUR MADON, gestionnaire du service.

Nancy, le 3 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité Autonomie / N° 473 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de l'ALSAD à Villers-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD de l'ALSAD – 2 bis rue Sainte Odile – 54600 VILLERS-LES-NANCY
N° FINESS : 540 005 329

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	45 594,25	1 133 243,91
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	979 109,88	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	108 539,78	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 133 243,91	1 133 243,91
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €.

Art. 3 : La dotation globale de soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de l'ALSAD à Villers-lès-Nancy est fixée à 1 133 243,91 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 31,92 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association lorraine de soins à domicile à Villers-lès-Nancy, gestionnaire du service.

Nancy, le 3 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / Solidarité Autonomie / N° 491 du 3 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Royaumeix

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD – Centre Brancion – 54200 - ROYAUMEIX.

N° FINESS : 54 000 835 6

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	137 823,32	485 348,16
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	323 969,90	

	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	23 554,94	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	479 348,16	485 348,16
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	6 000,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 €.

Art. 3 : La dotation globale de soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Royaumeix est fixée à 479 348,16 euros. Le prix de journée de soins est fixé à : 33,15 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Association « Le Toulouais-Nord-Familial » à Royaumeix, gestionnaire du service

Nancy, le 3 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt

Arrêté n° 190 du 5 juin 2008 portant subdélégation de signature d'ingénierie publique

M. Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,
VU l'arrêté ministériel (Agriculture et Pêche) du 26 août 2004 nommant M. Yves ROYER, Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.44 en date du 2 juin 2008 accordant délégation de signature d'Ingénierie publique à M. Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Art. 1^{er} : En application des articles 3 et 5 de l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.44 en date du 2 juin 2008 accordant délégation de signature d'Ingénierie Publique à M. Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, les délégations de signature qui lui sont confiées sont exercées en cas d'absence, d'empêchement ou d'intérim de M. ROYER, par M. Jean-Luc JANEL, adjoint au directeur, chef du service environnement-eau, pour :

- autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée,
- signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

Art. 2 : Subdélégation est donnée à M. Jean-Marie HAM, chef du service ingénierie de l'eau pour :

- autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée,
- signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée et toutes pièces afférentes.

Art. 3 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 5 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER.

Service forêt, chasse et milieux naturels

Extrait de l'arrêté n° 2008/162 du 5 mai 2008 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Foug

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de Foug est modifiée comme suit :

Commune	Section	Parcelles cadastrales
Foug	AC AD D4	n° 80 à 86 la totalité de la section la totalité de la section

représentant une superficie totale de 79 ha 92 a 34 ca.

Art. 2 : Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

Art. 3 : La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'association communale de chasse agréée de Foug.

Art. 4 : La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée de Foug sera affichée pendant 1 mois dans la commune de Foug par les soins du maire.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le maire de la commune de Foug sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Foug,
 - chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
 - président de la fédération départementale des chasseurs.
- Nancy, le 5 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER.

Extrait de l'arrêté n° 2008/165 du 13 mai 2008 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Avril

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de Avril est modifiée comme suit :

Commune	Section	Parcelles cadastrales
Avril	Z ZA	n° 1 ; 2 ; 4 ; 5 et 7 n° 3 (partie de la parcelle longeant la voie communale n° 6 "Avril à Saint-Pierremont" limitée à 10 ha.) n° 5 et 6 (totalité des parcelles) n° 1
	ZL	

représentant une superficie totale de 88 ha 16 a 65 ca.

Art. 2 : Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

Art. 3 : La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'association communale de chasse agréée de Avril.

Art. 4 : La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association communale de chasse agréée de Avril sera affichée pendant 1 mois dans la commune de Avril par les soins du maire.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Avril sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Avril,
 - chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
 - président de la fédération départementale des chasseurs.
- Nancy, le 13 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER.

Extrait de l'arrêté n° 2008/166 du 13 mai 2008 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Mercy-le-Haut

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de Mercy-le-Haut est modifiée comme suit :

Commune	Section	Parcelles cadastrales
Mercy-le-Haut	ZK	n° 7 à 11 ; 14 à 20 ; 22 à 28 ; 30 à 35 ; 37 ; 40 à 45 ; 47 à 53 ; 55 ; 56 ; 63 ; 69 et 71

représentant une superficie totale de 125 ha 87 a 81 ca.

Art. 2 : Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

Art. 3 : La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'association communale de chasse agréée de Mercy-le-Haut.

Art. 4 : La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée de Mercy-le-Haut sera affichée pendant 1 mois dans la commune de Mercy-le-Haut par les soins du maire.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Brie et le maire de la commune de Mercy-le-Haut sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Mercy-le-Haut,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,

- président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 13 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER.

Extrait de l'arrêté n° 2008/183 du 29 mai 2008 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Laneuveville aux Bois

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de Laneuveville-aux-Bois est modifiée comme suit :

Commune	Section	Parcelles cadastrales
Laneuveville-aux-Bois	ZH	n° 8 ; 9 ; 11 ; 12 ; 13 ; 25 à 48 ; 58 à 80 ; 85 ; 86.
	ZE	n° 1 à 12 ; 14 à 26 ; 29 à 34 ; 62 à 64.

représentant une superficie totale de 128 ha 40 a 33 ca.

Art. 2 : Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

Art. 3 : La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'association communale de chasse agréée de Laneuveville-aux-Bois.

Art. 4 : La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée de Laneuveville-aux-Bois sera affichée pendant 1 mois dans la commune de Laneuveville-aux-Bois par les soins du maire.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville et Mme le maire de la commune de Laneuveville-aux-Bois sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Laneuveville-aux-Bois,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,

- président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 29 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER.

Extrait de l'arrêté n° 2008/184 du 29 mai 2008 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Saint-Remimont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de Saint-Remimont est modifiée comme suit :

Commune	Section	Parcelles cadastrales
Saint-Remimont	ZC	n° 98 à 109
	ZD	n° 34 à 76

représentant une superficie totale de 58 ha 06 a 50 ca.

Art. 2 : Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

Art. 3 : La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'association communale de chasse agréée de Saint-Remimont.

Art. 4 : La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée de Saint-Remimont sera affichée pendant 1 mois dans la commune de Saint-Remimont par les soins du maire.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le maire de la commune de Saint-Remimont sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Saint-Remimont,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,

- président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 29 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER.

Extrait de l'arrêté n° 2008/185 du 29 mai 2008 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Haroué

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de Haroué est modifiée comme suit :

Commune	Section	Parcelles cadastrales
Haroué	Z1	n° 3 ; 153 et 154

représentant une superficie totale de 33 ha 19 a 65 ca.

Art. 2 : Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

Art. 3 : La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'association communale de chasse agréée de Haroué.

Art. 4 : La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée de Haroué sera affichée pendant 1 mois dans la commune de Haroué par les soins du maire.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le maire de la commune de Haroué sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Haroué,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,

- président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 29 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER.

Direction départementale des services vétérinaires

Arrêté n° 08 - DDSV54 - 055 du 15 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle

Le directeur départemental,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

VU l'arrêté ministériel en date du 18 septembre 2006 nommant M. Jean Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle.

VU l'arrêté préfectoral n° 2008/BMSSE en date du 6 MAI 2008 portant délégation de signature à M. Jean Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Art. 1^{er} : En application de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2008 BMSSE en date du 06 MAI 2008 accordant délégation de signature à M. Jean Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- Mme Catherine NICOLEY, Inspecteur de santé publique vétérinaire, adjointe au directeur, chef du service environnement

- Mme Anne DELEPORTE, Inspecteur de santé publique vétérinaire, chef du service hygiène et sécurité sanitaire des aliments

- M. Yves LAMBERT, Inspecteur de santé publique vétérinaire, chef du services santé et protection animales

- M. Bernard GANNE, Secrétaire général du SAG commun DDAF/DDS

Art. 2 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des Services Vétérinaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Malzéville, le 15 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Jean Yves CHOLLET

Direction départementale de l'équipement

Arrêté n° 2008.SIAT-IP.01 du 6 juin 2008 portant subdélégation de signature par Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement

Le directeur départemental,

VU le code des Marchés Publics ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, et notamment son article premier ;
 VU le décret n°67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;
 VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
 VU l'arrêté du 16 février 2007 du ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer nommant Monsieur Michel MARTY directeur départemental de l'équipement de la Meurthe-et-Moselle à compter du 19 février 2007 ;
 VU la circulaire n°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 05 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;
 VU l'arrêté préfectoral n°08.BMSSE.44 en date du 02 juin 2008 portant délégation d'ingénierie publique,

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Monsieur Daniel MORLON, chef du service Ingénierie d'Appui Territorial et à Monsieur Pierre NIKOLIC, chef du Service Territorial à la direction départementale de l'équipement, pour :

- autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée ;
- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 1 du présent arrêté, la délégation qui leur est confiée par ledit article sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, désigné par décision de Monsieur le directeur départemental de l'équipement.

Art. 3 : L'arrêté préfectoral n°07.BMSSE.102 du 20 août 2007 accordant délégations d'ingénierie publique, est abrogé.

Art. 4 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture dont copie sera adressée à Monsieur le Trésorier payeur général.

Nancy, le 6 juin 2008
 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur départemental de l'équipement,
 Michel MARTY

*Service aménagement, risques et urbanisme***Extrait de l'arrêté n° 08 DE 002 PU du 12 mars 2008 portant suppression de la ZAC du Pré à Varois à Custines**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu l'arrêté préfectoral du 25 juillet 1985 portant création de la ZAC à usage d'activités diversifiées dite du "Pré à Varois", approbation du plan d'aménagement de zone et du programme des équipements publics de cette opération d'aménagement ;

Vu la délibération du 25 juin 2006 du comité syndical pour la réalisation de zones industrielles en Meurthe-et-Moselle ;

Considérant que cette opération est achevée, que le programme est réalisé, il y a lieu de constater la suppression de la ZAC du Pré à Varois à CUSTINES ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La suppression de la ZAC du Pré à Varois est constatée.

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Il fera l'objet d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Une copie de l'arrêté sera déposée en mairie de CUSTINES où il fera l'objet d'un affichage pendant un mois.

Art. 4 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de CUSTINES
- Monsieur le président du syndicat mixte pour la réalisation des zones industrielles en Meurthe-et-Moselle
- Monsieur le directeur de la SOLOREM
- Madame la directrice des archives départementales
- Monsieur le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle
- Monsieur le directeur régional de l'Équipement.

Nancy, le 12 mars 2008
 Pour le préfet et par délégation,
 Le secrétaire général,
 Jean-Michel MOUGARD

Commune de Vathiménil - Extrait de l'arrêté n° 08 DE 007 PU du 22 mai 2008 portant approbation de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La carte communale de VATHIMÉNIL, qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Art. 2 : Le dossier comprend :

- un rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/5 000^e (planches 1 et 2),
- un plan de zonage au 1/2 000^e,
- un plan des réseaux au 1/2 000^e.

Art. 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Art. 4 : Le conseil municipal de VATHIMÉNIL n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 421-2-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'État.

Art. 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Équipement et le Maire de VATHIMÉNIL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Nancy, le 22 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,
 Le secrétaire général,
 Jean-Michel MOUGARD

Commune de Nancy - Extrait de l'arrêté n° 07 DE 009 PU du 14 mars 2008 portant approbation de la modification du plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé (PSMV) secteur de l'îlot des Fabriques

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La modification du plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de la ville de NANCY, secteur de l'îlot des Fabriques, est approuvée telle qu'elle est annexée au présent arrêté.

Art. 2 : Le présent arrêté sera affiché pendant un mois à la mairie et au siège de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Il fera l'objet d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le dossier ainsi que l'arrêté préfectoral seront tenus à la disposition du public à la mairie de NANCY et au siège de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, le maire de NANCY, le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- Monsieur le directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
- Monsieur le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine,
- Monsieur le président du tribunal administratif de NANCY,
- Monsieur Jean-Marie MAROTTE, commissaire enquêteur,
- Madame la Ministre de la Culture et de la Communication (direction de l'Architecture et du Patrimoine),
- Madame la directrice des archives départementales,
- Monsieur le trésorier payeur général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur DE TOURTIER (architecte).

Nancy, le 14 mars 2008

Pour le préfet et par délégation,
 Le secrétaire général,
 Jean-Michel MOUGARD

*Service ingénierie appui territorial***Extrait de l'arrêté du 23 mai 2008 constatant la liste des communes et des groupements de communes qui peuvent bénéficier de l'assistance technique de l'Etat pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire (ATESAT)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La liste des 548 communes qui peuvent bénéficier pour l'année 2009 de l'Assistance Technique de l'État pour des raisons de Solidarité et d'Aménagement du Territoire (ATESAT) compte tenu des critères définis à l'article 1 du décret du 27 septembre 2002 susvisé, est jointe en annexe 1 du présent arrêté.

Art. 2 : Les listes des 26 groupements de communes et du syndicat de communes qui peuvent bénéficier pour l'année 2009 de l'Assistance Technique de l'État pour des raisons de Solidarité Aménagement du Territoire (ATESAT) compte tenu des critères définis à l'article 2 du décret du 27 septembre 2002 susvisé, sont jointes en annexes 2 et 3 du présent arrêté.

Art. 3 : Le présent arrêté abroge l'arrêté constatant la liste des collectivités pouvant bénéficier de l'ATESAT en 2008 du 16 juillet 2007.

Art. 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 23 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,
 Le secrétaire général,
 Jean-Michel MOUGARD

ANNEXE 1

Communes du département de Meurthe et Moselle éligibles à l'Assistance Technique de l'Etat pour des raisons de Solidarité et d'Aménagement du Territoire (ATESAT)

INSEE	COMMUNES	54083	BONVILLER	54164	DOMMARIE-EULMONT	54243	HABLAINVILLE
54001	ABAUCOURT	54084	MONT-BONVILLERS			54244	HAGEVILLE
54002	ABBEVILLE-LES-CONFLANS	54085	BORVILLE	54165	DOMMARTEMONT	54245	HAIGNEVILLE
54003	ABONCOURT	54086	BOUCQ	54166	DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE	54246	HALLOVILLE
54004	AFFLEVILLE	54087	BOUILLONVILLE			54247	HAMMEVILLE
54005	AFFRACOURT	54088	BOUVRON	54167	DOMMARTIN-LES-TOUL	54248	HAMONVILLE
54006	AGINCOURT	54089	BOUXIERES-AUX-CHENES			54249	HANNONVILLE-SUZEMONT
54007	AINGERAY	54090	BOUXIERES-AUX-DAMES	54168	DOMMARTIN-SOUS-AMANCE	54250	HARAUCCOURT
54008	ALLAIN			54169	DOMPRIX	54251	HARBOUEY
54009	ALLAMONT	54091	BOUXIERES-SOUS-FROIDMONT	54170	DOMPTAIL-EN-L'AIR	54252	HAROUÉ
54010	ALLAMPS			54171	DONCOURT-LES-CONFLANS	54253	HATRIZE
54011	ALLONDRELLE-LA-MALMAISON	54092	BOUZANVILLE			54254	HAUCOURT-MOULAINÉ
54012	AMANCE	54093	BRAINVILLE	54172	DONCOURT-LES-LONGUYON	54255	HAUDONVILLE
54013	AMENONCOURT	54094	BRALLEVILLE			54256	HAUSSONVILLE
54014	ANCERVILLER	54095	BRATTE	54173	DROUVILLE	54258	HENAMENIL
54015	ANDERNY	54096	BREHAIN-LA-VILLE	54174	ECROUVES	54259	HERBEVILLER
54016	ANDILLY	54097	BREMENIL	54175	EINVAUX	54260	HERIMENIL
54017	ANGOMONT	54098	BREMONCOURT	54176	EINVILLE-AU-JARD	54261	HERSERANGE
54018	ANOUX	54100	BRIN-SUR-SEILLE	54177	EMBERMENIL	54262	HOEVILLE
54019	ANSAUVILLE	54101	BROUVILLE	54178	EPIEZ-SUR-CHIERS	54263	HEMOCOURT
54020	ANTHELUP	54102	BRULEY	54179	EPLY	54264	HOUELMONT
54021	ARMAUCOURT	54103	BRUVILLE	54180	ERBEVILLER-SUR-AMEZULE	54266	HOUDREVILLE
54022	ARNAVILLE	54104	BUISSONCOURT			54268	HOUSSEVILLE
54023	ARRACOURT	54105	BULLIGNY	54181	ERROUVILLE	54269	HUDIVILLER
54024	ARRAYE-ET-HAN	54106	BURES	54182	ESSEY-ET-MAIZERAIS	54270	HUSSIGNY-GODBRANGE
54025	ART-SUR-MEURTHE	54107	BURIVILLE			54271	IGNEY
54026	ATHIENVILLE	54108	BURTHECOURT-AUX-CHENES	54183	ESSEY-LA-COTE	54272	JAILLON
54027	ATTON			54185	ETREVAL	54275	JAULNY
54028	AUBOUE	54109	CEINTREY	54186	EULMONT	54276	JEANDELAINCOURT
54029	AUDUN-LE-ROMAN	54110	CERVILLE	54187	EUVEZIN	54277	JEANDELIZE
54030	AUTREPIERRE	54111	CHALIGNY	54188	FAULX	54278	JEVONCOURT
54031	AUTREVILLE-SUR-MOSELLE	54112	CHAMBLEY-BUSSIERES	54189	FAVIERES	54279	JEZAINVILLE
54032	AUTREY	54113	CHAMPENOIX	54190	FECOCOURT	54280	JOEUF
54033	AVILLERS	54114	CHAMPEY-SUR-MOSELLE	54191	FENNEVILLER	54281	JOLIVET
54034	AVRAINVILLE			54192	FERRIERES	54282	JOPPECOURT
54035	AVRICOURT	54116	CHANTEHEUX	54193	FEY-EN-HAYE	54283	JOUAVILLE
54036	AVRIL	54117	CHAOUILLEY	54194	FILLIERES	54284	JOUDREVILLE
54037	AZELOT	54118	CHARENCY-VEZIN	54195	FLAINVAL	54285	JUVRECOURT
54038	AZERAILLES	54119	CHAREY	54196	FLAVIGNY-SUR-MOSELLE	54286	LABRY
54040	BADONVILLER	54120	CHARMES-LA-COTE			54287	LACHAPELLE
54041	BAGNEUX	54121	CHARMOIS	54198	FLEVILLE-LIXIERES	54288	LAGNEY
54042	BAINVILLE-AUX-MIROIRS	54122	CHAUDENEY-SUR-MOSELLE	54199	FLIN	54289	LAITRE-SOUS-AMANCE
54043	BAINVILLE-SUR-MADON	54123	CHAVIGNY	54200	FLIREY	54290	LALOEUF
54044	BARBAS	54124	CHAZELLES-SUR-ALBE	54201	FONTENOY-LA-JOUTE	54291	LAMATH
54045	BARBONVILLE			54202	FONTENOY-SUR-MOSELLE	54292	LANDECOURT
54046	BARISEY-AU-PLAIN	54125	CHENEVIERES	54203	FORCELLES-SAINT-GORGON	54293	LANDREMONT
54047	BARISEY-LA-COTE	54126	CHENICOURT			54294	LANDRES
54048	LES BAROCHES	54127	CHENIERES	54204	FORCELLES-SOUS-GUGNEY	54295	LANEUVELOTTE
54049	BASLIEUX	54128	CHOLOY-MENILLOT			54296	LANEUVEVILLE-AUX-BOIS
54050	BATHELEMONT-LES-BAUZEMONT	54129	CIREY-SUR-VEZOUZE	54206	FRAIMBOIS	54297	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54052	BATTIGNY	54130	CLAYEURES	54207	FRAISNES-EN-SAINTOIS	54298	LANEUVEVILLE-DERRIERE-FOUG
54053	BAUZEMONT	54131	CLEMERY			54299	LANEUVEVILLE-DEVANT-BAYON
54054	BAYON	54132	CLEREY-SUR-BRENON	54208	FRANCHEVILLE	54300	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54055	BAYONVILLE-SUR-MAD			54209	FRANCONVILLE	54301	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54056	BAZAILLES	54133	COINCOURT	54210	FREMENIL	54302	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54057	BEAUMONT	54134	COLMEY	54211	FREMONVILLE	54303	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54058	BECHAMPS	54135	COLOMBEY-LES-BELLES	54212	FRESNOIS-LA-MONTAGNE	54304	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54059	BELLEAU			54213	FRIAUVILLE	54305	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54060	BELLEVILLE	54136	CONFLANS-EN-JARNISY	54214	FROLOIS	54306	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54061	BENAMENIL			54216	FROVILLE	54307	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54062	BENNEY	54137	CONS-LA-GRANDVILLE	54217	GELACOURT	54308	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54063	BERNECOURT	54138	COSNES-ET-ROMAIN	54218	GELACOURT	54309	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54064	BERTRAMBOIS	54139	COURBESSEAUX	54219	GELLENONCOURT	54310	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54065	BERTRICHAMPS	54140	COURCELLES	54220	GEMONVILLE	54311	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54066	BETTAINVILLERS	54141	COYVILLER	54221	GERBECOURT-ET-HAPLEMONT	54312	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54067	BEUVEILLE	54142	CRANTENOY			54313	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54068	BEUVEZIN	54143	CREPEY	54222	GERBEVILLER	54314	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54069	BEUVILLERS	54144	CREVECHAMPS	54223	GERMINY	54315	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54070	BEY-SUR-SEILLE	54145	CREVIC	54224	GERMONVILLE	54316	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54071	BEZANGE-LA-GRANDE	54146	CREZILLES	54225	GEZONCOURT	54317	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54072	BEZAUMONT	54147	CRION	54226	GIBEAUMEIX	54318	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54073	BICQUELEY	54148	CROISMARE	54227	GIRAUMONT	54319	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54074	BIENVILLE-LA-PETITE	54149	CRUSNES	54228	GIRIVILLER	54320	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54075	BIONVILLE	54151	CUTRY	54229	GLONVILLE	54321	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54076	BLAINVILLE-SUR-L'EAU	54152	DAMELEVIERES	54230	GOGNEY	54322	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54077	BLAMONT	54153	DAMPVITOUX	54231	GONDRECOURT-AIX	54323	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54078	BLEMERIEY	54154	DENEUVRE	54232	GONDREXON	54324	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54080	BLÉNOD-LES-TOUL	54155	DEUXVILLE	54233	GORCY	54325	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54081	BOISMONT	54156	DIARVILLE	54234	GOVILLER	54326	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
54082	BONCOURT	54158	DOLCOURT	54235	GRAND-FAILLY	54327	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
		54160	DOMEVRE-EN-HAYE	54236	GRIMONVILLER	54328	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
		54161	DOMEVRE-SUR-VEZOUZE	54237	GRIPPON	54329	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
		54162	DOMGERMAIN	54238	GRISOURT	54330	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
		54163	DOMJEVIN	54239	GROSROUVRES	54331	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
				54240	GUGNEY	54332	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
				54241	GYE	54333	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON
				54242		54334	LANEUVEVILLE-DEVAINT-BAYON

54340	MAMEY	54405	OCHEY	54474	SAINTE-GENEVIEVE	54538	URUFFE
54341	MANCE	54406	OGEVILLER	54475	SAINT-GERMAIN	54539	VACQUEVILLE
54342	MANCIEULLES	54407	OGNEVILLE	54476	SAINT-JEAN-LES-	54540	VAL-ET-CHATILLON
54343	MANDRES-AUX-	54408	OLLEY		LONGUYON	54541	VALHEY
	QUATRE-TOURS	54409	OMELMONT	54477	SAINT-JULIEN-LES-	54542	VALLEROY
54344	MANGONVILLE	54410	ONVILLE		GORZE	54543	VALLOIS
54345	MANONCOURT-EN-	54411	ORMES-ET-VILLE	54478	SAINT-MARCEL	54544	VANDELAINVILLE
	VERMOIS	54412	OTHE	54479	SAINT-MARD	54545	VANDELEVILLE
54346	MANONCOURT-EN-	54413	OZERAILLES	54480	SAINT-MARTIN	54546	VANDIERES
	WOEVRE	54414	PAGNEY-DERRIERE-	54481	SAINT-MAURICE-	54548	VANNES-LE-CHATEL
			BARINE		AUX-FORGES	54550	VATHIMENIL
54348	MANONVILLE	54416	PANNES	54484	SAINTE-POLE	54551	VAUCOURT
54349	MANONVILLER	54417	PAREY-SAINT-	54485	SAINT-PANCRE	54552	VAUDEMONT
54350	MARAINVILLER		CESAIRE	54486	SAINT-REMIMONT	54553	VAUDEVILLE
54351	MARBACHE	54418	PARROY	54487	SAINT-REMY-AUX-	54554	VAUDIGNY
54352	MARON	54419	PARUX		BOIS	54555	VAXAINVILLE
54353	MARS-LA-TOUR	54420	PETIT-FAILLY	54488	SAINT-SAUVEUR	54556	VEHO
54354	MARTHEMONT	54421	PETITMONT	54489	SAINT-SUPPLET	54558	VELAINE-SOUS-
54355	MARTINCOURT	54422	PETTONVILLE	54490	SAIZERAIS		AMANCE
54356	MATTEXEY	54423	PEXONNE	54491	SANCY	54559	VELLE-SUR-
54358	MAZERULLES	54424	PHLIN	54492	SANZEY		MOSELLE
54359	MEHONCOURT	54425	PIENNES	54493	SAULNES	54560	VENEY
54360	MENIL-LA-TOUR	54426	PIERRE-LA-TREICHE	54494	SAULXEROTTE	54561	VENNEZEY
54362	MERCY-LE-BAS	54427	PIERRE-PERCEE	54496	SAULXURES-LES-	54562	VERDENAL
54363	MERCY-LE-HAUT	54428	PIERREPONT		VANNES	54563	VEZELISE
54364	MEREVILLE	54429	PIERREVILLE	54497	SAXON-SION	54564	VIEVILLE-EN-HAYE
54365	MERVILLER	54432	PONT-SAINT-	54498	SEICHAMPS	54565	VIGNEULLES
54366	MESSEIN		VINCENT	54499	SEICHEPREY	54566	VILCEY-SUR-TREY
54367	MEXY	54433	PORT-SUR-SEILLE	54500	SELAINCOURT	54567	VILLACOURT
54368	MIGNEVILLE	54434	PRAYE	54501	SERANVILLE	54568	VILLE-AU-MONTOIS
54369	MILLERY	54435	PRENY	54502	SERRES	54569	VILLE-AU-VAL
54370	MINORVILLE	54436	PREUTIN-HIGNY	54504	SERROUVILLE	54570	VILLECEY-SUR-MAD
54371	MOINEVILLE	54437	PULLIGNY	54505	SEXEY-AUX-FORGES	54571	VILLE-EN-VERMOIS
54372	MOIVRONS	54438	PULNEY	54506	SEXEY-LES-BOIS	54572	VILLE-HOUDLEMONT
54373	MONCEL-LES-	54440	PUXE	54507	SIONVILLER	54573	VILLERS-EN-HAYE
	LUNEVILLE	54441	PUXIEUX	54508	SIVRY	54574	VILLERS-LA-CHEVRE
54374	MONCEL-SUR-	54442	QUEVILLONCOURT	54509	SOMMERVILLER	54576	VILLERS-LE-ROND
	SEILLE	54443	RAON-LES-L'EAU	54510	SORNEVILLE	54577	VILLERS-LES-
54375	MONTAUVILLE	54444	RAUCOURT	54511	SPONVILLE		MOIVRONS
54376	MONTENOY	54445	RAVILLE-SUR-	54512	TANCONVILLE	54579	VILLERS-SOUS-
54377	MONTIGNY		SANON	54513	TANTONVILLE		PRENY
54378	MONTIGNY-SUR-	54446	RECHICOURT-LA-	54514	TELLANCOURT	54580	VILLERUPT
	CHIERS		PETITE	54515	THELOD	54581	VILLE-SUR-YRON
54379	MONT-L'ETROIT	54447	RECLONVILLE	54516	THEY-SOUS-	54582	VILLETTE
54380	MONT-LE-VIGNOBLE	54449	REHAINVILLER		VAUDEMONT	54583	VILLEY-LE-SEC
54381	MONTREUX	54450	REHERREY	54517	THEZEY-SAINT-	54584	VILLEY-SAINT-
54383	MONT-SUR-	54451	REHON		MARTIN		ETIENNE
	MEURTHE	54452	REILLON	54518	THIAUCOURT-	54585	VIRECOURT
54385	MORFONTAINE	54453	REMBERCOURT-		REGNIEVILLE	54586	VITERNE
54386	MORVILLER		SUR-MAD	54519	THIAVILLE-SUR-	54587	VITREY
54387	MORVILLE-SUR-	54455	REMEVILLE		MEURTHE	54588	VITRIMONT
	SEILLE	54456	REMEREVILLE	54520	THIEBAUMENIL	54589	VITTONVILLE
54388	MOUACOURT	54457	REMONCOURT	54521	THIL	54590	VIVIERS-SUR-
54389	MOUAVILLE	54458	REPAIX	54522	THOREY-LYAUTEY		CHIERS
54390	MOUSSON	54459	RICHARDMENIL	54523	THUILLEY-AUX-	54591	VOINEMONT
54391	MOUTIERS	54460	ROGEVILLE		GROSEILLES	54592	VRONCOURT
54392	MOUTROT	54461	ROMAIN	54524	THUMEREVILLE	54593	WAVILLE
54393	MOYEN	54463	ROSIERES-EN-HAYE	54525	TIERCELET	54594	XAMMES
54394	MURVILLE	54464	ROUVES	54527	TONNOY	54595	XERMAMENIL
54396	NEUFMAISONS	54465	ROVILLE-DEVANT-	54529	TRAMONT-EMY	54596	XEUILLEY
54398	NEUVILLER-LES-		BAYON	54530	TRAMONT-LASSUS	54597	XIROCOURT
	BADONVILLER	54466	ROYAUMEIX	54531	TRAMONT-SAINT-	54598	XIVRY-CIRCOURT
54399	NEUVILLER-SUR-	54467	ROZELIEURES		ANDRE	54599	XONVILLE
	MOSELLE	54468	SAFFAIS	54532	TREMBLECOURT	54600	XOUSSE
54400	NOMENY	54469	SAINT-AIL	54533	TRIEUX	54601	XURES
54401	NONHIGNY	54470	SAINT-BAUSSANT	54534	TRONDES	54602	HAN-DEVANT-
54402	NORROY-LE-SEC	54471	SAINT-BOINGT	54535	TRONVILLE		PIERREPONT
54403	NORROY-LES-PONT-	54472	SAINT-CLEMENT	54536	TUCQUEGNIEUX		
	A-MOUSSON	54473	SAINT-FIRMIN	54537	UGNY		
54404	NOVIAANT-AUX-PRES						

ANNEXE 2

Groupements de Communes du département de Meurthe-et-Moselle éligibles à l'Assistance Technique de l'État pour des raisons de Solidarité et d'Aménagement du Territoire (ATESAT)

INSEE	GROUPEMENTS
200007003	CC DU PAYS DE LONGUYON
245400437	CC DU PAYS DE BRIEY
245400478	CC DE HAZELLE
245400510	CC COLOMBEY/SUD TOULOUS
245400593	CC DU PAYS DE LA HAUTE VEZOUZE
245400635	CC DU FROIDMONT
245400718	CC DU PAYS DE LA VEZOUZE
245400726	CC DU GRAND VALMON
245400734	CC DES TROIS VALLEES
245400742	CC DES COTES EN HAYE
245400759	CC DU PAYS DU SANON
245400775	CC DE SEILLE ET MAUCHERE
245400783	CC DU SAINTOIS
245400809	CC DU BADONVILLOIS
245400825	CC DU PAYS AUDUNOIS
245400833	CC DU MAD A L'YRON

245400841	CC DES DEUX RIVIERES
245400866	CC GRAND COURONNE
245400890	CC ENTRE MEURTHE ET VERDURETTE
245400908	CC DU CRISTAL
245400916	CC DE LA MORTAGNE
245400924	CC DU VAL DE MEURTHE
245400932	CC DU BAYONNAIS
245400940	CC DU SAINTOIS AU VERMOIS
245400957	CC DU MIRABEE
245400965	CC DE LA PIPISTRELLE

ANNEXE 3

Syndicats de Communes du département de Meurthe-et-Moselle éligibles à l'Assistance Technique de l'État pour des raisons de Solidarité et d'Aménagement du Territoire (ATESAT)

INSEE	SYNDICATS
245400882	SYNDICAT DU PAYS DE CHARENCEY-VEZIN

Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Décision administrative conjointe des inspectrices et inspecteurs du travail du 21 mai 2008 donnant délégation aux contrôleurs du travail aux fins, notamment, d'établir des mises en demeure et de prendre des décisions relatives aux arrêts temporaires de travaux ou d'activité

Les Inspectrices et Inspecteurs du Travail de Meurthe-et-Moselle, soussignés responsables des première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième sections d'inspection du travail

Section d'inspection d'affectation	Inspecteurs
Première section	Madame Martine BOUBAGRA
Deuxième section	Madame Angélique ALBERTI
Troisième section	Monsieur Mickaël MAROT
Quatrième section	Monsieur Alain JADELOT
Cinquième section	Madame Marieke FIDRY

Vu les articles L4721-1 à L4721-8, L4731-1 à L4731-6, R 4731-1 à R 4731-15, L8112-5 du Code du Travail,

Vu la décision du Directeur Régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Lorraine publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle du 6 novembre 1998 et relative à la compétence territoriale des Inspecteurs du Travail de Meurthe-et-Moselle

Vu les décisions du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle par intérim en date du 19 mai 2008 concernant l'affectation des inspectrices et inspecteurs du travail en section et organisant l'affectation des contrôleurs du travail en section

Vu les décisions du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle du 19 mai 2008 organisant respectivement l'intérim des inspecteurs en section et l'intérim des contrôleurs

Considérant qu'en application des décisions précitées, le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle par intérim peut être amené à tout moment, en cas d'absence ou d'empêchement, à confier l'intérim d'une inspectrice ou d'un Inspecteur du Travail à l'un des autres Inspecteurs et de même pour les Contrôleurs du Travail

D E C I D E N T

Chacun pour ce qui le concerne dans la section dont il a la charge et dans la limite des intérim dont il sera chargé dans les autres sections.

Art. 1^{er} : Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail figurant dans le tableau ci-après, aux fins

- d'établir les mises en demeure prévues aux articles L4721-8 du code du travail,
- de prendre toutes mesures utiles, et notamment en prescrivant l'arrêt temporaire de travaux, visant à soustraire immédiatement de cette situation le ou les salariés dont ils auront constaté qu'ils se trouvent exposés :
 - . sur un chantier du bâtiment ou des travaux publics, à un risque grave et imminent de chute de hauteur ou d'ensevelissement,
 - . exposés à l'inhalation de fibres d'amiante,
 - . au dépassement de la valeur limite de concentration d'une substance chimique cancérigène, mutagène ou toxique après mise en demeure.

SECTION	CONTROLEURS
Première section	Madame Clotilde PELTIER Madame Sylvie DIVOUX
Deuxième section	Monsieur Patrick JULY Monsieur Philippe ADAM
Troisième section	Monsieur Marc CORCHAND Madame Valérie VIRIOT
Quatrième section	Madame Gisèle DESHAIS Jean-Michel ALCARAZ
Cinquième section	Madame Hélène BAUER Madame Sonia GUICHARD Madame Sylvie TEDESCO

Art. 2 : Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail visés à l'article premier aux fins d'autoriser la reprise des travaux dont l'arrêt aura été prescrit en application des articles L4731-1, L4731-2 et L4731-3, R 4731-14, L8112-5 du Code du Travail, lorsque toutes les mesures ont été prises pour faire cesser la situation de danger grave et imminent.

Art. 3 : Les délégations visées aux articles 1 et 2 sont accordées dans les limites de la section d'Inspection à laquelle ils ont été affectés et des intérim dont ils sont chargés.

Art. 4 : Les mises en demeure et les décisions d'arrêt et de reprise de travaux s'exercent sous l'autorité de l'Inspecteur du Travail titulaire de la section ou des Inspecteurs du Travail en assurant l'intérim.

Art. 5 : La présente décision qui abroge toute décision antérieure de même objet prend effet le 21 mai 2008.

Art. 6 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

Vandoeuvre, le 21 mai 2008

L'Inspectrice du Travail,
M. BOUBAGRA

L'Inspectrice du Travail,
Angélique ALBERTI

L'Inspecteur du Travail,
M. MAROT

L'Inspecteur du Travail,
A. JADELOT

L'Inspectrice du Travail,
M. FIDRY

Arrêté du 1^{er} juin 2008 portant subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim

Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim

VU la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n°2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n°98-81 du 11 février 1998 et par la loi n°99-209 du 19 mars 1999 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n°62- 1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1962

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget des affaires sociales et de la solidarité nationale, du travail, de la santé et de l'emploi ;

VU l'arrêté ministériel en date du 16 février 2008 chargeant Monsieur Claude ROQUE de l'intérim de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} avril 2008 ;

VU le règlement départemental du 3 octobre 2006 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par le Préfet ;

VU l'arrêté préfectoral n° OSD 0802 du 28 mai 2008 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Claude ROQUE chargé de l'intérim de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} avril 2008 ;

A R R E T E

Art. 1^{er} : En application de l'arrêté préfectoral n° OSD 0802 du 28 mai 2008 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Claude ROQUE, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, par intérim, subdélégation est donnée à l'effet de signer les mandats des dépenses publiques, les pièces justificatives annexées ainsi que les titres de perception, aux agents suivants :

- Monsieur Christian ESTIENNE, directeur-adjoint
- Monsieur Christian HALLINGER, directeur-adjoint

Art. 2 : En cas d'empêchement ou d'absence du soussigné et de Messieurs Christian ESTIENNE et Christian HALLINGER, et compte tenu de l'urgence et dans l'intérêt des usagers, cette subdélégation est également donnée aux agents suivants :

- Madame Martine BOUBAGRA, inspectrice du travail,
- Madame Angélique ALBERTI, inspectrice du travail,
- Monsieur Mickaël MAROT, inspecteur du travail,
- Monsieur Alain JADELOT, inspecteur du travail,
- Madame Marieke FIDRY, inspectrice du travail,
- Madame Anne SCHWOERER-GAESTEL, inspectrice du travail,
- Madame Carine OSTER, inspectrice du travail,
- Monsieur François MANNEVILLE, chargé de mission.

Art. 3 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle qui en recevra un exemplaire original comportant les échantillons de signature.

Art. 4 : Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle par intérim soussigné, Mesdames Martine BOUBAGRA, Angélique ALBERTI, Marieke FIDRY, Anne SCHWOERER-GAESTEL, Carine OSTER et Messieurs Christian HALLINGER, Christian ESTIENNE, Mickaël MAROT, Alain JADELOT, François MANNEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Vandoeuvre, le 1^{er} juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental du travail,
de l'emploi et de la formation professionnelle, par intérim,
Claude ROQUE

Service départemental de l'architecture et du patrimoine

Arrêté du 20 mai 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Lorenzo DIEZ, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle

Le chef de service

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

VU le décret n°79-180 du 6 mars 1979 instituant les services départementaux de l'architecture, ensemble les textes visés par ce décret, modifié par le décret n°96-492 du 4 juin 1996,

VU l'arrêté du ministre de la culture et de la communication en date du 13 septembre 2004 nommant M. Lorenzo DIEZ, architecte et urbaniste de l'Etat, en qualité de chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle

VU l'arrêté préfectoral n° 2008.BMSSE.24 en date du 6 mai 2008 portant délégation de signature à M. Lorenzo DIEZ, chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine de Meurthe-et-Moselle, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Art. 1^{er} : En application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2008.BMSSE.24 en date du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à M. Lorenzo DIEZ, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants, à l'exclusion de la signature des avis conformes :

- M. Philippe ALLEE, ingénieur des services culturels et du patrimoine, adjoint au chef de service.

Art. 2 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 20 mai 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine,
Lorenzo DIEZ

Voies navigables de France

Conseil d'administration - Séance du 23 avril 2008 - Extrait de la délibération relative à la détermination de mesures commerciales exceptionnelles en faveur des transporteurs fluviaux de marchandises

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Art. 1^{er} : CONDITIONS RELATIVES AU BENEFICE DES MESURES COMMERCIALES EXCEPTIONNELLES AU PROFIT DES TRANSPORTEURS FLUVIAUX DE MARCHANDISES

Voies navigables de France met en place des mesures commerciales exceptionnelles destinées aux entreprises de transport fluvial de marchandises dont le bateau, chargé ou affrété, a subi un arrêt de navigation de plus de 2 jours entre les 19 et 27 février 2008, du fait du mouvement social des agents du Service de la navigation de la Seine.

Afin de bénéficier de ces mesures, les transporteurs doivent :

- présenter à l'agence de St Quentin un dossier de demande comprenant notamment le justificatif d'arrêt fourni par le service de navigation de la Seine ou le justificatif de non exécution de l'affrètement de l'unité considérée fourni par le donneur d'ordre ;
- être à jour de leurs déclarations de transport et du règlement de leurs péages au jour du dépôt du dossier ;
- et disposer d'un titre de navigation en règle pour l'unité fluviale concernée.

Art. 2 : MONTANT FORFAITAIRE VERSE AUX TRANSPORTEURS

Chaque transporteur remplissant les conditions prévues par l'article précédent reçoit un montant forfaitaire à la journée d'immobilisation, après application d'une franchise de deux jours :

tpl ≤ 600 tonnes	200 € / jour
601 tonnes ≤ tpl ≤ 900 tonnes	250 € / jour
tpl ≥ 901 tonnes	300 € / jour

La somme est versée par VNF sur justificatifs de l'arrêt de navigation subi par le bateau chargé ou affrété, à produire par l'entreprise de transport fluvial.

Art. 3 : REMISE DES PEAGES MARCHANDISES FACTURES ENTRE LE 19 FEVRIER ET LE 12 MARS 2008 INCLUS

Sur demande de l'entreprise fluviale, les factures émises sont créditées d'un avoir correspondant à la période du 19 février au 12 mars 2008, pour tous les éléments de péage relatifs au droit d'accès au réseau, au taux à la tonne-kilomètres parcourus pour l'ensemble du trajet sur le réseau VNF et aux droits spéciaux de franchissement d'ouvrages, s'appliquant :

- a) à tout transport de marchandises, entre le 19 février et le 12 mars 2008 inclus, ayant une origine ou une destination dans le bassin de la Seine, c'est-à-dire dans la zone d'intervention du service de la navigation de la Seine (à l'exclusion des transports ayant leur origine et leur destination en Seine à l'aval de Suresnes ;
- b) quand l'origine et la destination ne sont pas situées dans le bassin de la Seine, à tout transport de marchandises en transit pour le trajet empruntant le bassin de la Seine.

Art. 4 : La présente délibération prend effet au 1^{er} mai 2008.

Art. 5 : La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France et au recueil des actes administratifs des préfectures des départements concernés.

Le président
du conseil d'administration,
François BORDRY

La secrétaire
du conseil d'administration,
Jeanne-Marie ROGER

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Direction départementale de l'équipement Service aménagement, risques et urbanisme

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 7817 du 2 juin 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Allondrelle La Malmaison

Par arrêté préfectoral n° 7817 en date du 2 juin 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de BAY OMT PHTA08, renouvellement dérivation La Malmaison départ Dorlon sect. 7, sur la commune de Allondrelle La Malmaison.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 9044 du 5 juin 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'Avril

Par arrêté préfectoral n° 9044 en date du 5 juin 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue LAS/raccordement électrique de la station de refoulement pont d'Avril, sur la commune d'Avril.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 9309 du 11 juin 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Serrouville

Par arrêté préfectoral n° 9309 en date du 11 juin 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du renouvellement du poste cabine haute « Serrouville ». Raccordement BTS du lotissement « Capitalux » et du lotissement communal sur la commune de Serrouville.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 15411 du 2 juin 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Labry

Par arrêté préfectoral n° 15411 en date du 2 juin 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de antenne GSM-R n° 5401073 Labry, lieu-dit « Les Bois de Labry », sur la commune de Labry.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 18227 du 11 juin 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Toul

Par arrêté préfectoral n° 18227 en date du 11 juin 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue TR liaison Gama Lyautey-Ney-Croisette sur la commune de Toul.

AUTRES SERVICES

Caisse centrale de la mutualité sociale agricole

Extrait de la décision 08-10 du 21 mai 2008 concernant un traitement de données à caractère personnel relatif à la comparaison des données cadastrales MSA/DDAF

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

DECIDE

Art. 1^{er} : Il a été créé, au sein des organismes de Mutualité Sociale Agricole, un traitement automatisé de données personnelles destiné à permettre la comparaison de certaines données contenues dans les dossiers de demandes de primes communautaires gérés par les Directions Départementales de l'Agriculture et de la Forêt avec les données cadastrales gérées par les Caisses de Mutualité Sociale Agricole. L'objectif de ce traitement est de permettre aux caisses de MSA de mieux exercer les contrôles qui relèvent de leurs missions. Ce traitement fait l'objet d'une modification prenant en compte l'ajout de données et le changement de l'expéditeur de ces données. Celles-ci sont à présent envoyées par l'Agence Unique de Paiement, qui agit pour le compte des DDAF.

Art. 2 : Les informations concernées par ce traitement sont :

- des données relatives à l'identification des personnes : nom, prénom, date de naissance, commune de naissance,
- des données relatives à la dénomination sociale, l'adresse du siège, département, commune, code postal, numéro SIREN/SIRET, numéro PACAGE,
- des données relatives aux parcelles exploitées.

Art. 3 : Les destinataires de ces informations sont :

- la CCMSA,
- les Caisses de MSA.

Art. 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne concernée par le traitement peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement.

Art. 5 : Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Correspondant à la protection des données à caractère personnel,
Christian FER

Bagnolet, le 21 mai 2008

Le directeur général de la caisse centrale
de la mutualité sociale agricole,
Yves HUMEZ

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE LORRAINE est conforme aux

dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur de la Caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Vandoeuvre-lès-Nancy, le 2 juin 2008

Le directeur général de la MSAL,
Jean-Marie GERARD

Centre psychothérapique de Nancy-Laxou

Avis de concours interne sur titres du 30 mai 2008 en vue du recrutement de 4 cadres de santé

En application du décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié, portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, le CPN de Laxou organise un concours interne sur titres en vue de pourvoir 4 postes d'Infirmier Cadre de Santé.

Conditions d'inscription :

Peuvent faire acte de candidature les personnels titulaires du diplôme (au plus tard le jour du concours) de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets n° 88-1077 du 30 novembre 1988, n° 89-609 et n° 89-613 du 1^{er} septembre 1989 et comptant au moins cinq ans de services effectifs accomplis dans un ou plusieurs des corps précités, au 1^{er} janvier 2008.

Dossier de candidature :

A demander à la DRH de l'établissement.

Réception et clôture des inscriptions :

Les dossiers de candidature sont à adresser à :

Madame le Directeur Adjoint
Chargé des Ressources Humaines
Centre Psychothérapique de Nancy
BP 11010

54521 LAXOU CEDEX

au plus tard deux mois à compter de la date de publication de cet avis, le cachet de la poste faisant foi.

Laxou le 30 mai 2008

Pour le directeur,
Le directeur adjoint chargé des ressources humaines,
I. CAILLIER

